

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FCE BANK PLC

Succursale française
Siège social Way Brentwood Essex CM13 3AR
Immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 772784

A. — Individuels annuels 31 décembre 2024.

I. — Rapport de Gestion 2024.

Cadre général de l'activité de FCE France.

FCE France est l'entité de financement des activités de Ford France. Son modèle d'activité repose sur :

- Une stratégie de marché intégrée et permanente;
- Des solutions de financements innovantes pour soutenir les ventes de Ford France;
- Une structure opérationnelle rentable et efficace;
- Une gestion solide des risques, garantissant la conformité réglementaire.

FCE France fournit aux clients de Ford des solutions de financement de véhicules incluant :

- Des prêts pour l'achat ou la location de véhicules;
- L'accès à des produits d'assurance et d'entretien.

FCE France aide les concessionnaires Ford à vendre des véhicules Ford par le biais :

- De prêts venant financer les stocks de véhicules neufs et d'occasion;
- De conseil sur le marché automobile et l'octroi de financements.

FCE France soutient les activités de Ford à travers :

- Un réseau de financement dédié au soutien de la vente des produits Ford;
- Un service client de haute qualité, dont il a été prouvé qu'il augmente la fidélité des clients à la marque Ford;
- Un soutien à la gestion des risques financiers pour assurer la continuité et la viabilité du réseau de distribution des concessionnaires Ford;
- Un soutien spécialisé pour les activités clés et les nouveaux marchés.

II. — Performances financières de FCE FRANCE.

1. — Bilan.
(En milliers d'euros.)

Actif	Note	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit	1	1,329	857
Opérations avec la clientèle	2	1,083,665	1,143,964
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Participations et activité de portefeuille			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-Bail et location avec option d'achat	3	597,083	504,538
Location simple	4	7	5
Immobilisations incorporelles	5	4,239	4,239
Immobilisations corporelles	6	113	129
Autres actifs	7	44,566	37,109
Comptes de régularisation	8	0	
Total actif		1,731,002	1,690,841

Passif	Note	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	9	1,320,301	1,285,704
Opérations avec la clientèle	10	28,695	39,970
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	11	19,502	23,649
Comptes de régularisation	12	52,583	43,096
Provisions pour risques et charges	13	5,160	1,473
Dettes subordonnées			
Capitaux propres			
Capital souscrit	14		
Primes d'émission	14		
Eléments assimilés au capital	14		
Provisions réglementées	14	1,208	928
Report à nouveau	14	296,021	252,373
Résultat	14	7,532	43,648
Total capitaux propres		304,761	296,949
Total passif		1,731,002	1,690,841

2. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Note	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	15	80,881	81,049
Intérêts et charges assimilées	15	-65,473	-58,298
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilées	16	299,320	294,424
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilées	16	-288,106	-249,104
Produits sur opérations de location simple	17		-12
Charges sur opérations de location simple	17		
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	18	13,644	10,869
Commissions (charges)	18	-11,897	-10,068
Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement			
Autres produits d'exploitation bancaire	19	20,277	17,191
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-7,592	-2,053
Produit net bancaire		41,054	83,998
Charges générales d'exploitation	20	-28,623	-23,275
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	21	-16	-16
Résultat brut d'exploitation		12,415	60,707
Coût du risque	22	-1,212	-1,067
Résultat d'exploitation		11,203	59,640
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		11,203	59,640
Résultat exceptionnel	23	33	58
Impôt sur les bénéfices	24	-3,704	-16,050
Résultat net		7,532	43,648

Commentaires sur les comptes de FCE France au 31 décembre 2024

— Activité commerciale :

Le nombre de contrats en portefeuille s'élève à 66 178 en 2024 contre 64 589 (actualisé) en 2023. L'évolution des contrats est en augmentation de 2.5% entre 2023 et 2024.

— Résultat :

Le résultat courant avant impôt (RCAI) de 11 millions d'euros en 2024 a diminué de 48 millions d'euros par rapport à l'année précédente. Cela s'explique principalement par une diminution du produit net des opérations de Crédit-Bail, et une diminution du produit net des autres opérations d'exploitation bancaire. Ces diminutions sont principalement liées à l'augmentation des amortissements dérogatoires et à l'augmentation des taux d'intérêts.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 28.6 millions d'euros à fin décembre 2024, on constate une augmentation de 5 millions d'euros par rapport à 2023, cela résulte principalement d'une provision pour restructuration s'élevant à 4 millions d'euros.

Le coût du risque s'élève à 1 million d'euros à fin décembre 2024, stable par rapport à 2023.

Le total du bilan au 31 décembre 2024 s'élève à 1,731.0 millions d'euros contre 1,690.8 millions d'euros en 2023. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des volumes et par une augmentation du montant moyen financé.

— Affectation du résultat :

En tant que succursale, le résultat de FCE France est intégré au résultat de FCE Bank Plc.

— Tableau des résultats individuels de FCE France au cours des 5 derniers exercices :

L'agrément de FCE France en tant que succursale de pays tiers a pris effet au 1er janvier 2021. Les premiers comptes individuels préparés pour le dossier d'agrément concernent l'exercice 2020.

Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice (en milliers d'euros)					
Capital social					
Nombre d'actions ordinaires émises					
Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Produit net bancaire	34,023	37,595	48,131	84,282	41,054
Résultat avant impôts, dotations aux amortissements et provisions	5,541	17,883	28,607	60,722	12,431
Impôts sur les bénéfices	-1,147	-4,195	-9,171	-16,050	-3,704
Bénéfice après impôts, dotations aux amortissements et provisions	14,397	13,594	18,944	43,648	7,532
Résultat distribué					
Résultats par action (en Euro)					
Résultat après impôts mais avant dotations aux amortissements et provisions	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Résultat après impôts, dotations aux amortissements et provisions	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Résultat distribué par action	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	80	82	65	64	62
Masse salariale de l'exercice (en milliers d'euros)	5,006	4,846	4,298	4,082	4,438
Avantages sociaux de l'exercice (en milliers d'euros)	2,512	2,403	2,063	2,111	2,259

3. – Gestion des risques.

Profil de risque. — FCE France est une captive automobile dont la mission est de fournir des financements stables et un cadre de gestion des risques tout au long des cycles économiques.

Sa stratégie commerciale est d'accorder des financements garantis principalement par la conservation de la propriété des actifs sous-jacents. La garantie est facile à évaluer, transférable et liquide. FCE France dispose de droits clairement définis en cas de défaillance de la contrepartie.

Sa stratégie de financement consiste à maintenir un profil de liquidité structurel positif, c'est-à-dire que les actifs sont recouverts plus rapidement que les passifs, compte-tenu d'un portefeuille de prêts de maturité courte.

Le portefeuille de prêts de FCE France évolue en fonction des ventes et de la production de véhicules Ford, de sorte que dans un environnement stressé, une baisse des ventes est susceptible d'entraîner une baisse des besoins en capital et en liquidités, comme on le voit avec la pénurie mondiale de semi-conducteurs et les problèmes de chaînes d'approvisionnement.

Principaux risques et incertitudes.

Les principaux risques applicables à FCE France sont ceux définis au niveau de FCE. FCE effectue des analyses prospectives afin de détecter et évaluer les technologies ou les risques émergents. Il examine comment les tendances et les développements émergents pourraient potentiellement affecter les politiques et les processus actuels. Cette approche aide la Direction Générale à adopter une approche stratégique à plus long terme et rend la politique actuelle plus résiliente aux incertitudes futures. Dans

un plan de continuité d'activité, l'analyse prospective aide à gérer les risques en planifiant à l'avance des événements peu probables, mais potentiellement à fort impact. Outre les risques auxquels FCE France est confronté dans le cours normal de ses activités, certains risques et incertitudes échappent au contrôle direct de FCE France. Cette section décrit les domaines spécifiques dans lesquels FCE France est sensible à ces risques.

Après une expansion robuste post-pandémie en 2022-2023, l'économie de l'UE ralentit désormais bien que la récession prévue ne se soit pas concrétisée, avec une croissance modeste observée à travers l'Europe. Les pressions continues sur le coût de la vie se font sentir, et bien que l'inflation ait ralenti, les prix de l'énergie plus élevés et les taux d'intérêt accrus continuent d'impacter à la fois les consommateurs et les clients corporatifs. Une baisse soutenue des ventes et une augmentation des frais généraux pourraient avoir un effet néfaste sur la rentabilité des concessionnaires.

L'année 2024 a été marquée par une désinflation progressive (2,4% en annuel) après les pics inflationnistes de 2022 et 2023. L'inflation en France a ralenti, mais reste supérieure aux objectifs de la Banque centrale européenne. Les prévisions actuelles indiquent une poursuite de cette tendance désinflationniste pour 2025, bien que des incertitudes persistent liées aux tensions géopolitiques et aux prix de l'énergie.

Parallèlement, le marché du travail montre des signes de ralentissement, avec une légère augmentation du taux de chômage prévue pour les prochains trimestres. Le nombre de défaillances d'entreprises, bien que toujours en deçà des niveaux pré-pandémiques, est en augmentation, reflétant les difficultés rencontrées par certaines entreprises à s'adapter à la nouvelle conjoncture économique.

Les tendances pour 2025 étant les suivantes :

- Baisse de l'inflation à 1,9% prévue en 2025 et 1,8% en 2026.
- Une remontée du taux de chômage en 2025 et 2026 (7,5% et 7,6% respectivement).
- Une progression du taux de défaillance des entreprises françaises (prévisionnel de 14,8% - Banque de France) en partie liée à un effet de rattrapage après le fort ralentissement des défaillances pendant la période COVID.
- Une augmentation du nombre de dépôts de dossiers de surendettement des particuliers.

FCE planifie et investit pour apporter des changements substantiels à son business modèle en prévision de la transformation de l'industrie automobile vers l'électrique et des évolutions des besoins de financement des clients ainsi que de leurs attentes en matière de services. Le risque est de voir la contribution de FCE aux ventes de véhicules Ford ainsi que son taux de pénétration s'amoindrir si les plans de FCE ne sont pas correctement appliqués ou si le marché évolue de manière imprévue.

Ford Europe propose actuellement un certain nombre de programmes marketing qui utilisent des aides au financement pour faciliter les ventes de véhicules. Ces aides au financement génèrent un volume d'affaires important pour FCE. Si Ford décide de ne plus accorder la priorité à ces aides au financement, cela pourrait avoir un impact négatif sur la part de financement de FCE liée aux véhicules de la marque.

La Direction Générale est convaincue que le dispositif de gestion des risques supporte convenablement le profil et les stratégies de gestion des risques de FCE France de telle sorte que les exigences de tous les intervenants clés soient satisfaites.

Dispositif de gestion des risques

En tant qu'établissement de crédit sous supervision de l'ACPR, FCE France applique les dispositions de l'Arrêté du 28 juillet 2021 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR. Ce texte exige qu'un dispositif de contrôle interne soit mis en place et précise en particulier les principes relatifs aux systèmes de contrôle des opérations et des procédures internes, à l'organisation comptable et au traitement de l'information, aux systèmes de mesure des risques et des résultats, aux systèmes de surveillance et de maîtrise des risques, au système de documentation et d'information sur le contrôle interne.

Les fonctions de contrôle sont sous la responsabilité directe de Ford Credit France et sont soutenues, pour l'exécution de certaines tâches spécifiques, par certains secteurs au sein du Groupe Ford. La fonction d'audit interne, comme expliqué ci-dessous, est effectuée, sous la supervision directe de Ford Credit France, par le General Audit Office (GAO), qui est une fonction interne et indépendante de la "Ford Motor Company".

Ford Credit France adopte le modèle des trois lignes de défense (3LOD) également utilisé par FCE Bank Plc, qui est conforme aux exigences réglementaires françaises et aux pratiques du marché. Les rôles et les responsabilités de chaque ligne sont résumés ci-dessous :

Première ligne de défense. — La première ligne de défense est représentée par le personnel opérationnel et la direction qui appliquent des procédures et des contrôles rigoureux pour atténuer les risques. Les politiques et les procédures émises au niveau européen sont revues et mises à jour périodiquement, en fonction de leur classification, selon une procédure spécifique. Ces dernières peuvent être complétées par des procédures et des directives supplémentaires applicables au niveau local.

Deuxième ligne de défense. — La deuxième ligne de défense soutenue par les fonctions centrales de FCE, est principalement représentée par la fonction de risque, de Conformité/AML et celle du Bureau de contrôle interne (ICO). Il fournit des procédures de contrôle, des enquêtes spéciales, des examens de contrôle des systèmes, ainsi qu'une assistance pour assurer le respect des procédures de la première ligne de défense.

Chacune des fonctions de contrôle de la deuxième ligne de défense rend compte à un ou plusieurs comités spécialisés du conseil d'administration de FCE. Ces comités spécialisés surveillent et évaluent les indicateurs de performance, examinent les principaux indicateurs de risque et escaladent, le cas échéant, via la structure de gouvernance de FCE.

Troisième ligne de défense. — La troisième ligne de défense fournit une assurance indépendante au Comité d'Audit du Conseil d'Administration et comprend le Bureau du Vérificateur Général de Ford (« GAO »). Le rôle du GAO est de fournir une assurance impartiale et indépendante selon laquelle les processus de gestion des risques, de gouvernance et de contrôle interne de l'entreprise fonctionnent efficacement. Le GAO fournit une assurance objective et des services de conseil à la

direction et au Conseil, en travaillant conformément au Cadre des Pratiques Professionnelles Internationales (IPPF) et en utilisant une méthodologie d'Audit Interne Basé sur les Risques (RBIA). Le GAO est responsable de vérifier les processus de FCE pour déterminer s'ils sont conformes aux lois et réglementations externes applicables, à l'appétit pour le risque de FCE et aux procédures connexes, ainsi qu'aux processus de gouvernance plus larges et de contrôle d'entreprise en place. Le GAO est responsable de vérifier à la fois la première et la deuxième ligne de défense.

FCE reconnaît également l'importance du comité des risques du conseil d'administration, du comité d'audit du conseil d'administration, des directeurs non exécutifs, des auditeurs externes et des consultants pour fournir une vision indépendante et challenger le cadre de gestion et de contrôle des risques de FCE, conduisant à une culture d'amélioration continue.

Appétence aux risques et surveillance.

L'appétence au risque de FCE France est fixée chaque année par le conseil d'administration de FCE Bank Plc et est clairement définie, surveillée et gérée par le biais de son cadre d'appétence au risque. FCE a défini des procédures pour l'identification des risques découlant de ses activités et gère chacun des risques dans le cadre de sa contribution au risque global. Les décisions commerciales sont évaluées en prenant en considération les risques associés et sont tarifées en fonction de ces risques.

Le cadre d'appétit aux risques est intégré à la structure de gouvernance de FCE. Il encadre au quotidien les processus et politiques de gestion des risques afin de minimiser le risque de pertes inattendues. FCE effectue un suivi étroit des risques conformément à son appétence aux risques et applique des mesures et des contrôles préventifs d'atténuation des risques qui ont été développés sur un historique de près de 60 ans d'expérience dans le secteur du crédit automobile.

La stratégie de risque est revue et, si nécessaire, mise à jour en corrélation avec le processus annuel du cadre d'appétences aux risques (RAF). Grâce à ce processus de révision, Ford Credit France intègre les directives de FCE afin de mettre à jour et de revoir les objectifs pour la réalisation de sa stratégie d'entreprise et de risque.

Le but de ce mécanisme d'évaluation est de fournir un rapport détaillé du processus d'identification et d'inventaire des risques. Le cadre de l'appétence pour le risque définit clairement le niveau de risque que Ford Crédit France est prêt à accepter pour atteindre ses objectifs. La direction des risques propose des seuils d'appétit aux risques au conseil d'administration et est chargée de recommander soit la tolérance, le traitement, le transfert ou la liquidation des positions excédant les seuils de tolérance au comité de gouvernance approprié, que ce soit le comité exécutif, le comité des risques ou le conseil d'administration.

Les indicateurs clés pour FCE France comprennent :

Risque de Crédit : FCE France est exposé au risque de crédit à la consommation dans le cadre de son activité principale avec ses clients (particuliers ou professionnels) et/ou les concessionnaires. Risque de perte résultant à l'incapacité d'un client ou d'un concessionnaire à remplir ses obligations contractuelles (risque de défaut de crédit).

— **Risque opérationnel :** Le risque opérationnel est le risque de perte résultant d'insuffisances ou de déficiences dans les processus, le personnel et les systèmes internes, ou d'événements extérieurs. L'exposition de Ford Crédit France au risque opérationnel est susceptible de se traduire par des erreurs de traitement, des dysfonctionnements des systèmes informatiques ou la perte de personnel clé. La stratégie de FCE France en matière de risque opérationnel consiste à adopter une approche proactive qui comprend l'identification, l'évaluation et l'atténuation des impacts, en veillant à ce que ces derniers restent à un niveau qui permette à FCE d'atteindre ses objectifs.

— **Risque de conformité et de blanchiment d'argent :** L'objectif de Ford Crédit France en ce qui concerne le risque de conformité est d'assurer le respect de toutes les lois et réglementation. Pour faciliter la réalisation de cet objectif, Ford Credit France adopte des politiques structurées de gestion de la conformité, des processus et des accords d'escalade, qui font partie intégrante du plan global de contrôle de la conformité. Le risque de blanchiment d'argent est surveillé et géré régulièrement, par le biais d'une analyse minutieuse au cours de la phase d'achat du dossier de prêt et lors de la relation d'affaire. Ces risques sont intégrés dans la classification des risques (Risk assessment).

— **Risque de valeurs résiduelles :** Lorsque les véhicules restitués ont été vendus à un montant inférieur de la valeur résiduelle déterminée antérieurement, cela constitue un risque pour Ford Crédit France. Le risque lié à la valeur résiduelle des véhicules pour les clients particuliers est pris en charge par Ford Crédit France pour l'ensemble des véhicules. Concernant les clients professionnels, le risque est détenu par le concessionnaire lorsqu'il signe un engagement de reprise lors du contrat.

Les risques de liquidité, de concentration, de taux d'intérêt et commercial (large exposure) sont gérés par les fonctions centrales de FCE.

Gestion des risques et culture.

FCE France continue d'accroître la sensibilisation au risque en l'intégrant à sa culture par la communication et la formation. FCE France améliore en continu ses pratiques de gestion des risques conformément aux meilleures pratiques du secteur.

4. – Politique de FCE en matière d'emploi.

Le nombre moyen d'employés de FCE France, en équivalent temps plein, était de 62 sur l'exercice 2024. Tous les employés de FCE France résident en France.

FCE vise à être un « Employeur de Référence ». Il met fortement l'accent sur le développement des employés, ainsi que sur une stratégie de rétention pour s'assurer que les compétences et l'expérience requises pour soutenir les objectifs de l'entreprise sont conservées.

FCE s'engage pour la diversité sur le lieu de travail. Cette approche valorise la diversité provenant des différences de culture, de race, de genre, de handicap, de nationalité, d'âge, de religion, de croyances, d'éducation, d'expérience et d'orientation

sexuelle. FCE utilise les points de vue des employés pour améliorer les processus et favoriser une culture basée sur l'honnêteté et le respect.

Les demandes d'emploi des personnes handicapées sont toujours pleinement étudiées, en tenant compte des aptitudes du candidat concerné. En cas d'invalidité d'un membre du personnel, tous les efforts sont faits pour assurer le maintien de son emploi chez FCE et pour qu'un accompagnement approprié soit organisé. La politique de FCE est que la formation, l'évolution de carrière et la promotion des personnes handicapées soient, dans la mesure du possible, identiques à celles des autres employés.

Conformément au principe de diversité, FCE applique également une politique de « Dignité de la personne au travail » qui promeut un environnement professionnel où les employés, les clients et les fournisseurs sont valorisés pour eux-mêmes et leur contribution à l'entreprise. FCE s'engage à mener ses activités avec intégrité et à utiliser les talents de tous ses employés en offrant un environnement exempt de discrimination, de harcèlement, d'intimidation et de victimisation.

FCE exige que tous les employés agissent avec intégrité et fassent preuve d'un comportement éthique, comme indiqué dans le « Guide de l'employé ». Ceci est soutenu par une culture où l'accent est mis sur l'identification, le contrôle et la gouvernance des risques suivant le « Cadre de référence de gestion des risques opérationnels » et un comportement de la direction qui se doit d'être exemplaire.

Droits humains

C'est un objectif de FCE de respecter les droits de l'homme dans toutes ses activités. Le personnel de FCE est tenu de suivre les politiques d'entreprise de la Société et de se conformer aux lois et réglementations nationales relatives aux droits de l'homme. Le personnel de FCE doit également s'efforcer de réduire le risque de toute violation potentielle des droits de l'homme en identifiant les risques, en surveillant ces risques et en remédiant à toute non-conformité.

Santé et sécurité.

FCE fournit et maintient pour tout le personnel un environnement de travail sûr et sain qui respecte ou dépasse les normes légales applicables en matière de sécurité et de santé au travail. Les contrôles sécurité sont effectués régulièrement conformément aux obligations légales de l'entreprise et aux règles de du groupe.

Des accords notamment relatifs au travail à distance et au droit à la déconnexion sont en place afin de veiller au mieux à l'équilibre vie professionnelle, vie privée des collaborateurs.

5. – Autres informations réglementaires.

Prêts entre entreprises partenaires autorisées.

Les parties sont considérées comme liées si elles sont sous contrôle commun et si l'une des parties a la capacité de contrôler ou d'exercer une influence importante sur l'autre partie dans la prise de décisions financières ou opérationnelles.

Un certain nombre d'opérations sont conclues avec des parties liées à des conditions normales de marché et appliquées par FCE d'une manière commercialement raisonnable.

FCE Bank France est une succursale de pays tiers de FCE Bank Plc, juridiquement distincte de Ford et des filiales automobiles de Ford.

Il n'y a pas eu de changements significatifs dans les transactions avec des parties liées au cours de la période se terminant le 31 décembre 2024.

Parties liées.

FCE Bank France a des transactions entre parties liées dans les catégories suivantes, décrites ci-dessous :

Maison mère – l'opération principale entre parties liées correspond au prêt inter sociétés en euros destiné à financer les créances sous-jacentes.

Dans le cadre de cet accord FCE Bank France dispose d'une ligne de prêt avec la maison mère. Au 31 décembre 2024, l'encours du prêt inter sociétés s'élevait à 1 311 millions d'euros (2023 : 1,352 millions d'euros).

La maison mère fournit également des services que FCE Bank France paie par le biais de frais de service.

NSC (National Sales Company) : L'entreprise finance toutes les nouvelles activités de vente attribuées par la FMC (Ford Motor Company).

Délais de règlement.

Conformément à l'article D 441-6 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition, au 31 décembre 2024, du nombre et montant total hors taxe des factures reçues non réglées pour les fournisseurs, et des factures émises non réglées pour les clients.

FCE - Dettes fournisseurs (en milliers d'euros)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulé de factures concernées		6			12	18
Montant cumulé des factures concernées TTC		1 232			8	1,240
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année		2,11%	0%	0%	0.01%	2,12%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article D. 441-6 du Code de commerce)						
<i>Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement</i>	<i>Conditions de paiement standard 45 jours à compter de la date de facturation</i>					

FCE - Créances clients (en milliers d'euros)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulé de factures concernées		44	3	1	0	48
Montant cumulé des factures concernées TTC		42	2	0	0	44
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année		5,27%	0,26%	0,02%	0%	5,55%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article D. 441-6 du Code de commerce)						
<i>Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement</i>	<i>Conditions de paiement standard 30 jours à compter de la date de facturation</i>					

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et opérations connexes car ces opérations n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Recherche et développement.

Dans la mesure où FCE France n'exerce aucune activité en matière de recherche et développement, aucune donnée relative à cette activité n'est mentionnée dans les comptes.

Charges fiscalement non déductibles.

Au cours de l'exercice écoulé, il est précisé que le montant global des dépenses et charges non déductibles visées par l'article 39-4 du Code général des impôts s'est élevé à 2.8 million d'euros.

Le montant des frais généraux réintégrés à la suite d'un redressement fiscal définitif est nul compte tenu de l'absence de redressement.

Événements post clôture.

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatif.

6. – Perspectives 2025.

Ford Credit France sera en soutien de la stratégie d'électrification de la marque Ford : stratégie en pleine accélération avec le lancement de nos nouveaux modèles électriques.

Après des années 2021, 2022 et 2023 marquées par les conséquences de la pandémie, 2024 a marqué un retour progressif à la normale avec une capacité de production retrouvée pour tous les constructeurs et une logistique normalisée. Cependant, les contextes économiques et sociaux ont impacté la dynamique positive du premier semestre, avec un marché des voitures à

particulier qui s'est limité à 1,7 million d'immatriculations (soit une baisse de 4%) et un marché des véhicules utilitaires s'élevant à 464 143 immatriculations (en légère hausse par rapport à 2023).

Ford France a clos l'année 2024 avec une part de marché véhicules neufs de 3,54%, en recul de 0,40 point par rapport à 2023, et une baisse de presque 11 000 unités, principalement sur le canal des Véhicules à Particulier.

Pour 2025, les défis réglementaires s'intensifient avec l'entrée en vigueur de nouvelles normes CAFE (Corporate Average Fuel Economy), qui ramènent l'objectif d'émissions de CO2 pour les véhicules particuliers de 115 gr à 95 gr et pour les véhicules utilitaires de 176 gr à 147 gr. Ces nouvelles exigences obligent tous les constructeurs à accélérer massivement la part des véhicules électriques dans leurs ventes européennes.

Dans ce contexte, le lancement de nouveaux modèles électriques de Ford, tels que Explorer, Capri, Puma Gen-E, E-Toumeo Courier, E-Transit Courier et E-Transit Custom, permettra de proposer une offre électrique attractive et diversifiée pour séduire une clientèle de plus en plus sensible aux enjeux environnementaux. Ford proposera une gamme complète de 9 modèles 100 % électriques.

Pour accompagner ce plan, Ford Credit France sera un pilier stratégique de la marque pour faciliter l'accessibilité à ces nouveaux produits électriques tout comme un levier de fidélisation.

En parallèle, comme opportunité de croissance, Ford Credit France va renforcer son positionnement commercial à travers les financements dédiés aux véhicules utilitaires, mais aussi en développant le financement des véhicules d'occasion et en élargissant l'offre d'assurances financières et d'assurances automobiles. Ces initiatives permettront de diversifier les sources de revenus et de répondre aux besoins croissants des clients à la recherche de solutions financières complètes et souples.

Pour 2025, Ford Credit France prévoit que le total des "Opérations avec la clientèle et Crédit-Bail et location avec option d'achat" s'élève à 1 500 millions d'euros.

Enfin, au sein de Ford Credit Europe, une réorganisation interne ainsi qu'une restructuration sont prévues afin de renforcer l'efficacité, de réduire les coûts et de moderniser les processus. Ces changements structuraux permettront à FCE France de mieux valoriser ses expertises et de se positionner en tant que partenaire financier innovant et performant pour accompagner Ford dans sa transition électrique.

Dans ce climat changeant, Ford Credit France restera vigilant face aux défis économiques, notamment l'augmentation des coûts de la vie pour les ménages et les conséquences des hausses de taux d'intérêt par les banques centrales. La société continuera à utiliser ses outils de suivi et de gestion des risques pour accompagner ses clients tout en consolidant sa stratégie de capitaux et de liquidités.

III. — Etats Financiers 2024.

1. — Bilan.

(En milliers d'Euros)

Actif	Note	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit	1	1,329	857
Opérations avec la clientèle	2	1,083,665	1,143,964
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Participations et activité de portefeuille			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-Bail et location avec option d'achat *	3	597,083	504,538
Location simple	4	7	5
Immobilisations incorporelles	5	4,239	4,239
Immobilisations corporelles	6	113	129
Autres actifs	7	44,566	37,109
Comptes de régularisation	8	0	
Total actif		1,731,002	1,690,841

Passif	Note	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	9	1,320,301	1,285,704
Opérations avec la clientèle	10	28,695	39,970
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	11	19,502	23,649
Comptes de régularisation	12	52,583	43,096
Provisions pour risques et charges	13	5,160	1,473
Dettes subordonnées			
Capitaux propres			
Capital souscrit	14		
Primes d'émission	14		
Eléments assimilés au capital	14		
Provisions réglementées	14	1,208	928
Report à nouveau	14	296,021	252,373
Résultat	14	7,532	43,648
Total capitaux propres		304,761	296,949
Total passif		1,731,002	1,690,841

(*) Le solde au 31/12/2024 intègre un ajustement de 5,6 M€ lié à une correction d'erreur identifiée sur les exercices 2021 à 2023 (se référer au paragraphe événements significatifs de l'exercice et aux notes 3 et 16).

2. — Hors Bilan.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES	62,296	29,515
Engagements de financement	62,296	29,515
Engagements en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements en faveur de la clientèle	62,296	29,515
<i>Dont parties liées</i>		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur instruments financiers		
Engagements en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements en faveur de la clientèle		
ENGAGEMENTS RECUS	1,259,363	1,182,823
Engagements de financement	1,188,902	1,148,284
Engagements reçus d'établissements de crédit	1,188,902	1,148,284
<i>Dont parties liées</i>	1,188,902	1,148,284
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	70,461	34,539
Engagements reçus d'établissements de crédit	70,461	34,539
<i>Dont parties liées</i>		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur instruments financiers		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		

3. — Compte de Résultat.

(En milliers d'euros)	Note	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	15	80,881	81,049
Intérêts et charges assimilées	15	-65,473	-58,298
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilées	16	299,320	294,424
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilées *	16	-288,106	-249,104
Produits sur opérations de location simple	17		-12
Charges sur opérations de location simple	17		
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	18	13,644	10,869
Commissions (charges)	18	-11,897	-10,068
Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement			
Autres produits d'exploitation bancaire	19	20,277	17,191
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-7,592	-2,053
Produit net bancaire		41,054	83,998
Charges générales d'exploitation	20	-28,623	-23,275
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	21	-16	-16
Résultat brut d'exploitation		12,415	60,707
Coût du risque	22	-1,212	-1,067
Résultat d'exploitation		11,203	59,640
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		11,203	59,640
Résultat exceptionnel	23	33	58
Impôt sur les bénéfices	24	-3,704	-16,050
Résultat net		7,532	43,648

(*) Le solde au 31/12/2024 intègre un ajustement de 5,6 M€ lié à une correction d'erreur identifiée sur les exercices 2021 à 2023 (se référer au paragraphe événements significatifs de l'exercice et aux notes 3 et 16).

IV. — Notes sur les Comptes Individuels Annuels.

FCE Bank Plc – Succursale France (« FCE France »), située au 1 rue du 1er mai, 92000 Nanterre, est la succursale française de l'établissement de crédit FCE Bank Plc.

FCE Bank Plc (« FCE ») est un établissement de crédit enregistré au Royaume-Uni, au capital de 614 384 050,00 Livre Sterling. FCE est détenue à 100% par Ford ECO GmbH (Ford ECO).

FCE est supervisée par le *Financial Conduct Authority* (FCA) et le Prudential Regulation Authority (PRA).

FCE opère dans 5 pays européens à travers un réseau de succursales et de filiales et a pour activité principale le financement des marques du groupe Ford. Les états financiers annuels de FCE peuvent être consultés sur le site <http://www.fcebank.com/investor-center>.

Ford Motor Company est l'entité de tête du groupe. Le siège de Ford Motor Company est situé à One American Road, Dearborn, Michigan (Etats-Unis) et est le constructeur automobile des véhicules de marque Ford et Lincoln.

FMC Automobile SAS (ci-après « Ford France ») est l'entité française de Ford Motor Company.

Les comptes individuels annuels de FCE France, pour l'année 2024, ont été établis sous la responsabilité du Directeur Général de la succursale, Monsieur Manuel Fernandez, déclaré auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentielle et de Résolution (ACPR).

L'agrément de FCE France en qualité de succursale de l'établissement de crédit de droit britannique FCE, délivré le 13 décembre 2018 et renouvelé le 13 décembre 2019 par le collège de l'ACPR, a pris effet le 1er janvier 2021, date à laquelle l'ensemble des pièces justificatives requises ont été réceptionnées par l'ACPR et le Brexit réalisé.

La succursale FCE France est désormais soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires s'appliquant aux établissements de crédit, sauf dispositions particulières applicables aux succursales de pays tiers, notamment en vertu de l'ordonnance n°2015-558 du 21 mai 2015 et de l'arrêté du 11 septembre 2015.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

FCE France fournit aux clients de Ford des solutions de financement de véhicules incluant :

- Des prêts pour l'achat ou la location de véhicules ;
- L'accès à des produits d'assurance et d'entretien.

FCE France aide les concessionnaires Ford à vendre des véhicules Ford par le biais :

- De prêts venant financer les stocks de véhicules neufs et d'occasion ;
- De conseil sur le marché automobile et l'octroi de financements.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L'EXERCICE

FCE Bank s'engage à prendre des mesures appropriées pour maintenir sa compétitivité à long terme. Pour s'assurer qu'il reste compétitif en termes de coûts, FCE a mis en place un plan de restructuration à partir de 2024 pour FCE France.

Au cours de l'exercice 2024, nous avons constaté une erreur relative à la sortie d'actifs de certaines immobilisations liées à des contrats de crédit-bail destinés à être passés en perte, lesquelles étaient restées inscrites au bilan. Des écritures de régularisation (cf. note 3 et note 16) ont été comptabilisées afin de corriger la situation pour les exercices 2021 à 2023. L'effet cumulé de ces ajustements s'est traduit par une charge nette de 5,6 millions d'euros comptabilisée au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes individuels annuels de FCE France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux dispositions de la réglementation applicable aux établissements de crédit en France.

La société FCE France applique le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié du Règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les états financiers de FCE France sont présentés en euro, qui est la monnaie fonctionnelle de la succursale. Les comptes individuels annuels sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

a) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes

Il n'y a pas eu de changement des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes pour FCE France.

b) Opérations avec la clientèle**Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle**

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « opérations avec la clientèle ». Elles figurent au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance.

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur couvre l'écart de taux par le biais de bonifications. Sur le plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. L'étalement est effectué en fonction du taux implicite des contrats. Ces calculs sont effectués contrat par contrat.

Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues et autres charges ou produits à étaler sont présentés au bilan. Au compte de résultat, l'amortissement de ces mêmes éléments est présenté dans le produit net bancaire.

Affacturation:

Ford France délègue à FCE France le recouvrement des créances de financement des véhicules neufs et d'occasions accordé à son réseau de concessionnaires. Ford France et FCE France ont conclu un accord au terme duquel FCE France acquiert par voie de subrogation les créances sur véhicules neufs, véhicules d'occasion, véhicules de démonstrations concessionnaires et des pièces détachées nées à l'occasion des ventes de Ford France au concessionnaire, selon les termes et conditions stipulés par Ford France. En conséquence de la subrogation, FCE France se trouve titulaire de l'ensemble des droits attachés aux créances ainsi cédées, et notamment de la réserve de propriété portant sur les véhicules, ainsi que du bénéfice des cautions bancaires ou autres sûretés qui y sont attachées.

Classification des créances

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

Chaque prêt ou créance, en date d'arrêté, est classé dans une catégorie de risque selon qu'elle présente un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total. FCE France distingue :

- Les créances saines : tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ;
- Les créances douteuses : ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant : à un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours ;
- Les créances douteuses compromises retail : le déclassement en créances douteuses compromises intervient lors de la prononciation de la échéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. La décision de

classer le contrat en douteux compromis est prise au cas par cas en accord avec un prestataire en charge du recouvrement. Le déclassement se fait lorsqu'il n'y a plus de possibilité d'être remboursé sans action légale, toutes les voies amiables ayant déjà été épuisées;

- Les créances douteuses compromises wholesale : le déclassement en créances douteuses compromises intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. Une analyse détaillée pour le concessionnaire est alors effectuée afin de déclasser la totalité de ses encours. La décision de classer le contrat en douteux compromis est prise au cas par cas par le département risques « wholesale » en charge.

Dépréciations pour risque de crédit

1. Activité Retail :

Les créances saines donnent lieu à la constitution de dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles. Ces dépréciations figurent au passif du bilan.

S'agissant des créances douteuses compromises,

Le taux de provisionnement est basé sur le taux moyen de recouvrement (ARV, average recovery value), observé sur une période glissante de deux ans. A noter qu'à compter de cet exercice, un taux unique est appliqué à l'ensemble des encours en douteux compromis à l'exception des dossiers présentant un cas de fraude pour lesquels les encours sont dépréciés à 100%. Au 31 décembre 2024, le taux appliqué est de 70%.

2. Activité Réseau :

La provision est calculée individuellement pour chaque concessionnaire pour les encours douteux compromis en tenant compte des éventuelles garanties bancaires. En l'absence de garantie, les encours sont provisionnés à 100%.

Les dotations et reprises de dépréciations pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses compromises sont inscrites en coût du risque. Conformément au règlement ANC 2014-07, FCE France a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

c) Crédit-Bail et location avec option d'achat (LOA)

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de Crédit-Bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du financement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements correspondent à la différence entre le prix du véhicule et sa valeur résiduelle et sont calculés sur la durée de vie du contrat.

Les dépréciations pour risque de crédit sur le Crédit-Bail et les LOA suivent les mêmes règles que celles des opérations avec la clientèle. Le taux ARV appliqué au 31 décembre 2024 pour l'activité de crédit-bail s'élève à 47%.

Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode linéaire. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues étaler sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de Crédit-Bail et assimilées). Au compte de résultat, l'amortissement de ces mêmes éléments est présenté dans le produit net bancaire.

Les créances de loyer figurent également dans ce poste pour leur valeur nominale.

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur couvre l'écart de taux par le biais de bonifications. Sur le plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. Cet étalement est linéaire. Ces calculs sont effectués contrat par contrat.

d) Opérations de location simple

Ce poste enregistre les véhicules faisant l'objet de contrats de location sans option d'achat, pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements correspondent à la différence entre le prix du véhicule et à sa valeur résiduelle et sont calculés sur la durée de vie du contrat.

Les créances de loyer figurent également dans ce poste pour leur valeur nominale.

Les dépréciations pour risque de crédit sur les opérations de location simple suivent les mêmes règles que celles des opérations avec la clientèle.

e) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont inscrites à leur coût historique d'acquisition sous déduction des amortissements cumulés.

Les immobilisations autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Le matériel informatique : 6 ans;
- Agencement et matériel de bureau : 12 ans et demi.

f) Provisions pour risques et charges

Ces provisions ont notamment pour objet de couvrir le coût des restructurations, ainsi que les litiges ou les risques nés antérieurement à la date de l'arrêté. Les variations de provisions pour risques et charges sont imputées dans les postes du compte de résultat auxquels elles se rattachent par nature.

- Engagements de retraites :

L'ensemble des indemnités qui seront à verser lors du départ en retraite du personnel fait l'objet d'une provision échelonnée sur la durée prévisible de service des salariés concernés. La méthode d'évaluation est la méthode actuarielle.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation = 3,40%;
- Taux d'inflation = 2,00%;
- Taux de progression future des salaires = 2,50%;
- Table de mortalité = table INSEE 2018-2020.

g) Commissions

- Produits :

Ce poste regroupe les commissions d'assurances et les commissions d'apporteurs d'affaire :

- Le revenu des commissions sur les ventes d'assurance concerne principalement les produits d'assurance. Ces produits d'assurance, qui sont principalement liés à l'assurance des véhicules sont proposés par des compagnies d'assurance locales non affiliées et sont souscrits par des clients finaux. Le risque de souscription reste à la charge des compagnies d'assurance tierces. La succursale prend des dispositions pour que les services soient fournis par la tierce partie au client final. Le revenu des commissions sur les ventes d'assurance est perçu au moment où la succursale a rempli ses obligations de performance envers le client.
- Le revenu des commissions d'apporteurs d'affaires concerne les commissions perçues qui ne peuvent être directement associées à l'octroi de prêts et d'avances aux clients. Il s'agit notamment des commissions perçues par FCE pour la commercialisation et la vente de contrats de location à un partenaire commercial non affilié. Le partenaire commercial est responsable du financement, de l'entretien, des services de réparation, de la revente des véhicules à la fin de la période de location et de tous les risques associés.

- Charges :

Ce poste est constitué des charges versées aux concessionnaires. On distingue :

- les commissions liées aux volumes, versées par FCE France lorsqu'un concessionnaire atteint ses objectifs de volume;
- les commissions liées à notre activité avec Ford Lease;
- les commissions "assurance", versées par FCE France lorsqu'un concessionnaire vend un contrat d'assurance;
- les commissions "entretien", versées par FCE France lorsqu'un concessionnaire vend un contrat d'entretien.

h) Réserve latente

La réserve latente correspond à la différence entre les en cours financiers et les en cours comptables. Si elle est négative alors il est nécessaire de constater une provision. Chez FCE France, la réserve latente est positive, c'est pourquoi aucune provision n'est passée à ce titre.

i) Parties liées

Les transactions entre parties liées concernent principalement les transactions entre FCE France, FCE et Ford France, ainsi que d'autres transactions entre FCE France et diverses entités du Groupe Ford Motor Company.

Ces transactions sont effectuées à des conditions normales de marché.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatif.

NOTES SUR LES COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS**Note 1. – Créances sur les établissements de crédit.**

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	1,324	852
Compte et prêts au jour le jour		
Prêts à terme		
Créances rattachées	5	5
Total	1,329	857

Ventilation par durées résiduelles	31/12/2024	31/12/2023
Inférieur à 3 mois	1,329	857
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans		
Total	1,329	857

Note 2. – Opérations avec la clientèle actif.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Affacturage	975,876	1,038,551
Affacturage Véhicules neufs	960,419	1,030,622
Affacturage Véhicules d'occasion	15,457	7,929
Dont parties liées	117	1,225
Dépréciations sur encours sains		
Autres concours à la clientèle	49,559	44,623
Crédit de trésorerie	48,958	42,835
Débiteurs divers	601	1,788
Créances commerciales	54,890	56,194
Comptes ordinaires débiteurs		
Créances rattachées sur opérations avec la clientèle	2,407	3,498
Créances commerciales	3	3
Autres concours à la clientèle	430	244
Affacturage	1,974	3,251
Créances douteuses compromises nettes	933	1,099
Montant brut	2,853	2,741
Dépréciations (*)	-1,920	-1,642
Total	1,083,665	1,143,964

(*) Les variations du coût du risque sont présentées Note 22.

Ventilation par durées résiduelles (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Inférieur à 3 mois	211,422	223,344
De 3 à 12 mois	838,759	892,016
De 1 à 5 ans	32,234	27,327
Supérieur à 5 ans	316	178
Total des autres concours à la clientèle (hors valeurs non imputées et dépréciations sur encours sains)	1,082,731	1,142,865

Note 3. – Crédit-Bail et location avec option d'achat.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations brutes *	871,898	732,695
Amortissements	-300,851	-250,072
Créances rattachées	23,259	19,783
Créances douteuses compromises	5,092	4,185
Provisions sur créances douteuses	-2,315	-2,053
Total	597,083	504,538

(En milliers d'Euros)	Crédit bail
A. Immobilisations brutes	
Montants bruts au 01/01/2024	732,695
Acquisitions	353,828
Cessions	214,625
Montants bruts au 31/12/2024	871,898
B. Amortissements	
Montants au 01/01/2024	-250,072
Dotation de l'exercice aux amortissements	-200,343
Reprises relatives aux cessions	-149,564
Montants au 31/12/2024	-300,851

(*) Au cours de l'exercice 2024, une erreur a été identifiée et corrigée concernant la comptabilisation de certains actifs de crédit-bail. Cette erreur portait sur des immobilisations liées à des contrats destinés à être passés en perte, qui auraient dû être sorties du bilan mais y étaient restées inscrites pour les exercices 2021 à 2023. Les ajustements nécessaires ont été comptabilisés en 2024, l'impact sur les Immobilisations brutes est de 5.6 millions d'euros.

Note 4. – Location simple.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations brutes		
Amortissements		
Créances rattachées		
Créances douteuses compromises	11	10
Provisions sur créances douteuses compromises	-3	-5
Total	7	5

(En milliers d'euros)	Location simple
A. Immobilisations brutes	
Montants bruts au 01.01.2024	
Acquisitions	
Cessions	
Montants bruts au 31.12.2024	
B. Amortissements	
Montants au 01.01.2024	
Dotation de l'exercice aux amortissements	
Reprises relatives aux cessions	
Montants au 31.12.2024	

Note 5. – Immobilisations incorporelles.

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Valeur brute des Immobilisations incorporelles	4,239	4,239
<i>Fonds de commerce</i>	4,239	4,239
Amortissements des immobilisations incorporelles		
Soldes nets des immobilisations incorporelles	4,239	4,239

Les immobilisations incorporelles correspondent uniquement au fonds de commerce qui correspond au rachat de Crédit Ford S.A., devenu FCE France, par FCE en 1994.

Note 6. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur brute des Immobilisations corporelles	988	988
Matériel et mobilier de bureau	895	895
Matériel et mobilier informatique	93	93
Amortissement des immobilisations corporelles	-875	-859
Amortissements matériel et mobilier de bureau	-782	-766
Amortissements matériel et mobilier informatique	-93	-93
Soldes nets des immobilisations corporelles	113	129

Note 7. – Autres actifs.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur l'Etat	20,411	8,856
Produits à recevoir	2,879	2,690
Acompte sur l'IS		
Débiteurs divers	21,276	25,563
Dont parties liées	21,168	25,315
Total	44,566	37,109

Note 8. – Comptes de régularisation actif.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	0	
Autres comptes de régularisation		
Total		

Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	1,320,301	1,285,704
Comptes et emprunts à terme		
Dettes rattachées		
Valeurs non imputées et autres sommes dues		
Total	1,320,301	1,285,704

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Inférieur à 3 mois	1,320,301	1,285,704
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans		
Total	1,320,301	1,285,704

Note 10. – Opérations avec la clientèle passif.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	28,255	39,751
Comptes créditeurs – A vue	28,255	39,751
<i>Dont parties liées</i>	23,954	36,203
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	440	219
Comptes créditeurs – A terme	440	219
<i>Dont parties liées</i>		
Total	28,695	39,970

Note 11. – Autres passifs.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etat et organismes sociaux	8,451	8,576
Dettes fournisseurs	528	1,640
Dépôts de garantie	338	388
Dépôts de garantie - Crédit-Bail	4,793	6,862
Créditeurs divers	5,392	6,183
Valeurs non imputées et autres sommes dues		
Total	19,502	23,649

Note 12. – Comptes de régularisation passif.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	1,297	797
Charges étalées – Crédit-Bail	28,490	23,477
Charges étalées	3,482	2,429
Autres charges à payer	16,196	13,676
Autres comptes de régularisation	3,118	2,717
Total	52,583	43,096

Note 13. – Provisions pour risques et charges.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2024
Provisions sur opérations bancaires	69	-10	4		54
Provisions non bancaires	1,404	4,084	384		5,105
Engagements de retraite	543	69	109		502
Litiges	227	115			342
Provision pour restructuration	635	3,900	275		4,261
Total	1,473	4,074	388		5,160

La provision pour restructuration correspond aux coûts anticipés à la suite du plan de sauvegarde de l'emploi de FCE.

La provision pour litiges représente principalement la responsabilité potentielle, évaluée comme raisonnablement possible, relative aux litiges en cours avec des concessionnaires.

Aucun des litiges connus, dans lesquels la succursale est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Note 14. – Capitaux propres.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2023	Affectation résultat 2023	Variation	Résultat de l'exercice 2024	31/12/2024
Capital					
Eléments assimilés au capital					
Primes d'émission					
Report à nouveau	252,373	43,648			296,021
Provisions réglementées	928		280		1,208
Résultat de l'exercice	43,648	-43,648		7,532	7,532
Total	296,949		280	7,532	304,761

Note 15. – Intérêts et produits / charges assimilés.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	80,881	81,049
Intérêts et produits assimilés sur affacturage	77,377	78,446
<i>Dont parties liées</i>	41,240	41,440
Produits sur opérations de trésorerie	762	476
Subventions reçues du constructeur	2,503	1,785
Intérêts sur créances douteuses compromises	119	265
Prestations entretien	120	77
Intérêts et charges assimilées	-65,473	-58,298
Intérêts sur emprunt	-65,130	-58,046
Charges sur moyens de paiement	-42	-43
Prestations entretien	-126	-77
Autres charges	-175	-132
Total	15,408	22,751

Note 16. – Produits et charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilées.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilées	299,320	294,425
Loyers	168,467	155,838
Produits de cession immobilisations	106,199	117,516
Subventions reçues du constructeur	18,849	16,182
Prestations entretien	5,714	4,802
Intérêts sur créances douteuses compromises	91	75
Reprises sur provisions réglementées Crédit-Bail		12
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilées	-288,106	-249,104
Dotation aux amortissements (*)	-129,084	-106,429
Reprise aux amortissement		198
VNC (*)	-110,647	-123,460
Dotations aux provisions réglementées Crédit-Bail	-25,952	-2,358
Autres charges	-22,423	-17,055
Total	11,214	45,321

(*) Les charges sur opérations de crédit-bail pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 incluent un ajustement de 5.6 millions d'euros relatif à la période de 2021 à 2023, se détaillant en 4.4 millions d'euros au titre des dotations aux amortissements et 1.2 millions d'euros lié à la VNC.

Note 17. – Produits et charges sur opérations de location simple.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits sur opérations de location simple	0	-12
Loyers	0	-11
Produits de cession des immobilisations		-2
Subventions reçues du constructeur		
Intérêts sur créances douteuses compromises		
Charges sur opérations de location simple		
Dotation aux amortissements		
VNC		
Dotations aux provisions réglementées Location Simple		
Total		-12

Les mouvements résiduels restants sont exclusivement liés aux contrats toujours en cours de gestion par notre prestataire de recouvrement.

Note 18. – Commissions.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions (produits)	13,644	10,869
Commissions (charges)	-11,897	-10,068
Total	1,747	801

Note 19. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres produits d'exploitation bancaire	20,277	17,191
Charges refacturées	39	5
Autres produits accessoires	3,364	1,313
Produits sur instruments financiers de taux d'intérêts	16,874	15,873
Autres charges d'exploitation bancaire	-7,592	-2,053
Charges sur instruments financiers de taux d'intérêts	-7,592	-2,053
Total	12,685	15,138

Note 20. – Charges générales d'exploitation.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel	-10,428	-6,356
Salaires et traitements	-4,438	-4,082
Charges sociales sur retraite (dotations)	-2	-68
Charges sociales sur retraite (reprises)	42	64
Autres charges sociales	-2,259	-2,111
Participation des salariés	-119	-400
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-26	-37
Frais de restructuration	-3,626	277
Autres frais administratifs	-18,195	-16,919
Impôts et taxes	-872	-1,209
Opérations faites en commun	-13,819	-12,651
Services extérieurs	-3,388	-3,126
Autres charges diverses d'exploitation	-1	67
Provision litige	-115	
Total	-28,623	-23,275

— Effectif moyen :

	Employés		Cadres		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
MOYENNE sur l'année 2024	9	12	23	18	32	30
MOYENNE sur l'année 2023	7	15	24	18	31	33

— Honoraires des commissaires aux comptes :

(En milliers d'Euros)	BDO		FORVIS MAZARS	
	2024	2023	2024	2023
Mission de certification des comptes	69.5	65	69.5	65
Services autres que la certification des comptes	0	0	0	0
Total	69.5	65	69.5	65

Note 21. – Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-16	-16
Dotations amortissements matériel et mobilier de bureau		
Dotations amortissements matériel et mobilier informatique	-16	-16
Total	-16	-16

Note 22. – Coût du risque.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût du risque sur opérations avec la clientèle	-679	-101
Dotations	-353	-986
Pertes	-409	-300
Reprises	83	1,186
Coût du risque sur opérations de Crédit-Bail	-535	-975
Dotations	-289	-511
Pertes	-310	-645
Reprises	64	181
Coût du risque sur opérations de location simple	2	9
Dotations		
Pertes	0	5
Reprises	2	4
Total	-1,212	-1,067

Note 23. – Résultat exceptionnel.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels	71	80
Charges exceptionnelles	-38	-22
Total	33	58

Note 24. – Impôts sur les bénéfices.

Ventilation par nature (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôt sur les bénéfices	-3,704	-16,050
Total	-3,704	-16,050

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

Aux dirigeants responsables de FCE Bank Plc, succursale française,

Opinion.

En exécution de la mission qui nous a été confiée conformément à l'article L. 511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de FCE Bank Plc, succursale française, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans les notes « Evénements significatifs relatifs à l'exercice », note 3 « Crédit-bail et location avec option d'achat » et note 16 « Produits et Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés » de l'annexe aux comptes annuels concernant la correction d'erreurs sur les opérations de crédit-bail.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-1803 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation au bilan des créances avec la clientèle afférentes

FCE Bank, succursale française constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

S'agissant de l'activité retail, comme indiqué dans les sections B et C de la note « règles et méthodes comptables » des annexes aux comptes annuels, FCE Bank, succursale française, comptabilise des dépréciations sur les créances douteuses compromises calculées sur la base d'un taux moyen de recouvrement observé sur une période glissante de deux ans.

S'agissant de l'activité wholesale, comme indiqué dans la section B de la note « règles et méthodes comptables » des annexes aux comptes annuels, FCE Bank, succursale française, comptabilise des dépréciations sur les créances douteuses compromises en prenant en compte les garanties bancaires. En l'absence de ces dernières, les créances sont intégralement dépréciées.

Le passage en perte est aussi comptabilisé au cas par cas à la suite de la décision du département risque et la réception du certificat d'irrecouvrabilité.

Les dépréciations pour risque de crédit sur les opérations avec la clientèle actif sont détaillées dans la note 2 des annexes aux comptes annuels et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 1,9 millions d'euros pour un encours de 1 086 millions d'euros de valeur brute. Celles afférentes aux opérations de crédit-bail et location avec option d'achat sont détaillées dans la note 3 des annexes aux comptes annuels et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 2,3 millions d'euros pour un encours de 599 millions d'euros de valeur brute.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie et nous avons contrôlé le calcul des dépréciations afférentes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du dirigeant responsable de FCE Bank Plc, succursale française.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le dirigeant responsable de FCE Bank Plc, succursale française.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, et Paris le 28 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes :

Forvis Mazars S.A. :
Alexandra KRITCHMAR ;

BDO Paris :
Benjamin IZARIE.

B. — Etat financiers consolidés

Structure organisationnelle.

FCE Bank Plc (FCE), une société anonyme constituée en Angleterre et au Pays de Galles, est une filiale à 100 % de Ford ECO GmbH (Ford ECO) et une filiale indirecte de Ford Motor Credit Company LLC (Ford Credit/FMCC) qui est détenue à 100 % par Ford Motor Company (Ford). FCE est autorisée par la Prudential Regulation Authority (PRA) et réglementée par la PRA et la Financial Conduct Authority (FCA).

Afin de simplifier ses opérations européennes et d'améliorer sa structure de coûts, FCE a vendu sa filiale à 100 %, Ford Bank GmbH, à sa société mère, Ford ECO, le 1^{er} septembre 2024, pour un montant de 672 millions de livres sterling.

À la suite de la vente, FCE a comptabilisé des bénéfices supplémentaires de 140 millions de livres sterling, principalement en raison du recyclage des écarts de conversion cumulés de 134 millions de livres sterling. En outre, les prêts et avances nets aux clients de FCE ont diminué d'environ 3,7 milliards de livres sterling, et les liquidités disponibles de FCE ont diminué d'environ 1,5 milliard de livres sterling. Pour plus de détails sur l'impact financier, voir la note 40 « Activités abandonnées ».

FCE opère au Royaume-Uni et possède des succursales actives en France, en Espagne et en Irlande, ainsi qu'une filiale opérationnelle en Italie. FCE fournit des services de financement aux particuliers et aux concessionnaires dans ces sites. FCE accorde des prêts à environ 436 000 clients particuliers au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Espagne et fournit des financements en gros à environ 270 groupes de concessionnaires. Les marchés les plus importants de FCE sont le Royaume-Uni et l'Italie, qui représentent respectivement environ 49 % et 28 % du portefeuille total de FCE, comme le montre le graphique de la page **Erreur ! Signet non défini..** La société dispose également d'une division Worldwide Trade Finance (WWTF), qui fournit des financements aux distributeurs et aux importateurs dans une soixantaine de pays.

FCE fournit des produits d'épargne à environ 146 000 clients au Royaume-Uni sous la marque Ford Money.

Clients et produits.

FCE est intégralement lié à Ford ; elle vise à accélérer la croissance rentable de Ford Blue, Model e, Ford Pro et Integrated Services en rendant les véhicules et les services Ford accessibles aux clients en mettant l'accent sur :

- Soutenir le réseau de distribution de Ford à travers tous les cycles économiques
- Faciliter l'achat et la gestion des produits et des services Ford pour les consommateurs et les clients commerciaux
- Améliorer le cycle commercial des clients et accroître leur fidélité

L'activité de FCE est mieux décrite dans le contexte de ses trois principaux groupes de clients :

Les **clients de Ford et de Ford Crédit**, que FCE soutient :

- Au moyen de prêts aux clients pour l'achat ou la location de véhicules de tourisme et de véhicules utilitaires
- Via l'accès à des produits d'assurance pour protéger les clients
- En fournissant une gamme de produits d'épargne qui :
 - Sont faciles à ouvrir, faciles à gérer et hautement sécurisés
 - Ont des tarifs compétitifs et un service attentif et personnalisé
 - Garantissent aux clients existants le même tarif qu'aux nouveaux clients

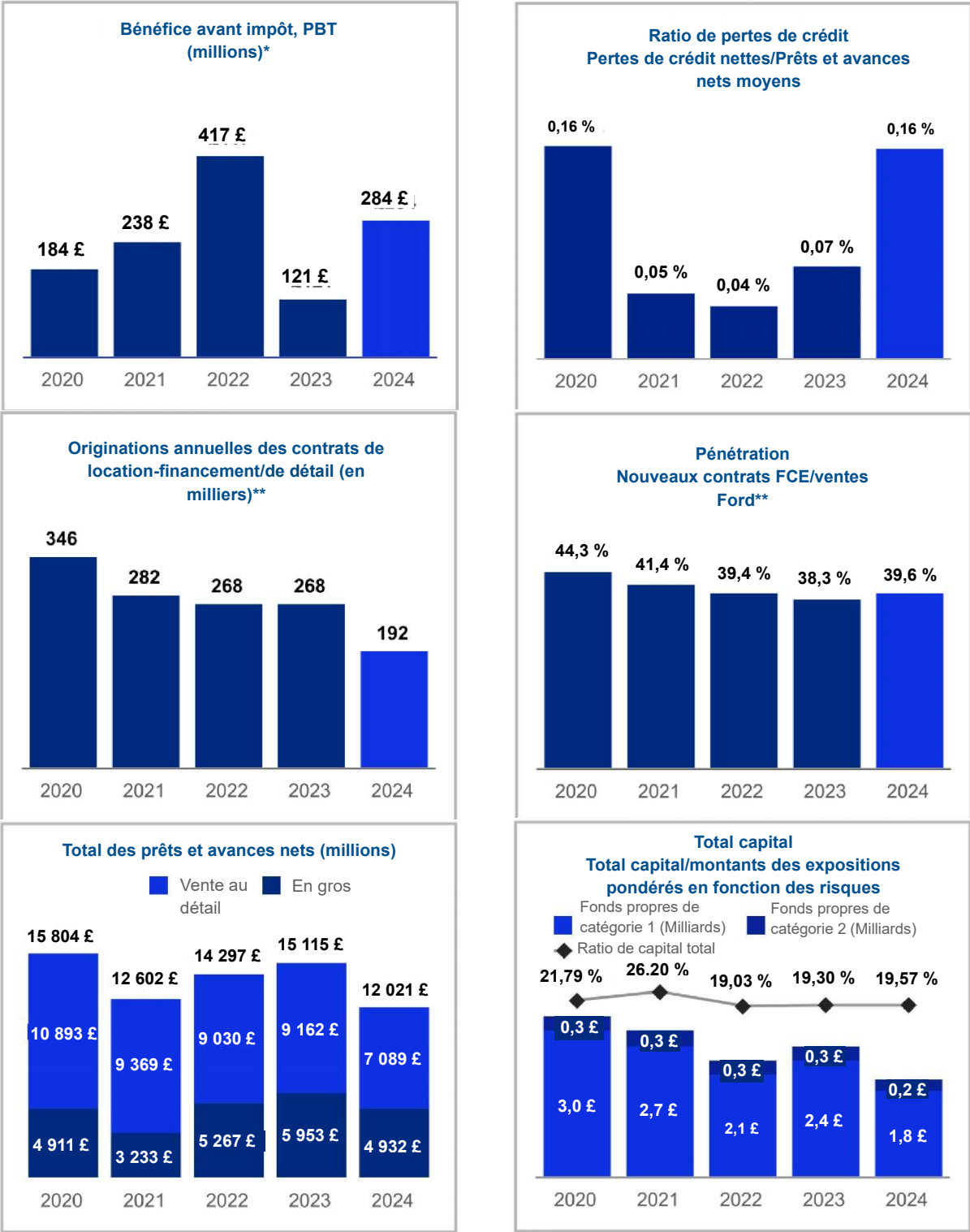
Les **concessionnaires Ford**, que FCE soutient :

- En finançant l'inventaire des véhicules neufs et d'occasion
- En permettant de mieux comprendre l'activité des concessionnaires automobiles et le financement nécessaire pour optimiser leur modèle d'entreprise dans tous les cycles économiques
- En fournissant une formation sur les produits financiers de FCE

Ford Motor Company, que FCE soutient :

- Par la recherche permanente de la rentabilité via l'efficacité opérationnelle et structurelle
 - En fournissant un réseau de financement de marque destiné à soutenir la vente des produits Ford
 - En mettant en place une solide gestion des risques qui garantisse :
 - Continuité et viabilité du réseau de distribution des concessionnaires Ford
 - Conformité réglementaire
 - Des talents et un soutien spécialisé dans des domaines clés de leur activité
- Dans les graphiques suivants, les valeurs 2024 (à l'exception du bénéfice avant impôt) excluent les activités abandonnées.

Dans les graphiques suivants, les valeurs 2024 (à l'exception du bénéfice avant impôt) excluent les activités abandonnées.



(*) Comprend le bénéfice des activités poursuivies s'élevant à 97 millions de livres sterling et 117 millions de livres sterling pour 2023 et 2024 respectivement.

(**) Les valeurs comprennent les contrats externalisés.

B. — États Financiers 2024.

I. — État consolidé des résultats et autres Résultat global.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Note	2024 millions £	2023 (Retraité) (*) millions £
Activités poursuivies			
Produits d'intérêts		874	722
Charges d'intérêts		-527	-403
Produits nets d'intérêts	2	347	319
Produits d'honoraires et de commissions		58	56
Charges d'honoraires et de commissions		-8	-7
Produits nets d'honoraires et de commissions	3	50	49
Autres produits d'exploitation	4	8	0
Total des produits		405	368
Provision pour pertes de crédit attendues	13	-18	-1
Charges d'exploitation	5	-243	-191
Amortissement des immobilisations corporelles	15	-0	-0
Amortissement des actifs assujettis à un droit d'usage	16	-4	-5
Gain/(perte) sur l'ajustement de la juste valeur - dérivés non désignés	10	46	-62
Perte de change	7	-69	-12
Bénéfice avant impôt		117	97
Charge d'impôt sur le revenu	8	-62	-25
Bénéfice après impôt des activités poursuivies		55	72
Résultat après impôt des activités abandonnées	40	157	16
Résultat après impôt et résultat de la période		212	88
Écarts de conversion sur les investissements nets en devises étrangères des activités poursuivies		-42	-13
Écarts de conversion sur les investissements nets en devises étrangères des activités abandonnées	40	-27	-20
Éléments qui peuvent être recyclés par le biais du compte de résultat		-69	-33
Éléments recyclés par le biais du compte de résultat		-134	
Total des écarts de conversion sur les investissements nets en devises étrangères		-203	-33
Résultat global total pour la période des activités poursuivies		13	59
Résultat global total pour la période des activités abandonnées	40	-4	-4
Résultat global total pour la période		9	55
Attribuable aux propriétaires de la société mère pour les activités poursuivies		13	59
Attribuable aux propriétaires de la société mère des activités abandonnées	40	-4	-4
Attribuable aux propriétaires de la société mère		9	55
(*) l'exercice précédent a été retraité suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».			

Les « Notes aux états financiers consolidés » annexées font partie intégrante de ces états financiers.

II. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros.)

Au 31 décembre	Note	Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 063	1 503	1 253	2 557
Instruments financiers dérivés	10	55	48	96	112
Autres actifs	11	1 645	1 872	322	481
Prêts et avances aux clients	12	8 657	7 943	12 021	15 115
Immobilisations corporelles	15	2	3	2	218
Actifs assujettis à un droit d'usage	16	7	8	9	10
Immobilisations incorporelles	17	67	58	67	58
Impôts sur le revenu à recevoir	18	32	43	32	44
Actifs d'impôts différés	19	24	33	35	35
Investissement dans d'autres entités	20	262	1 044		
Total de l'actif		11 814	12 555	13 837	18 630
Passif					
Passifs financiers	21	3 178	3 576	5 005	6 580
Dettes de location	16	7	8	9	11
Dépôts	23	6 300	6 313	6 300	8 962
Instruments financiers dérivés	10	52	60	100	104
Provisions	24	78	14	84	33
Autres dettes	24	178	198	241	326
Impôts sur le revenu à payer	18	16	17	25	19
Passifs d'impôts différés	19	8	1	8	39
Total du passif		9 817	10 187	11 772	16 074
Capitaux propres					
Actions ordinaires	25	614	614	614	614
Prime d'émission	25	352	352	352	352
Bénéfices non répartis		1 031	1 402	1 099	1 590
Total des capitaux propres		1 997	2 368	2 065	2 556
Total du passif et des capitaux propres		11 814	12 555	13 837	18 630

Les « Notes aux états financiers consolidés » annexées font partie intégrante de ces états financiers.

Les états financiers figurant aux pages 25 à 83 ont été approuvés par le conseil d'administration le 27 mars 2025 et ont été signés en son nom par :

Carlos TREADWAY
Directeur Général

Keeley MILES
Directeur Exécutif, Directeur Financier

Numéro d'immatriculation : 00772784

IV. — Tableau des flux de trésorerie.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Note	Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation					
Trésorerie utilisée pour les activités d'exploitation	36	-1 056	-878	-1 420	-1 661
Intérêts payés		-466	-338	-672	-542
Intérêts reçus		741	630	1 160	1 071
Autres produits d'exploitation perçus		1	1	48	72
Impôts sur le revenu payés		-28	-41	-51	-73
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'exploitation		-808	-626	-935	-1 133
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement					
Achat de biens et d'équipements		-0	-5	-0	-6
Investissement dans les logiciels générés en interne et en externe		-19	-21	-19	-21
Entrées nettes de trésorerie sur les instruments financiers dérivés		66	112	109	165
Augmentation de l'encaisse affectée		-43	-23	-61	-61
Diminution de l'encaisse affectée		70	30	84	62
Dividendes des filiales		171			
Trésorerie nette générée par/(utilisée pour) les activités d'investissement		245	93	113	139
Flux de trésorerie provenant des activités de financement					
Produits de l'émission de titres de créance et de prêts accordés par des banques et autres institutions financières		17	381	1 642	1 311
Remboursements de titres de créance et de prêts accordés par des banques et autres institutions financières		-384	-676	-1 790	-2 022
Produits des fonds fournis par la Société mère et les entreprises liées		417	441	214	698
Remboursement des fonds fournis par la Société mère et les entreprises liées		-216	-957	-485	-548
Augmentation/(diminution) nette des emprunts à court terme		325	-285	343	-289
(Diminution)/augmentation nette des dépôts		-13	1 792	517	1 891
Dividende payé					
Trésorerie nette générée par/(utilisée dans) les activités de financement		146	696	441	1 041
(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	36	-417	163	-381	47
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	36	1 503	1 346	2 557	2 536
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		-23	-6	-50	-26
Trésorerie et équivalents de trésorerie pour les activités abandonnées	40			-873	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	36	1 063	1 503	1 253	2 557

V. — États des variations des capitaux propres.

Société	Capital social	Prime d'émission	Réserve de bénéfices ou de pertes	Réserve de conversion	Total des bénéfices non distribués	Total
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Solde au 1er janvier 2023	614	352	936	390	1 326	2 292
Résultat de l'exercice			85		85	85
Écarts de conversion				-8	-8	-8
Résultat global total pour l'exercice clos le 31 décembre 2023			85	-8	77	77
Dividende payé						
Autres ajustements des capitaux propres			-1		-1	-1
Solde au 31 décembre 2023/1er janvier 2024	614	352	1 020	382	1 402	2 368
Résultat de l'exercice			327		327	327
Écarts de conversion				-26	-26	-26
Réalisation de devises étrangères sur la vente de filiales				-172	-172	-172
Résultat global total pour l'exercice clos le 31 décembre 2024			327	-198	129	129
Dividende payé			-500		-500	-500
Autres ajustements des capitaux propres						
Solde au 31 décembre 2024	614	352	847	184	1 031	1 997

Groupe	Capital social	Prime d'émission	Réserve de bénéfices ou de pertes (retraitée) (*)	Réserves de conversion (retraitées) (*)	Total des bénéfices non distribués	Total
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Solde au 1er janvier 2023	614	352	1 113	423	1 536	2 502
Ajustement de l'exercice précédent*			14	-14		
Résultat de l'exercice			88		88	88
Écarts de conversion				-33	-33	-33
Résultat global total pour l'exercice clos le 31 décembre 2023			88	-33	55	55
Dividende payé						
Autres ajustements des capitaux propres			-1		-1	-1
Solde au 31 décembre 2023/1er janvier 2024	614	352	1 214	376	1 590	2 556
Résultat de l'exercice			212		212	212
Écarts de conversion				-69	-69	-69
Réalisation de devises étrangères sur la vente de filiales				-134	-134	-134
Résultat global total pour l'exercice clos le 31 décembre 2024			212	-203	9	9
Dividende payé			-500		-500	-500
Autres ajustements des capitaux propres						
Solde au 31 décembre 2024	614	352	926	173	1 099	2 065

(*) Les écarts de conversion des devises étrangères (FCTA) historiques d'une ancienne filiale cédée avant 2023 n'ont pas été recyclés à l'époque dans la réserve de profits et pertes. Ce montant a été reclassé en tant qu'ajustement de la période précédente, de la réserve de conversion à la réserve de profits et pertes. Le total des capitaux propres du Groupe n'a pas changé à la suite de cette reclassification États financiers 2024.

VI. — Notes aux États financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.**1. – Principales méthodes comptables.**

Les principales méthodes comptables adoptées pour la présentation des états financiers sont exposées ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées de manière cohérente à tous les exercices présentés, sauf indication contraire. De plus amples détails sur des éléments spécifiques sont fournis dans les notes annexes aux comptes.

A	Base de présentation	76
B	Base de consolidation	77
C	Classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers	78
D	Juste valeur	79
E	Jugements et estimations comptables critiques	79
F	Élaboration des normes comptables - IFRS	82

A. Base de présentation.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni. Les états financiers consolidés, en plus d'être conformes aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni, ont également été préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers qui sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les administrateurs ont procédé à une évaluation de la continuité d'exploitation, en tenant compte à la fois des performances actuelles et des perspectives du Groupe, y compris de l'impact des facteurs géopolitiques mondiaux, des facteurs macroéconomiques du Royaume-Uni, de l'augmentation du coût de la vie et des projections concernant la situation du Groupe en matière de capital et de financement. À la suite de cette évaluation, les administrateurs considèrent qu'il est approprié d'adopter la méthode comptable de la continuité d'exploitation pour préparer les états financiers de la société et les états financiers consolidés.

Comme l'exige la loi de 2006 sur les sociétés, FCE dépose ses états financiers pour les comptes de la société et du Groupe respectivement :

- les comptes de la « société » inclus dans ces états financiers consolidés comprennent FCE Bank Plc, une société immatriculée au Royaume-Uni, et ses succursales européennes
- les comptes du « Groupe » comprennent FCE Bank Plc, une société immatriculée au Royaume-Uni, ses succursales européennes et ses filiales. Voir la note 20 « Investissements dans d'autres entités » pour plus de détails sur les filiales de FCE

Compte de résultat - Comme l'autorise l'article 408 de la loi de 2006 sur les sociétés, un compte de résultat séparé n'a pas été présenté pour la société. Le bénéfice après impôt de la société est présenté dans les informations relatives à la société contenues dans les « États des variations des capitaux propres ».

Monnaie fonctionnelle et de présentation - Les états financiers de FCE sont présentés en livres sterling, qui est la monnaie fonctionnelle de la société. Les actifs et passifs de chaque entité du Groupe qui sont libellés en devises étrangères sont convertis en livres sterling aux taux de change publiés à la date du rapport.

Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie des succursales et des filiales situées en dehors du Royaume-Uni sont convertis dans la devise de présentation de la société et du groupe aux taux de change moyens. Les écarts de change résultant de l'application des taux de change de fin d'exercice aux actifs nets d'ouverture des succursales et filiales étrangères sont portés aux fonds propres, de même que les écarts résultant de la réévaluation des résultats des opérations étrangères des taux de change moyens aux taux de change de fin d'exercice.

Tableau des flux de trésorerie - FCE a choisi de produire un tableau indirect des flux de trésorerie et, à ce titre, présente les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation en ajustant le bénéfice avant impôt pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des variations des actifs et passifs d'exploitation.

Principales méthodes comptables (suite)**Activités abandonnées.**

Au cours de l'exercice, le Conseil a approuvé les plans de vente de la filiale allemande de FCE, Ford Bank GmbH, à sa société mère, Ford ECO. La vente de la filiale a été finalisée le 1^{er} septembre 2024. Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les résultats nets des activités du Groupe en Allemagne, jusqu'à la vente, sont présentés en tant qu'activités abandonnées dans le compte de résultat du Groupe (pour lequel les données comparatives ont été retraitées). Voir note 40 pour plus de détails. Les comparatifs dans l'état de la situation financière restent inchangés et reflètent toutes les entités qui faisaient partie du Groupe au 31 décembre 2023.

B. Base de consolidation.**(i) Filiales.**

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société, des filiales et des entités structurées. Les filiales sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé, ou a droit, à des rendements variables du fait de son implication dans l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements par le biais du pouvoir qu'il exerce sur l'entité.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe, et ne sont plus consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle cesse. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales. Le coût d'acquisition est évalué à la juste valeur des actifs cédés, des actions émises ou des passifs en cours à la date d'acquisition. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges dans les périodes au cours desquelles ils sont encourus. Les transactions et les soldes intersociétés ainsi que les produits et les charges sur les transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

Pour les entités acquises qui sont sous contrôle commun, le coût d'acquisition est comptabilisé comme la valeur comptable nette.

Le compte de résultat et l'état de la situation financière consolidés comprennent les états financiers de la société et de ses filiales établis jusqu'à la fin de l'exercice.

(ii) Entités structurées

Les entités structurées (SE) utilisées par la société, qui sont énumérées à la note 20 « Investissements dans d'autres entités », exercent leurs activités uniquement pour répondre aux besoins de titrisation de la société. Bien que la société ne détienne pas de participation dans les SE, elle est exposée, ou a des droits, à des rendements variables du fait de son implication et a la capacité d'influer sur ces rendements par le biais du pouvoir qu'elle détient sur les SE. Par conséquent, les SE sont consolidées en vertu de la norme IFRS 10.

C. Classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers.

C1. Actifs financiers.

Les actifs financiers sont classés en fonction du modèle d'entreprise dans lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels, en déterminant si les flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts. Les actifs financiers du Groupe sont classés principalement au coût amorti.

La classification et l'évaluation ultérieure des actifs financiers dépendent des éléments suivants :

- Le modèle d'entreprise du Groupe pour la gestion des actifs financiers et
- Les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier

Le modèle d'entreprise reflète la manière dont le Groupe gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et est déterminé par le fait que l'objectif du Groupe est uniquement de collecter les flux de trésorerie contractuels des actifs ou de collecter à la fois les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie provenant de la vente d'actifs. Si aucun de ces modèles ne s'applique, les actifs financiers sont classés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL).

Le Groupe prend en compte l'expérience passée en matière de collecte de flux de trésorerie pour un groupe d'actifs et la manière dont la performance des actifs est évaluée et communiquée aux principaux dirigeants lorsqu'il détermine le modèle d'entreprise. Le modèle d'entreprise du Groupe, tel que décrit à la page **Erreur ! Signet non défini.**, consiste à détenir et à collecter les flux de trésorerie contractuels découlant des prêts accordés aux concessionnaires et aux clients. Le Groupe vend légalement des prêts et des avances aux SE consolidées dans le but de garantir les notes émises aux investisseurs, sans que cela n'entraîne de décomptabilisation pour le Groupe.

Lorsque le modèle d'entreprise consiste à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels ou pour percevoir des flux de trésorerie contractuels et vendre les actifs, le Groupe évalue si les flux de trésorerie de l'actif financier représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts (le test SPPI). Lors de cette évaluation, le Groupe examine si les flux de trésorerie contractuels sont conformes à un accord de prêt de base.

— **Actifs financiers au coût amorti** : Les actifs détenus pour la collecte de flux de trésorerie contractuels lorsque ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts, et qui ne sont pas désignés comme FVPL, sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est un moyen d'actualiser les flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de vie prévue d'un instrument financier pour obtenir sa valeur comptable nette lors de la comptabilisation initiale. La valeur comptable de ces actifs financiers est ajustée de toute provision pour perte de crédit comptabilisée. Les produits d'intérêts de ces actifs sont inclus dans la note 2 « Produits nets d'intérêts ».

— **Actifs financiers à la FVPL** : Les actifs financiers qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation au coût amorti sont évalués à la FVPL.

C2. Passifs financiers.

Les passifs financiers ne sont décomptabilisés que lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est acquittée, annulée ou arrive à expiration. Toute différence entre la valeur comptable et la contrepartie payée est comptabilisée en résultat.

— **Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat** : Il s'agit de produits dérivés qui sont détenus à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée.

— **Passifs financiers au coût amorti** : Il s'agit des emprunts, des dépôts, des titres de créance émis et des emprunts subordonnés qui sont initialement comptabilisés à leur juste valeur. Ils sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

D. Juste valeur.

La juste valeur est obtenue en calculant le montant auquel un actif ou un passif pourrait être échangé lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties informées et consentantes, autrement que dans le cadre d'une liquidation forcée.

Par conséquent, les informations présentées ne prétendent pas représenter, et ne doivent pas être interprétées comme représentant, la valeur sous-jacente de l'entreprise en tant qu'entreprise en activité.

FCE évalue la juste valeur de ses actifs et passifs en fonction de la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie de la juste valeur comprend les mesures suivantes :

- Niveau 1 : les données comprennent les prix cotés pour des instruments identiques et sont les plus observables
- Niveau 2 : les données comprennent les prix cotés pour des actifs similaires et des données observables telles que les taux d'intérêt, les taux de change et les courbes de rendement
- Niveau 3 : les données ne sont pas observables sur le marché et comprennent le jugement de la direction sur les hypothèses que les acteurs du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif

Pour de plus amples informations concernant les évaluations récurrentes de la juste valeur, voir la note 10 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture » et la note 12 « Prêts et avances aux clients ». Il n'y a pas eu d'éléments non récurrents évalués à la juste valeur durant l'exercice en cours.

Pour certains actifs et passifs qui ne sont pas évalués à la juste valeur, le Groupe a indiqué leurs justes valeurs pertinentes.

E. Jugements et estimations comptables critiques.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui affectent les montants déclarés des actifs et des passifs et la divulgation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants déclarés des produits et des charges pendant la période considérée. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction des événements et des actions en cours, les résultats réels peuvent finalement différer de ces estimations.

Une estimation comptable est considérée comme critique si :

- L'estimation comptable nécessite de formuler des hypothèses sur des questions qui étaient incertaines au moment de sa réalisation
- Des changements d'estimation sont raisonnablement susceptibles de se produire d'une période à l'autre, ou des estimations sont utilisées qui auraient raisonnablement pu être différentes au cours de la période actuelle
- L'estimation comptable pourrait avoir un impact significatif sur les états financiers au cours du prochain exercice.

Les estimations qui sont critiques pour l'activité de FCE sont les suivantes :

- Provision pour pertes de crédit sur prêts et avances (voir la note 13 « Provision pour pertes de crédit attendues »)
- Provisions pour la valeur résiduelle des véhicules
- Dispositions légales et réglementaires

— **Provision pour pertes de crédit** : La provision pour pertes de crédit représente l'estimation par FCE des pertes de crédit attendues sur la durée de vie inhérentes aux créances de détail et de financement à la date d'établissement du rapport financier. L'adéquation de la provision pour pertes de crédit est évaluée trimestriellement et les hypothèses et modèles utilisés pour établir la provision sont évalués régulièrement. Comme les pertes de crédit peuvent varier considérablement dans le temps, l'estimation des pertes de crédit nécessite un certain nombre d'hypothèses sur des questions incertaines. Les changements d'hypothèses ont une incidence sur la provision pour pertes de crédit attendues dans notre compte de résultat et sur les prêts et avances dans l'état de la situation financière.

Nature des estimations requises. FCE estime la provision pour pertes de crédit pour les créances qui partagent des caractéristiques de risque similaires sur la base d'une évaluation collective utilisant une combinaison de modèles de mesure et de jugement de la direction. Les modèles prennent en compte des facteurs tels que les tendances historiques en matière de pertes de crédit, les performances récentes des portefeuilles et les conditions macroéconomiques à venir. Si la direction estime que les modèles ne reflètent pas les pertes de crédit attendues sur la durée de vie du portefeuille, un ajustement est effectué pour refléter le jugement de la direction concernant des facteurs qualitatifs, notamment l'incertitude économique, les changements observables dans la performance du portefeuille et d'autres facteurs pertinents.

Hypothèses utilisées. La provision pour pertes de crédit attendues de FCE est basée sur des hypothèses concernant :

- *Probabilité de défaut* : La probabilité attendue de paiement et le délai de défaut, qui comprennent des hypothèses sur les facteurs macroéconomiques et les performances récentes. Les facteurs macroéconomiques utilisés dans les modèles de FCE sont spécifiques à chaque pays et comprennent des variables telles que les taux de chômage, les prix de l'immobilier, l'inflation et le produit intérieur brut
- *Perte en cas de défaut* : Le pourcentage du solde prévu dû en cas de défaut qui n'est pas recouvrable. La perte en cas de défaut tient compte de la valeur attendue des garanties et des recouvrements futurs

Analyse de sensibilité. Des changements dans les hypothèses de probabilité de défaut et de perte en cas de défaut affecteraient la provision pour pertes de crédit. Pour plus de détails sur l'effet des changements d'hypothèses sur les prêts et avances, voir la note 13 « Provision pour pertes de crédit attendues ».

— **Valeurs résiduelles et amortissement des véhicules** : FCE est soumise au risque de valeur résiduelle des véhicules sur certains produits de vente au détail ou de location-financement à paiement forfaitaire et final lorsque le client peut choisir de restituer le véhicule financé à FCE à la fin du contrat. Les valeurs résiduelles sont établies par référence à diverses sources de connaissances indépendantes et exclusives.

FCE contrôle les valeurs résiduelles chaque mois et revoit ses prévisions tous les trimestres. Les valeurs résiduelles attendues pour les véhicules sont ajustées pour refléter une estimation révisée à la fin de la période de location. Pour plus d'informations sur le risque résiduel de FCE, voir la note 30 « Valeurs résiduelles des véhicules ».

Nature des estimations requises. Chaque véhicule du portefeuille de leasing représente un véhicule appartenant à FCE qui a été loué à un client. FCE établit une valeur résiduelle attendue pour tous les véhicules au moment de l'achat. FCE estime la valeur résiduelle attendue en évaluant les valeurs d'enchères récentes, les volumes de retour des véhicules loués, les prix des véhicules d'occasion à l'échelle du secteur, les plans d'incitation marketing et les données relatives à la qualité des véhicules.

Hypothèses utilisées. Les valeurs résiduelles des véhicules sont basées sur des hypothèses concernant :

- *Valeur de vente aux enchères* : La projection de la valeur marchande des véhicules lorsqu'ils seront vendus à la fin du contrat de location
- *Volume de retour* : La projection du nombre de véhicules qui seront restitués à la fin du contrat de location

Analyse de sensibilité. Pour les véhicules restitués, FCE court le risque que le montant reçu du véhicule vendu aux enchères soit inférieur à l'estimation de la valeur résiduelle attendue pour le véhicule.

— **Jugements** : Les procédures judiciaires requièrent souvent un haut degré de jugement qui peut changer au fur et à mesure de l'avancement des affaires. La détermination de l'existence d'obligations actuelles, ou du montant des provisions nécessaires lorsqu'elles existent, repose sur la meilleure estimation par la direction du coût du règlement de ces questions et nécessite l'exercice d'un jugement et d'une estimation significatifs. Il est souvent nécessaire de se faire une opinion sur des questions intrinsèquement incertaines, telles que l'étendue des examens requis par les régulateurs, et d'estimer le nombre de plaintes futures, la mesure dans laquelle elles seront acceptées, le coût moyen de la réparation et l'impact des décisions prises par les processus juridiques et autres processus d'examen qui peuvent être pertinents pour les réclamations reçues. FCE continue d'examiner et de réévaluer la pertinence des hypothèses utilisées pour déterminer s'il existe des obligations et, le cas échéant, l'adéquation des provisions jugées nécessaires.

FCE n'a pas formulé d'autres jugements significatifs au cours de la période comptable actuelle.

F. Elaboration de normes comptables – IFRS.

FCE a examiné toutes les modifications obligatoires des normes comptables entrant en vigueur au cours de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2024 et a conclu qu'aucune d'entre elles n'avait d'impact significatif sur les états financiers de FCE.

Comme mentionné dans le rapport annuel 2023 de FCE, les normes IFRS S1 - Exigences générales de divulgation d'informations financières relatives au développement durable et S2 - Informations relatives au climat sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Comme elles n'ont pas encore été adoptées par la législation britannique, ces normes n'ont pas été appliquées aux informations fournies par FCE.

Le Groupe continue de suivre les nouvelles normes comptables, les amendements et les interprétations qui ont été publiés et qui deviennent obligatoires pour les exercices comptables suivants. Le Groupe évalue actuellement l'impact potentiel des éléments suivants :

Amendements à la norme IFRS 7 « Instruments financiers - Informations à fournir » - Amendements concernant la classification et l'évaluation des instruments financiers

Norme IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

GESTION DU CAPITAL.

Les informations à fournir en matière de gestion du capital sont incluses dans la section « Performance commerciale » du rapport stratégique, à la page **Erreur ! Signet non défini.**, dans les sections signalées comme « auditées ».

2. – Produits nets d'intérêts.

Politique.

Les intérêts perçus sur les prêts aux particuliers et les contrats de location-financement sont généralement fixés au moment de la conclusion des contrats.

Sur certains prêts et avances, principalement des financements de gros, FCE facture des intérêts à un taux variable qui varie en fonction des fluctuations des taux d'intérêt à court terme.

Les revenus des prêts aux particuliers sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits des contrats de location-financement sont comptabilisés pour représenter un taux de rendement périodique constant sur l'investissement net dans le contrat de location. Tous deux sont comptabilisés dans le compte de résultat en tant que produits d'intérêts.

Les suppléments d'intérêts et autres paiements de soutien provenant de parties liées sont fournis au moment de l'achat ou de l'origination des contrats éligibles. Les paiements reçus dans le cadre de la vente au détail sont reportés dans l'état de la situation financière dans la rubrique « Prêts et avances aux clients » et sont comptabilisés dans la rubrique « Produits d'intérêts » selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sur la durée prévue de la créance correspondante.

Certains frais (produits) et coûts (charges) d'origination de prêts qui peuvent être directement associés à l'origination de prêts aux particuliers et de contrats de location-financement sont considérés comme faisant partie du rendement économique des créances et sont inclus dans leur valeur comptable et différés. Le montant différé est comptabilisé en produits d'intérêts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sur la durée prévue de la créance correspondante. La durée prévue est évaluée au niveau de chaque contrat pour les prêts aux particuliers et les contrats de location-financement et est identique à la durée contractuelle, étant donné qu'il s'agit de l'issue la plus probable au début du contrat.

Sur la base d'une évaluation des principaux marchés de FCE, la durée contractuelle correspond approximativement à la durée prévue des prêts aux particuliers et des contrats de location-financement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Note	Groupe	
		2024	2023 (Retraité)(*)
		millions £	millions £
Produits d'intérêts			
Prêts et avances à des parties externes		302	245
Parties liées	34	518	431
Ajustement relatif aux valeurs résiduelles	14	-2	-3
Produits de l'encaisse et des dépôts à court terme provenant de parties externes et autres produits divers		56	49
Total des produits d'intérêts		874	722
Charges d'intérêts			
Parties externes		-371	-249
Parties liées	34	-156	-154
Total des charges d'intérêts		-527	-403
Produits nets d'intérêts		347	319
(*) L'exercice précédent a été retraits suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».			

Le poste « **Produits d'intérêts - prêts et avances à des parties externes** » comprend les revenus des segments des produits de détail, de location-financement et de gros, dont 15 millions de livres sterling (2023 : 13 millions de livres sterling) se rapportent à des actifs financiers classés comme FVPL.

Le poste « **Produits d'intérêts - parties liées** » se rapporte principalement aux suppléments d'intérêts provenant d'entités sous contrôle commun, dont 42 millions de livres sterling (2023 : 42 millions de livres sterling) se rapportent à des actifs financiers classés comme FVPL.

Le poste « **Produits d'intérêts - ajustement relatif aux valeurs résiduelles** » concerne les variations des provisions pour la valeur résiduelle des véhicules sur les contrats de vente au détail et de location-financement.

Le poste « **Produits d'intérêts - produits de l'encaisse et des dépôts à court terme provenant de parties externes et autres produits divers** » correspond principalement aux produits d'intérêts des placements à court terme.

Le poste « **Charges d'intérêts - parties externes** » comprend les charges liées à la titrisation, aux emprunts bancaires locaux, à l'offre de dette publique et aux dépôts. Il comprend également les commissions d'engagement encourues sur les facilités de crédit renouvelables qui devraient être utilisées.

Le poste « **Charges d'intérêts - parties liées** » comprend les charges liées à la dette de premier rang et à la dette subordonnée. Pour plus de détails, voir la note 21 « Passifs financiers ».

3. – Produits nets d'honoraires et de commissions.

Les produits et charges d'honoraires et de commissions sont comptabilisés lorsqu'ils sont perçus ou encourus, nets de tout impôt à payer.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Groupe	
	2024 millions £	2023 (Retraité)* millions £
Produits d'honoraires et de commissions		
Produits liés au financement et autres honoraires	44	47
Produits des commissions sur les ventes d'assurance	14	9
Total des produits d'honoraires et de commissions	58	56
Charges d'honoraires et de commissions		
Charges liées au financement et autres honoraires	-8	-7
Total des charges d'honoraires et de commissions	-8	-7
Produits nets d'honoraires et de commissions	50	49
(*) L'exercice précédent a été retraits suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».		

Le poste « **Produits liés au financement et autres honoraires** » concerne les honoraires perçus qui ne peuvent être directement associés à l'origination de prêts et d'avances aux clients. Il s'agit des honoraires perçus par FCE pour la fourniture de services de

marketing et de vente de contrats de location simple commerciale (« Location longue durée » ou « Full Service Leasing » ou « FSL ») à un partenaire commercial non affilié, généralement perçus mensuellement à terme échu. Ces revenus sont comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'une reprise significative des revenus comptabilisés ne se produira pas, ce qui est généralement le cas lorsque la déclaration ou le paiement est reçu de la part de tiers. Le partenaire commercial tiers de chaque marché est responsable du financement, de l'entretien, des services de réparation, de la revente des véhicules à la fin de la période de location et de tous les risques associés.

Le poste « **Produits des commissions sur les ventes d'assurance** » concerne principalement les produits d'assurance de la marque Ford offerts en Europe. Ces produits d'assurance, qui sont principalement liés à l'assurance des véhicules et aux plans de protection des paiements, sont souscrits par des compagnies d'assurance locales non affiliées dont FCE perçoit des commissions fixes et variables, mais le risque de souscription reste à la charge des compagnies d'assurance tierces. FCE agit donc en tant qu'agent, en organisant la fourniture de services par le tiers au client final. Les commissions sur les ventes d'assurance sont perçues au moment où FCE a rempli ses obligations de performance envers le client, c'est-à-dire généralement au moment de la vente du produit ou du service. Les paiements d'assurance collectés auprès du client, sur lesquels FCE conserve son quota de commission, sont généralement reçus mensuellement à terme échu. Lorsque ces revenus sont remboursables en cas d'annulation, une réserve d'annulation est constituée.

Le poste « **Charges d'honoraires et de commissions** » comprend les commissions, les honoraires et autres primes payables aux concessionnaires qui ne peuvent être directement associés à l'origination de prêts et d'avances aux clients et sont comptabilisés lorsqu'ils sont encourus.

4. – Autres produits d'exploitation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Groupe	
	2024	2023 (Retraité)*
	millions £	millions £
Autres produits d'exploitation	8	0
Total des autres produits d'exploitation	8	0
(*) L'exercice précédent a été retraits suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».		

Le poste « **Autres produits d'exploitation** » se rapporte à des produits provenant d'activités de restructuration survenues au cours de l'exercice.

5. – Charges d'exploitation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Note	Groupe	
		2024	2023 (Retraité)(*)
		millions £	millions £
Frais de personnel	27		
Salaires et traitements		71	78
Cotisations de sécurité sociale		10	9
Prestations de retraite		9	11
Total des frais de personnel		90	98
Autres charges	17		
Amortissement des logiciels		10	9
Charges administratives		82	84
Autres charges (**)		61	0
Total des autres charges		153	93
Total des charges d'exploitation		243	191
		Nombre de salariés	
Nombre moyen mensuel de salariés permanents pendant l'exercice		875	939
(*) L'exercice précédent a été retraits suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».			
(**) Il s'agit d'une disposition relative aux accords de commission.			

Le poste « **Charges administratives** » comprend les montants versés à Ford et à ses sociétés liées pour des services reçus, qui sont détaillés à la note 34 « Transactions avec les parties liées ». Il comprend également la rémunération des auditeurs, dont les détails sont présentés ci-dessous.

Rémunération des auditeurs :

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £
Nature des services :				
Services d'audit				
Audit des comptes de la société mère et des comptes consolidés	2 417	2 331	2 417	2 331
Audit des filiales et des SE conformément à la législation			98	102
Total des services d'audit	2 417	2 331	2 515	2 433
Services d'assurance				
Services d'assurance liés à l'audit				
Autres services d'assurance	53		53	
Total des services d'assurance	53		53	
Total des frais	2 470	2 331	2 568	2 433

Pour plus de détails sur les politiques et procédures qui régissent l'engagement de BDO, voir le rapport du comité d'audit à la page **Erreur ! Signet non défini..**

6. – Transactions avec les administrateurs et dirigeants.

Les administrateurs et dirigeants de FCE, ainsi que les personnes qui leur sont liées, sont considérés comme des parties liées aux fins de la divulgation d'informations. Les détails concernant les administrateurs figurent dans le rapport des administrateurs. Au cours de la période considérée, il y avait onze dirigeants, définis comme des membres du comité exécutif de FCE qui ne sont pas des administrateurs statutaires de l'entreprise. Pour plus d'informations sur le comité exécutif, voir le « Rapport sur la gouvernance - Comités du conseil d'administration » à la page **Erreur ! Signet non défini..**

Société	2024			2023		
	Administra teurs	Dirigeants	Total	Administra teurs	Dirigeants	Total
	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £	Milliers £
Prêts						
En cours au 1er janvier	63	326	389	144	242	386
Émis durant l'exercice	90	687	777	180	505	685
Remboursements durant l'exercice	-105	-665	-770	-261	-421	-682
Prêts en cours au 31 décembre	48	348	396	63	326	389
Prêts maximums durant l'exercice	56	399	455	142	326	468
Produits						
Produits d'intérêts sur les prêts	3	31	34	10	23	33
Paiements de rémunération						
Salaires/autres avantages à court terme	1 278	2 351	3 629	2 132	2 147	4 279
Avantages postérieurs à l'emploi	46	199	245	166	242	408
Paiements fondés sur des actions	184	173	357	285	194	479
Total des paiements de rémunération	1 508	2 723	4 231	2 583	2 583	5 166
Dépôts des clients						
Dépôts de l'exercice	22	161	183	182	195	377
Dépôts des clients au 31 décembre	22	161	183	182	195	377

Prêts.

Dans le cours normal de ses activités, l'entreprise accorde des prêts à certains employés de niveau cadre, aux dirigeants et aux administrateurs dans le cadre d'un plan de prêt de voitures de fonction (les administrateurs non exécutifs n'ont pas le droit de participer à ce plan). Selon les termes du plan, certains administrateurs et dirigeants de l'entreprise se sont vus accorder des prêts dans le cadre de leur contrat de travail pour financer l'achat de véhicules auprès de Ford Motor Company Limited (FMCL). Le particulier ne paie à la société que les intérêts du prêt, fixés à un taux commercial. Ces paiements sont effectués mensuellement au fur et à mesure qu'ils sont encourus et aucun intérêt n'était dû à la fin de l'exercice. Les prêts ne sont pas destinés à durer plus de douze mois. Lorsque les prêts arrivent à échéance, l'employé peut solder le prêt directement auprès de FCE ou en restituant le véhicule.

Salaires/autres avantages à court terme.

Aucune indemnité de rupture n'a été versée en 2024.

Avantages postérieurs à l'emploi

Un administrateur et neuf dirigeants actuels (2023 : deux administrateurs et douze dirigeants) bénéficient de prestations de retraite dans le cadre de divers régimes de retraite de Ford.

Paielements fondés sur des actions

Ford attribue à FCE une charge au titre des unités d'actions restreintes (RSU) en rapport avec les services reçus par les employés de FCE en échange de l'octroi de RSU. Ce montant est alloué en fonction de la période d'acquisition des droits et est comptabilisé par FCE comme charge.

Les paielements fondés sur des actions n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers de la société ou du Groupe, soit 356 750 £ pour 2024 (479 101 £ pour 2023).

Au cours de l'exercice financier clôturé le 31 décembre 2024, aucun administrateur ou dirigeant n'a exercé ses options d'achat d'actions détenues sur les actions ordinaires de Ford.

Des actions étaient à recevoir en vertu d'un plan d'incitation à long terme par deux administrateurs et douze dirigeants en 2024.

Émoluments des administrateurs

Les émoluments globaux de l'administrateur le mieux payé s'élèvent à 839 654 £ (2023 : 743 172 £).

L'administrateur le mieux rémunéré en 2023 et 2024 était membre du régime général de retraite (GRP) de Ford (États-Unis) et la comparaison entre les deux régimes de retraite pourrait être trompeuse en raison de leurs caractéristiques et structures différentes. Le GRP est un régime à prestations définies et permet le versement facultatif d'une somme forfaitaire complète en cas de cessation d'emploi. Aucune contribution de l'employeur ni aucun paiement d'intérêts annuels n'ont été versés au GRP en 2023 ou 2024 pour l'administrateur le mieux rémunéré. La prestation annuelle accumulée projetée à l'âge de 65 ans pour l'administrateur le mieux rémunéré en 2024 était de 118 699 £ (2023 : 107 402 £).

7. – (Perte) / Gain de change.

Le tableau ci-dessous analyse les gains et pertes comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « (Perte)/Gain de change », qui résultent principalement de la réévaluation des actifs et des passifs en devises étrangères en livres sterling aux taux de change en vigueur à la date du rapport.

Pour atteindre ses objectifs de financement, FCE emprunte principalement en livres sterling et en euros. L'exposition de FCE aux taux de change se produit s'il existe un décalage entre la devise des créances et la devise de la dette finançant ces créances.

FCE finance principalement les créances avec des dettes dans la même devise, ce qui minimise l'exposition aux fluctuations des taux de change. Lorsqu'une devise différente est utilisée, des produits dérivés de devises étrangères sont exécutés pour convertir les obligations de la dette en devise étrangère dans la devise locale des créances et réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change.

Voir la note 31 « Risque de marché » pour plus de détails sur l'utilisation des produits dérivés par FCE.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Groupe	
	2024	2023 (Retraité)(*)
	millions £	millions £
Obligations de la dette en devise étrangère	-69	-12
Perte totale de change	-69	-12
(*) L'exercice précédent a été retraits suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».		

8. – Charge d'impôt sur le revenu.

L'impôt sur le revenu à payer sur les bénéfices est basé sur la loi fiscale applicable dans chaque juridiction et est calculé aux taux d'imposition pratiquement adoptés à la date du rapport. L'impôt sur le revenu à payer est comptabilisé comme une charge sur la période au cours de laquelle les bénéfices surviennent. Les effets fiscaux des pertes d'impôt sur le revenu disponibles pour le report sont comptabilisés comme un actif lorsqu'il est probable que des bénéfices imposables futurs seront disponibles et que ces pertes pourront être utilisées.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Note	Groupe	
		2024	2023 (Retraité)(*)
		millions £	millions £
Impôt courant :	19		
Impôt sur les sociétés au Royaume-Uni		32	14
Fiscalité outre-mer		27	36
Exercice précédent : impôt sur les sociétés		-0	
Charge d'impôt sur le revenu - courant		59	50
Impôt différé :			
Exercice en cours		0	-24
Exercice précédent		3	-1
Impôt sur le revenu - différé		3	-25
Tel qu'enregistré dans le compte de résultat		62	25

Les facteurs affectant la charge fiscale de l'exercice sont expliqués ci-dessous.

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Groupe	
	2024	2023 (Retraité)*
	millions £	millions £
Résultat des activités ordinaires avant impôt	117	97
Bénéfice des activités ordinaires multiplié par le taux normal de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni, soit 25 % (2023 : 23,5%)	29	23
Effets de :		
Impôts étrangers plus élevés que le taux d'imposition britannique	1	1
Impôt courant et impôt différé de l'exercice précédent	3	-1
Surtaxe bancaire	0	1
Charge pour les actifs d'impôts différés qui ne sont plus comptabilisés	1	
Revenus non imposables au Royaume-Uni	-0	
Retenues à la source	5	1
Charges non déductibles et autres éléments augmentant les taux**	23	
Charge d'impôt sur le revenu	62	25
(*) L'exercice précédent a été retraits suite à la vente de Ford Bank GmbH et à sa classification en tant qu'activité abandonnée. Pour plus de détails, voir la note 40 « Activités abandonnées ».		
(**) Comprend 22 millions de livres sterling d'éléments non récurrents.		

9. – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Liquidités en banque	792	1 047	795	1 062
Équivalents de trésorerie	271	456	271	1 239
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 063	1 503	1 066	2 301
Trésorerie et équivalents de trésorerie de la titrisation			142	194
Dépôts garantis			45	62
Trésorerie associée aux opérations de titrisation			187	256
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 063	1 503	1 253	2 557

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités et les investissements très liquides dont l'échéance est inférieure ou égale à 90 jours à la date d'acquisition et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les liquidités en banque sont principalement des liquidités détenues auprès de banques centrales et sont détenues au coût amorti.

La valeur comptable nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est proche de la juste valeur en raison des échéances courtes.

Le poste « **Trésorerie associée aux opérations de titrisation** » représente les soldes détenus par les SE consolidées et disponibles pour elles. Le montant inclus dans la note n'est pas disponible pour être utilisé dans les opérations quotidiennes de FCE.

10. – Instruments financiers dérivés et activités de couverture.

Politique.

Dans le cours normal des affaires, les opérations du Groupe sont exposées aux risques du marché mondial, y compris à l'effet des variations des taux d'intérêt et des taux de change. Pour gérer ces risques, le Groupe peut conclure les contrats dérivés suivants, très efficaces :

- les contrats de taux d'intérêt, y compris les swaps, qui sont utilisés pour gérer les effets des fluctuations des taux d'intérêt
- les contrats de change, y compris les contrats à terme, utilisés pour gérer le risque de change
- les contrats de swap de taux d'intérêt en devises croisées qui sont utilisés pour gérer les risques de change et de taux d'intérêt sur la dette libellée en devises étrangères

Le Groupe revoit régulièrement son programme de couverture, ses positions sur les produits dérivés et sa stratégie globale de gestion des risques.

Les produits dérivés sont des transactions personnalisées de gré à gré (OTC) et ne sont pas négociés en bourse. La majorité des produits dérivés OTC du Groupe sont compensés de manière centralisée par une contrepartie centrale qualifiée (QCCP). Les opérations sur produits dérivés sont conclues dans le cadre d'accords généraux de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA). L'ISDA et les accords généraux de compensation similaires ne répondent pas aux critères de compensation dans l'état de la situation financière. En effet, ils créent pour les parties à l'accord un droit de compensation des montants comptabilisés qui n'est exécutoire qu'à la suite d'un cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite du Groupe ou des contreparties ou à la suite d'autres événements prédéterminés. En outre, le Groupe et ses contreparties n'ont pas l'intention de procéder à un règlement sur une base nette ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

La juste valeur de ces instruments est estimée à l'aide de modèles d'évaluation standard du secteur, tels que l'actualisation des flux de trésorerie. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent les montants futurs à une valeur actuelle en utilisant les attentes du marché pour les taux d'intérêt, les taux de change et les conditions contractuelles des instruments dérivés. Le taux d'actualisation utilisé est le taux d'intérêt de référence pertinent (par exemple, EURIBOR, SONIA) plus un ajustement pour le risque de non-exécution, le cas échéant. L'ajustement reflète la totalité de l'écart de swap sur défaut de crédit (ci-après « CDS ») appliqué à une exposition nette, par contrepartie, en tenant compte des accords généraux de compensation et de toute garantie déposée. L'écart de CDS de la contrepartie est utilisé lorsqu'elle est en position d'actif net et l'écart de CDS du Groupe lorsqu'elle est en position de passif net. Le Groupe dépose une garantie de marge initiale pour tous les swaps de taux d'intérêt OTC compensés de manière centralisée.

« **Produits dérivés non désignés comme instruments de couverture** ». Le Groupe comptabilise les règlements et les régularisations d'intérêts nets dans les produits/charges d'intérêts. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt non désignés comme instruments de couverture et la réévaluation des intérêts courus en devises étrangères, ainsi que les gains et les pertes sur les contrats de change et les swaps de taux d'intérêt en devises croisées, sont comptabilisés dans les variations de la juste valeur des produits dérivés non désignés. Les flux de trésorerie associés aux produits dérivés non désignés ou désignés sont comptabilisés dans les flux de trésorerie nets utilisés pour les activités d'investissement dans notre tableau des flux de trésorerie.

Effet sur le revenu des instruments financiers dérivés

Les gains / (pertes), par désignation de couverture, comptabilisés en résultat pour les exercices clos le 31 décembre sont les suivants :

Au 31 décembre	Groupe	
	2024	2023
	millions £	millions £
Produits dérivés non désignés comme instruments de couverture		
Règlements et régularisations d'intérêts nets	44	77
Variations de la juste valeur des produits dérivés non désignés		
Contrats de taux d'intérêt	-37	-90
Contrats de change à terme	83	28
Total des variations de la juste valeur des produits dérivés non désignés	46	-62
Total des produits dérivés non désignés	90	15

État de la situation financière Effet des instruments financiers dérivés.

Les actifs et les passifs dérivés figurent dans l'état de la situation financière à leur juste valeur et sont présentés sur une base brute. Les justes valeurs sont incluses dans les sections de l'actif et du passif de l'état de la situation financière dans les instruments financiers dérivés. Les montants notionnels des instruments dérivés ne représentent pas nécessairement les montants échangés par les parties et ne constituent pas une mesure directe de notre exposition financière. Le Groupe conclut également des accords-cadres avec des contreparties qui peuvent permettre la compensation de l'exposition en cas de défaillance ou de violation de l'accord avec la contrepartie. Les garanties représentent les espèces reçues ou payées dans le cadre d'accords réciproques conclus avec des contreparties de produits dérivés, que le Groupe n'utilise pas pour compenser les actifs et passifs dérivés.

La juste valeur des instruments dérivés de la société et du Groupe et les montants notionnels associés au 31 décembre étaient les suivants :

Au 31 décembre	Société					
	2024			2023		
	Juste valeur			Juste valeur		
	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Produits dérivés non désignés						
Contrats de taux d'intérêt	3 900	7	52	4 220	39	59
Contrats de change	2 000	48	0	1 284	9	1
Total des produits dérivés non désignés	5 900	55	52	5 504	48	60
Total des instruments financiers dérivés	5 900	55	52	5 504	48	60
Produits dérivés à compensation centrale	2 500	7	26	3 353	39	30
Produits dérivés bilatéraux garantis	1 400		26	867		29
Produits dérivés non compensés	2 000	48	0	1 284	9	1
Total des instruments financiers dérivés	5 900	55	52	5 504	48	60
Partie courante		49	34		41	34
Partie non courante		6	18		7	26
Total des instruments financiers dérivés		55	52		48	60

10. Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)

Au 31 décembre	Groupe					
	2024			2023		
	Juste valeur			Juste valeur		
	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Produits dérivés non désignés						
Contrats de taux d'intérêt	10 170	48	100	12 617	103	103
Contrats de change	2 000	48	0	1 284	9	1
Total des produits dérivés non désignés	12 170	96	100	13 901	112	104
Total des instruments financiers dérivés	12 170	96	100	13 901	112	104
Produits dérivés à compensation centrale	4 050	7	56	8 185	64	65
Produits dérivés bilatéraux garantis	3 060	16	26	1 291	6	32
Produits dérivés non compensés	5 060	73	18	4 425	42	7
Total des instruments financiers dérivés	12 170	96	100	13 901	112	104
Partie courante		76	52		86	38
Partie non courante		20	48		26	66
Total des instruments financiers dérivés		96	100		112	104

Tous les produits dérivés sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur.

La juste valeur des instruments dérivés de la société et du Groupe au 31 décembre était la suivante :

Le tableau inclut également les garanties échangées pour la marge des produits dérivés.

Société	2024		2023	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
	millions £	millions £	millions £	millions £
Montant brut des produits dérivés comptabilisés dans l'état de la situation financière	55	52	48	60
Montants connexes non compensés				
Montants soumis à des accords généraux de compensation	0	0	-1	-1
Garanties en espèces déposées/détenues	51		58	17
Montants nets	106	52	105	76

Groupe	2024		2023	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
	millions £	millions £	millions £	millions £
Montant brut des produits dérivés comptabilisés dans l'état de la situation financière	96	100	112	104
Montants connexes non compensés				
Montants soumis à des accords généraux de compensation	0	0	-1	-1
Garanties en espèces déposées/détenues	92	15	99	31
Montants nets	188	115	210	134

11. Autres actifs.

Politique.

La valeur comptable des « autres actifs » (à l'exclusion des véhicules en attente de revente) est comptabilisée au coût amorti, déduction faite de toute provision pour pertes de crédit attendues. Les véhicules restitués à FCE dans le cadre de contrats de location simple, de location de détail et de location-financement et qui sont en attente de revente sont comptabilisés à leur valeur comptable ou à leur valeur résiduelle garantie, selon le montant le plus bas.

Les gains et les pertes sur les véhicules restitués dans le cadre de contrats de location de détail et de location-financement sont inclus dans le compte de résultat sous la rubrique « Produits d'intérêts ».

Les autres actifs au 31 décembre sont les suivants :

Au 31 décembre	Note	Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Créances à court terme (*)					
Parties liées	34	61	46	80	112
Externe		25	41	36	86
Entreprises filiales	34	26	32		
Garantie en espèces payée		46	41	75	66
Sous-total créances à court terme		158	160	191	264
Prêts à recevoir (*)					
Entreprises filiales	34	1 367	1 599		
Sous-total des prêts à recevoir		1 367	1 599		
Véhicules en attente de revente		66	32	66	92
Encaisse affectée (**)		31	61	42	101
Comptes de régularisation		6	9	6	11
Impôts payés d'avance et intérêts connexes		17	11	17	13
Total des autres actifs		1 645	1 872	322	481
Courant		1 321	1 252	280	379
Non courant		324	620	42	102
Total des autres actifs		1 645	1 872	322	481

(*) La valeur comptable des créances à court terme et des prêts à recevoir est proche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces actifs.

(**) L'encaisse affectée comprend les liquidités détenues par les banques centrales à titre de réserves obligatoires et les liquidités détenues à titre de garantie de marge initiale.

12. Prêts et avances aux clients.

Politique.

Les prêts et avances aux clients sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, y compris les frais de transaction directs et supplémentaires (y compris les suppléments d'intérêts et autres paiements de soutien provenant de parties liées) et les coûts. Ils sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour plus de détails, voir la note 2 « Produits nets d'intérêts ».

La majorité des contrats de location-financement de FCE sont des contrats de location-vente et des produits de gestion du cycle commercial, tels que décrits dans la section environnement économique.

Au 31 décembre	Note	Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Prêts et avances aux clients					
Prêts et créances de détail		604	589	3 224	4 228
Contrat de location-financement		3 873	3 723	3 878	4 951
Vente en gros (*)		4 188	3 640	4 932	5 953
Prêts et avances bruts aux clients		8 665	7 952	12 034	15 132
Provision pour pertes de crédit attendues	13	-8	-9	-13	-17
Prêts et avances nets aux clients		8 657	7 943	12 021	15 115
Courant		5 769	4 925	7 179	8 778
Non courant		2 888	3 018	4 842	6 337
Prêts et avances nets aux clients		8 657	7 943	12 021	15 115
Juste valeur					
Prêts et créances de détail		616	586	3 289	4 206
Contrat de location-financement		3 908	3 706	3 912	4 937
Vente en gros		4 188	3 640	4 932	5 953
Total de la juste valeur		8 712	7 932	12 133	15 096

(*) Étant donné que les conditions de prêt sur un marché ne répondaient pas à l'exigence de « paiement exclusif du principal et des intérêts » de la norme IFRS 9, les créances de gros ci-dessus comprennent 744 millions de livres sterling (2023 : 772 millions de livres sterling) traités comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL). La juste valeur de ces actifs est proche de leur valeur comptable étant donné la nature à court terme des prêts. Les intérêts connexes reçus, d'un montant de 57 millions de livres sterling (2023 : 55 millions de livres sterling), continuent d'être comptabilisés dans les produits nets d'intérêts, étant donné qu'ils représentent la substance de l'accord de prêt. FCE fournit des informations selon la norme IFRS 7 en ce qui concerne les prêts et avances aux clients sur une base totale, y compris les actifs évalués à la juste valeur marchande. Cette approche est considérée comme présentant des informations plus pertinentes pour les utilisateurs que les informations de la norme IFRS 13 sur la juste valeur, étant donné que cela correspond à la manière dont ces actifs sont gérés et que la valeur comptable s'est rapprochée de la juste valeur tout au long de l'exercice en cours et des exercices précédents.

Les « Prêts et avances aux clients » sont évalués à leur juste valeur à des fins d'information en utilisant des modèles d'évaluation internes. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs des contrats de financement sur la base des paiements contractuels prévus (y compris le principal et les intérêts). Les flux de trésorerie projetés sont actualisés sur la base d'hypothèses concernant les pertes de crédit, le profil d'échéance moyen, les taux d'intérêt de référence applicables, à savoir SONIA et EURIBOR, et les coûts d'exploitation. La juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

12. Prêts et avances aux clients (suite).**— Contrats de location-financement :**

Au 31 décembre		Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Dans un délai d'un an		667	494	672	832
Après 1 an et dans les 2 ans		615	682	615	1 075
Après 2 ans et dans les 3 ans		402	427	402	778
Après 3 ans et dans les 4 ans		196	113	196	385
Après 4 ans et dans les 5 ans		25	9	25	14
Après 5 ans		0		0	
Total des paiements de location-financement à recevoir		1 905	1 725	1 910	3 084
Valeur résiduelle		2 418	2 379	2 418	2 379
Produits financiers non acquis		-205	-158	-205	-244
Suppléments d'intérêts non acquis provenant de parties liées		-288	-266	-288	-317
Provision pour pertes de crédit attendues		-7	-8	-7	-10
Provision pour pertes de valeur résiduelle des véhicules	14	-6	-3	-6	-3
Frais d'origination différés		49	46	49	52
Investissement net dans les contrats de location-financement		3 866	3 715	3 871	4 941

13. Provision pour pertes de crédit attendues.

La provision pour pertes de crédit représente l'estimation par FCE de la perte de crédit attendue sur les créances de détail, de location-financement et de gros à la date de l'état de la situation financière. L'adéquation de la provision pour pertes de crédit est évaluée trimestriellement et les hypothèses et modèles utilisés pour établir la provision sont évalués régulièrement. Les pertes de crédit peuvent varier considérablement au fil du temps et l'estimation des pertes de crédit nécessite un certain nombre d'hypothèses sur des questions qui sont incertaines. La majorité des pertes de crédit sont attribuables aux portefeuilles de détail et de location-financement de FCE.

— Dépréciation.

Selon la norme IFRS 9, les provisions pour pertes de crédit sont évaluées à chaque date du rapport selon un modèle de dépréciation de la perte de crédit attendue (ECL) en trois phases :

- Phase 1 (ECL 12 mois) - Depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers jusqu'à la date à laquelle les actifs ont connu une augmentation significative du risque de crédit par rapport à leur comptabilisation initiale, une provision pour pertes est comptabilisée à hauteur des pertes de crédit attendues en cas de défauts au cours des 12 prochains mois
- Phase 2 (ECL à vie, non déprécié) - À la suite d'une augmentation significative du risque de crédit par rapport à la comptabilisation initiale des actifs financiers, une provision pour pertes est comptabilisée à hauteur des pertes de crédit attendues en cas de défauts sur la durée de vie restante des actifs
- Phase 3 (ECL à vie, déprécié) - Lorsque des actifs financiers sont considérés comme dépréciés, une provision pour pertes égale à la totalité des pertes de crédit attendues sur la durée de vie est comptabilisée. Les produits d'intérêts sont calculés sur la base de la valeur comptable des actifs, déduction faite de la provision pour pertes, plutôt que sur leur valeur comptable brute (GCA)

— Contrats de vente au détail et de location-financement :

FCE estime la provision pour pertes de crédit sur les créances de détail et de location en utilisant une combinaison de modèles de mesure et du jugement de la direction. Les modèles tiennent compte de facteurs tels que les tendances historiques en matière de pertes de crédit et de recouvrements, la composition et la performance récente du portefeuille actuel de FCE, l'évaluation du risque au moment de l'origination, et une prévision des conditions économiques futures. Si la direction estime que ces modèles ne reflètent pas les pertes attendues pour le portefeuille, un ajustement est effectué pour refléter le jugement de la direction concernant les changements observables dans les tendances et conditions économiques récentes ou attendues, la composition du portefeuille et d'autres facteurs pertinents.

FCE calcule la provision pour pertes de crédit sur les contrats de vente au détail et de location-financement en utilisant la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), appliquées à l'exposition en cas de défaut (EAD)

- Les modèles PD sont élaborés à partir de modèles de notation du risque créés en interne, qui tiennent compte de la probabilité attendue de paiement et du délai de défaut, ajustés en fonction des perspectives macroéconomiques et des performances récentes
- La LGD est le pourcentage du solde prévu dû en cas de défaut qui n'est pas recouvrable, compte tenu de la valeur attendue de la garantie et des recouvrements futurs
- L'EAD est le solde prévu du principal et des intérêts dus en cas de défaut

La perte de crédit attendue mensuelle est calculée en appliquant, pour chaque mois, la probabilité de défaut attendue à l'exposition attendue en cas de défaut et à la perte en cas de défaut. Les pertes de crédit attendues sur 12 mois et sur la durée de vie sont calculées en additionnant ces pertes de crédit mensuelles attendues sur les 12 prochains mois et sur la durée de vie restante de la créance, respectivement. Les pertes de crédit attendues sont actualisées à la date du rapport en utilisant le taux d'intérêt effectif initial ou le taux d'intérêt effectif actuel pour les taux variables.

Lors de l'évaluation des créances sur une base collective, FCE segmente les contrats sur la base de caractéristiques de risque partagées en tenant compte du type de produit, de la durée, du millésime, de la géographie, du financement de véhicules neufs ou d'occasion et d'autres facteurs pertinents.

— **Modélisation du risque de crédit macroéconomique.**

Un large éventail de données macroéconomiques historiques est pris en compte pour identifier les variables prédictives susceptibles d'avoir un impact sur les pertes de crédit de FCE. Les variables identifiées comme prédictives et utilisées sont la croissance du PIB, l'IPC, l'indice des prix du logement et l'importation de biens. Le taux de chômage est une variable clé utilisée dans la majorité des modèles de risque de crédit.

13. Provision pour pertes de crédit attendues (suite)

Les modèles de pertes de crédit intègrent des données prospectives sur des variables prédictives identifiées pour des scénarios de base, de reprise et de récession. Trois provisions distinctes pour pertes de crédit sont calculées à partir de ces scénarios. Elles sont ensuite pondérées en fonction de leur probabilité pour déterminer la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les états financiers. FCE évalue chaque année la sélection des scénarios et leur pondération afin de s'assurer qu'ils reflètent le risque du portefeuille. Pour l'année en cours et les années précédentes, le scénario de base a été pondéré à 60 %, les scénarios de reprise et de récession étant tous deux assortis d'une probabilité de 20 %.

Les données et prévisions macroéconomiques proviennent d'un fournisseur externe. FCE met à jour les prévisions tous les trimestres et redéveloppe les modèles si nécessaire, conformément à sa politique de gestion des risques liés aux modèles.

— **Ajustements post-modèle :**

La procédure suivie par FCE pour déterminer l'adéquation de la provision pour pertes de crédit attendues comprend l'examen des résultats modélisés afin de déterminer s'ils reflètent correctement les circonstances économiques au sens large. Lorsque des informations suggèrent que les circonstances économiques dépassent les paramètres de fonctionnement normaux des modèles, la direction peut procéder à des ajustements discrétionnaires des résultats modélisés. Ces ajustements font l'objet d'un suivi et d'une approbation continue afin de déterminer s'ils restent nécessaires.

Au 31 décembre 2024, la valeur totale des ajustements post-modèle sur les produits de détail et de location-financement était de 2,8 millions de livres sterling (0,3 million de livres sterling en 2023).

Le tableau suivant détaille les facteurs macroéconomiques du chômage appliqués dans le modèle de vente au détail et de location-financement pour les grands marchés FCE :

— **Macroéconomie - Taux de chômage moyen :**

Pays	2024						2023					
	Reprise		Base		Récession		Reprise		Base		Récession	
	Les 12 prochains mois %	Les 5 prochaines années %	Les 12 prochains mois %	Les 5 prochaines années %	Les 12 prochains mois %	Les 5 prochaines années %	Les 12 prochains mois %	Les 5 prochaines années %	Les 12 prochains mois %	Les 5 prochaines années %	Les 12 prochains mois %	Les 5 prochaines années %
Royaume-Uni	3,7	3,9	4,2	4,5	5,3	6,7	4,1	4,1	4,5	4,7	5,6	6,8
Italie	6,5	6,5	6,5	6,8	6,9	8,2	7,7	8,0	7,9	8,2	9,3	10,1
France	7,1	7,2	7,5	7,4	8,0	8,2	7,3	7,4	7,6	7,6	8,4	8,6
Espagne	10,6	10,2	11,0	10,4	12,3	11,4	11,5	10,3	11,8	10,9	14,3	12,8

— **Portefeuille de vente en gros :**

Étant donné le niveau négligeable des pertes de gros sur de nombreuses années, Ford Credit estime la provision prévue pour les pertes de crédit pour les créances de gros sur la base de l'expérience historique, des flux de trésorerie futurs prévus et de la juste valeur de la garantie.

13. Provision pour pertes de crédit attendues (suite)

FCE utilise les ratios pertes/créances (LTR) comme approximation de la provision ECL modélisée de base. Le LTR moyen pour le commerce de gros est calculé en divisant les pertes de crédit par la moyenne des créances financières nettes pour les cinq années précédentes, à l'exclusion des suppléments d'intérêts non acquis et de la provision pour pertes de crédit. Le LTR moyen qui est calculé est multiplié par le solde des créances de fin de période.

Dans le cadre de cette méthodologie, FCE considère que la provision pour pertes de crédit pour toutes les créances de gros équivaut à une perte de crédit attendue sur la durée de vie, reflétant la courte durée contractuelle et comportementale du portefeuille. Les créances de gros ont généralement une durée contractuelle d'un an, mais elles sont généralement réglées dans les 90 jours, le paiement étant effectué lorsque le concessionnaire a vendu le véhicule financé sous-jacent.

Après avoir établi la provision pour pertes de crédit attendues, si la direction estime que la provision ne reflète pas les pertes attendues pour le portefeuille en raison de variations des tendances et des conditions économiques récentes ou prévues, ou d'autres facteurs pertinents, un ajustement est effectué sur la base du jugement de la direction.

— Augmentation significative du risque de crédit (phase 2)

Dans chaque exercice, FCE évalue si le risque de crédit sur un actif financier a augmenté de manière significative sur une base individuelle ou collective.

Pour les contrats de vente au détail et de location-financement, FCE évalue la provision pour pertes de crédit sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois. Si FCE détermine que le risque de crédit d'une créance et d'un groupe de créances a augmenté de manière significative depuis l'origination, FCE augmente l'évaluation de la perte de crédit à un montant égal à la perte de crédit attendue sur toute la durée de vie de la créance.

Pour déterminer si le risque de crédit des contrats de vente au détail et de location-financement a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, FCE prend en compte le changement significatif de l'expérience de défaut réel des créances regroupées par rapport aux attentes à ce jour de la PD initiale, les changements significatifs des conditions macroéconomiques, le statut d'arriéré, la performance de paiement et d'autres facteurs pertinents. FCE considère également que le risque de crédit sur un actif financier a augmenté de manière significative si celui-ci est en souffrance depuis plus de 30 jours.

Les créances de gros sont considérées comme ayant connu une augmentation significative du risque de crédit et sont par la suite déclarées en phase 2 si les prêts concernent un concessionnaire qui est passé du groupe II au groupe III (tel que défini dans la note 29 « Risque de crédit ») après l'origination, ou si le concessionnaire est par ailleurs considéré comme ayant connu une augmentation significative du risque de crédit depuis l'origination du prêt, par exemple en raison d'une détérioration des paramètres de flux de trésorerie.

— Dépréciation (phase 3)

Les créances de détail et de location-financement sont considérées comme dépréciées ou non performantes (phase 3) lorsqu'il est jugé improbable qu'un client s'acquitte de ses obligations de crédit ou lorsqu'un compte atteint 90 jours de retard, la date la plus proche étant retenue. Les créances dépréciées peuvent être reclassées en phase 2 une fois qu'elles sont recouvrées et que les paiements sont à jour pour une période de 12 mois, mais elles ne sont pas reclassées en phase 1.

Les créances de gros des concessionnaires classés dans le groupe IV sont généralement considérées comme des créances dépréciées. Ces créances peuvent être reclassées en phase 1 une fois qu'elles sont recouvrées et qu'elles sont à jour pour une période de 12 mois.

La dépréciation pour l'IFRS 9 est alignée sur la définition du défaut de FCE afin de maintenir une approche cohérente avec la gestion interne des risques et les orientations réglementaires. FCE considère qu'il y a défaut lorsque l'emprunteur n'est pas en mesure de payer la totalité des sommes dues, sans tenir compte d'éventuels recours tels que la reprise de possession. Les indices d'improbabilité de paiement comprennent l'annonce de la faillite et les sources de revenus qui ne permettent plus de faire face aux paiements échelonnés. À titre d'évaluation quantitative supplémentaire, un emprunteur est considéré comme peu susceptible de payer lorsqu'il n'a pas payé une partie importante du montant dû à FCE pendant une période de plus de 90 jours à compter de la date à laquelle le paiement était dû.

La valeur des prêts et avances de FCE considérés comme dépréciée à la date de clôture est de 34 millions de livres sterling (2023 : 108 millions de livres sterling).

— Radiation des contrats de vente au détail, de vente en gros et de location-financement

La radiation initiale de la réserve intervient généralement lorsqu'il est probable que FCE ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus ou lorsqu'un compte atteint 120 jours de retard, la date la plus proche étant retenue. Cette radiation initiale est basée sur les attentes historiques modélisées de recouvrement, en tenant compte de la situation financière du client, de l'emprunteur ou du locataire, de la valeur de la garantie, du recours aux garants et d'autres facteurs. Une radiation finale est effectuée lorsque toutes les voies de recouvrement ont été épuisées. Ce moment varie en fonction du produit et du pays, mais il se situe généralement un certain nombre d'années après le défaut initial.

13. Provision pour pertes de crédit attendues (suite)

Par conséquent, les montants radiés au cours d'un exercice donné reflètent principalement les comptes soumis à l'exécution. Le montant radié en 2024 était de 28 millions de livres sterling (2023 : 30 millions de livres sterling) et les recouvrements en 2024 étaient de 10 millions de livres sterling (2023 : 20 millions de livres sterling).

Les variations de la provision pour pertes de crédit attendues de la société pour les créances de détail, de location-financement et de gros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 ont été les suivantes :

	Société							
	2024							
	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Total	
	GCA	ECL	GCA	ECL	GCA	ECL	GCA	ECL
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Solde d'ouverture janvier 2024	7 884	-9	33		36		7 953	-9
Nouvelles créances créées	2 204	-5					2 204	-5
Transferts entre les phases								
Transferts hors de la phase 1	-232	1	217	-1	15			
Transferts hors de la phase 2	2	-0	-3	0	1	-0		
Transferts hors de la phase 3			1	-0	-1	0		
Total des transferts entre les phases	-230	1	215	-1	15			
Diminutions/augmentations								
Variation du risque de crédit*	-254	4	-23	-0	-11	-10	-288	-6
Créances décomptabilisées au cours de l'exercice	-1 170	1	-0	0	-8	0	-1 178	1
Radiation					-10	10	-10	10
Total des diminutions/augmentations	-1 424	5	-23		-29		-1 476	5
Mouvements des taux de change (FX)	-16	1					-16	1
Solde de clôture décembre 2024	8 418	-7	225	-1	22		8 665	-8
Exercice précédent :								
Solde d'ouverture janvier 2023	6 351	-6	983	-6	20		7 354	-12
Mouvement	1 533	-3	-950	6	16		599	3
Solde de clôture décembre 2023	7 884	-9	33		36		7 953	-9
Fractionnement du portefeuille :								
Contrats de vente au détail et de location-financement	4 330	-7	135	-1	12	-0	4 477	-8
Contrats de gros	4 088		90		10		4 188	
Solde de clôture décembre 2024	8 418	-7	225	-1	22	-0	8 665	-8
Contrats de vente au détail et de location-financement	4 265	-9	33		14		4 312	-9
Contrats de gros	3 619				22		3 641	
Solde de clôture décembre 2023	7 884	-9	33		36		7 953	-9

(*) La ligne de variation du risque de crédit contient les mouvements incrémentaux généraux au sein de chaque phase (par exemple, les provisions sont régulièrement recalculées sur la base des PD, LGD et facteurs macroéconomiques à la date du rapport et un contrat connaîtra naturellement une augmentation ou une diminution de l'ECL sans changer de phase). Les variations de la GCA sont principalement liées aux paiements des clients.

13. Provision pour pertes de crédit attendues (suite)

Les variations de la provision pour pertes de crédit attendues du Groupe pour les créances de détail, de location-financement et de gros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 ont été les suivantes :

	Groupe							
	2024							
	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Total	
	GCA	ECL	GCA	ECL	GCA	ECL	GCA	ECL
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Solde d'ouverture janvier 2024	14 782	-16	242	-1	108		15 132	-17
Nouvelles créances créées	4 073	-7					4 073	-7
Transferts entre les phases								
Transferts hors de la phase 1	-264	1	248	-1	16	-0		
Transferts hors de la phase 2	13	-0	-14	0	1	-0		
Transferts hors de la phase 3			1	-0	-1	0		
Total des transferts entre les phases	-251	1	235	-1	16			
Diminutions/augmentations								
Variation du risque de crédit (*)	-1 229	5	-122	1	-39	-28	-1 390	-22
Créances décomptabilisées au cours de l'exercice	-1 616	1	-0	0	-13		-1 629	1
Actions de restructuration (**)	-3 752	3	-86	0	-10		-3 848	3
Radiation					-28	28	-28	28
Total des diminutions/augmentations	-6 597	9	-208	1	-90		-6 895	10
Mouvements des taux de change (FX)	-276	1					-276	1
Solde de clôture décembre 2024	11 731	-12	269	-1	34		12 034	-13
Exercice précédent :								
Solde d'ouverture janvier 2023	12 290	-16	1 959	-8	72		14 321	-24
Mouvement	2 492	0	-1 717	7	36		811	7
Solde de clôture décembre 2023	14 782	-16	242	-1	108		15 132	-17
Fractionnement du portefeuille :								
Contrats de vente au détail et de location-financement	6 902	-12	179	-1	21	0	7 102	-13
Contrats de gros	4 829		90		13		4 932	
Solde de clôture décembre 2024	11 731	-12	269	-1	34	0	12 034	-13
Contrats de vente au détail et de location-financement	8 899	-16	240	-1	40		9 179	-17
Contrat de gros	5 883		2		68		5 953	
Solde de clôture décembre 2023	14 782	-16	242	-1	108		15 132	-17

(*) La ligne de variation du risque de crédit contient les mouvements incrémentaux généraux au sein de chaque phase (par exemple, les provisions sont régulièrement recalculées sur la base des PD, LGD et facteurs macroéconomiques à la date du rapport et un contrat connaîtra naturellement une augmentation ou une diminution de l'ECL sans changer de phase). Les variations de la GCA sont principalement liées aux paiements des clients.

(**) Vente des activités allemandes à la société mère de FCE, Ford ECO.

13. Provision pour pertes de crédit attendues (suite)

La provision pour pertes de crédit attendues dans le compte de résultat et autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et 2023 était la suivante :

	Société						Groupe					
	2024			2023			2024			2023		
	Détail	Gros	Total	Détail	Gros	Total	Détail	Gros	Total	Détail	Gros	Total
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Recouvrements	5	0	5	7		7	10	0	10	12	0	12
Radiations	-10		-10	-9		-9	-28	0	-28	-18	-1	-19
Pertes de crédit nettes	-5		-5	-2		-2	-18		-18	-6	-1	-7
Changements dans les pertes de crédit attendues	1	0	1	3		3	0	0		7	1	8
Provision pour pertes de crédit attendues	-4		-4	1		1	-18		-18	1		1

Analyse de sensibilité.

Les variations des hypothèses de probabilité de défaut et de perte en cas de défaut pourraient être déterminées par les performances réelles en matière de défaut, ainsi que par les variations des perspectives macroéconomiques, ce qui affecterait la provision pour pertes de crédit. Par rapport à la fin de l'exercice, l'application d'une pondération de 100 % au scénario de récession aurait augmenté la provision pour pertes de crédit attendues de 15 % (2 millions de livres sterling), en supposant qu'il n'y ait pas de changement dans les phases. À l'inverse, l'application d'une pondération de 100 % au scénario de reprise aurait réduit la provision de 23 %, soit 3 millions de livres sterling. Dans un scénario extrême, si le scénario de récession était pondéré à 100 % et que tous les contrats passaient d'une ECL de 12 mois à une ECL à vie, l'ECL augmenterait d'environ 131 %, passant de 13 millions de livres sterling à 30 millions de livres sterling.

L'analyse ci-dessous suppose qu'aucune provision supplémentaire n'est requise pour les expositions de gros en cas de récession, étant donné l'expérience de FCE en matière d'atténuation des pertes, principalement par la réalisation des garanties détenues.

Au 31 décembre Vente au détail et location Pays	2024 Pertes de crédit attendues			2023 Pertes de crédit attendues		
	Scénario de reprise à 100 % Phase actuelle	Pondération de probabilité Phase actuelle	Scénario de récession à 100 % Phase actuelle	Scénario de reprise à 100 % Phase actuelle	Pondération de probabilité Phase actuelle	Scénario de récession à 100 % Phase actuelle
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Royaume-Uni	3	4	5	3	4	4
Italie	4	4	5	4	5	7
Allemagne				2	3	3
France	2	3	3	3	3	3
Espagne	2	2	3	1	2	2
Total FCE	11	13	16	13	17	19

14. Provision pour pertes de valeur résiduelle des véhicules.**Politique.**

Les valeurs résiduelles représentent la valeur estimée du véhicule à la fin du plan de financement de la vente au détail et de la location. Les valeurs résiduelles sont calculées après analyse des valeurs résiduelles publiées et de l'expérience historique de FCE sur le marché des véhicules d'occasion. Les provisions pour la valeur résiduelle des véhicules sont revues au moins une fois par trimestre et toute dépréciation est comptabilisée comme un ajustement de la valeur comptable des actifs dans la rubrique « Prêts et avances aux clients ». Ces hypothèses et les réserves correspondantes peuvent changer en fonction des conditions du marché.

Les variations des provisions pour la valeur résiduelle des contrats de vente au détail et de location-financement sont incluses dans le compte de résultat consolidé et autres éléments du résultat global dans la rubrique « produits d'intérêts ».

	Note	Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Solde au début de l'exercice	2	3		3	
Ajustements de la valeur résiduelle imputés au compte de résultat		2	3	2	3
Pertes de valeur résiduelle subies durant l'exercice		1	0	1	0
Solde à la fin de l'exercice		6	3	6	3

15. Immobilisations corporelles

	Société				Groupe			
	Améliorations locatives millions £	Matériel de bureau millions £	Véhicules à moteur millions £	Total millions £	Améliorations locatives millions £	Matériel de bureau millions £	Véhicules à moteur millions £	Total millions £
Coût								
Au 1er janvier 2023	1	3	1	5	1	5	101	107
Ajouts			1	1			258	258
Cessions						-1	-121	-122
Écart de conversion							-1	-1
Au 31 décembre 2023 / 1er janvier 2024	1	3	2	6	1	4	237	242
Ajouts			1	1		0	149	149
Cessions			-2	-2		-0	-101	-101
Activités abandonnées					-0	-1	-273	-274
Écart de conversion	0	0		0	0		-11	-11
Au 30 décembre 2024	1	3	1	5	1	3	1	5
Amortissement cumulé								
Au 1er janvier 2023	1	2		3	1	2	5	8
Amortissement des activités poursuivies							0	0
Amortissement des activités abandonnées							37	37
Cessions							-21	-21
Écart de conversion								
Au 31 décembre 2023 / 1er janvier 2024	1	2		3	1	2	21	24
Amortissement des activités poursuivies					0	0	0	0
Amortissement des activités abandonnées					0	0	29	29
Cessions		-0	-0			-0	-19	-19
Activités abandonnées					0	0	-29	-29
Écart de conversion	0	-0			-0	-0	-2	-2
Au 31 décembre 2024	1	2		3	1	2		3
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023		1	2	3		2	216	218
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024		1	1	2		1	1	2

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins les amortissements cumulés. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour ramener le coût de ces actifs à leur valeur résiduelle aux taux suivants :

Type d'actif	Taux d'amortissement annuel
Matériel informatique	16,67%
Autre matériel de bureau	8,00%
Véhicules à moteur de la société	25,00%

15. Immobilisations corporelles (suite)

Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, il est immédiatement ramené à sa valeur recouvrable. Les gains et les pertes sur la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par référence à leur valeur comptable et sont inclus dans les « Charges d'exploitation » dans le compte de résultat.

Les actifs en location simple pour lesquels FCE a conclu des contrats de location simple en tant que bailleur sont inclus dans les immobilisations corporelles. L'amortissement des actifs en location simple est calculé de manière linéaire sur la durée du contrat de location jusqu'à leur valeur résiduelle estimée.

La politique d'amortissement des véhicules loués, y compris des véhicules faisant l'objet de contrats de location simple, est revue régulièrement, en tenant compte de diverses hypothèses, telles que les valeurs résiduelles attendues à la fin du contrat de location et le nombre estimé de véhicules qui seront restitués.

Les ajustements destinés à refléter les estimations révisées des valeurs résiduelles attendues à la fin de la durée des contrats de location sont comptabilisés sur une base linéaire.

Lorsqu'un contrat de location simple est résilié avant l'expiration de la période de location, tout paiement devant être effectué au bailleur à titre de pénalité est comptabilisé dans la période au cours de laquelle l'obligation survient.

Suite à la vente de Ford Bank GmbH hors du Groupe, il n'y a plus de véhicules en location simple dans le portefeuille de FCE au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Analyse des immobilisations corporelles				
Courant				110
Non courant	2	3	2	108
Total	2	3	2	218

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Contrats de location simple				
Coût				235
Amortissement cumulé				-21
Total				214

16. Actifs assujettis à un droit d'usage et engagements de location.

Politique.

Le Groupe loue des bureaux et du matériel de bureau dans le cadre de contrats dont la durée varie de moins d'un an à dix ans. Certains contrats de location contiennent une ou plusieurs options de prolongation et incluent les options dont l'exercice est raisonnablement certain dans l'évaluation par le Groupe de la durée du contrat de location après prise en compte de tous les facteurs économiques et financiers pertinents.

Les contrats de location sont comptabilisés comme un actif assujetti à un droit d'usage et un passif correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible pour être utilisé. Les actifs assujettis à un droit d'usage et les dettes de location sont présentés séparément dans l'état de la situation financière.

L'actif assujetti à un droit d'usage est initialement évalué au coût et est ensuite amorti selon la méthode linéaire à partir de la date de début du contrat jusqu'à la fin de la durée d'utilité ou la fin de la durée du bail, selon la première éventualité.

Le Groupe ne sépare pas les composantes non locatives (par exemple, les services de maintenance et d'exploitation) des composantes locatives auxquelles elles se rapportent. Au lieu de cela, les composantes non locatives sont incluses dans

l'évaluation des dettes de location. Le passif initial du contrat de location est calculé comme la valeur actualisée des paiements fixes non encore payés et des paiements variables basés sur un taux de marché ou un indice (par exemple, l'IPC), mesurés au début du contrat. La majorité des contrats de location sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal interne car le taux implicite du contrat de location n'est pas facilement déterminable. Tous les autres paiements variables sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les dettes de location sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Elles sont réévaluées lorsqu'il y a un changement dans les paiements de location futurs résultant de modifications de taux ou d'évaluations d'options.

16. Actifs assujettis à un droit d'usage et engagements de location (suite)

Les actifs assujettis à un droit d'usage au 31 décembre sont les suivants :

	Société			Groupe		
	Terrains et bâtiments	Matériel de bureau	Total	Terrains et bâtiments	Matériel de bureau	Total
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Coût						
Au 1er janvier 2023	26	0	26	29	1	30
Modification du coût initial	0	0	0	0	0	0
Résiliation du contrat de location	0	0	0	0	-1	-1
Écart de conversion	0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2023 / 1er janvier 2024	26	0	26	29	0	29
Modification du coût initial	0		0	0		0
Nouveaux contrats de location	3		3	3		3
Résiliation du contrat de location	-0		0	-0		0
Activités abandonnées*				-0		0
Écart de conversion	-0		0	0		0
Coût au 31 décembre 2024	29	0	29	32	0	32
Amortissement cumulé						
Au 1er janvier 2023	-14	0	-14	-15	0	-15
Amortissement des activités poursuivies	-4	0	-4	-4	0	-4
Amortissement des activités abandonnées						
Résiliation du contrat de location	0	0	0	0	0	0
Écart de conversion	0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2023 / 1er janvier 2024	-18		-18	-19		-19
Amortissement des activités poursuivies	-4		-4	-4		-4
Amortissement des activités abandonnées				-0		-0
Résiliation du contrat de location	0		0	0		0
Activités abandonnées				1		1
Écart de conversion	0		0	-1		-1
Au 31 décembre 2024	-22		-22	-23		-23
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	8	0	8	10	0	10
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	7	0	7	9	0	9
(*) Pour plus d'informations, voir la note 40 « Activités abandonnées ».						

16. Actifs assujettis a un droit d'usage et engagements de location (suite)

Les engagements minimaux de location non résiliables au 31 décembre sont les suivants :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Dans un délai d'un an	3	4	3	4
Après 1 an et dans les 2 ans	2	3	2	3
Après 2 ans et dans les 3 ans	1	1	1	3
Après 3 ans et dans les 4 ans	0	0	0	0
Après 4 ans et dans les 5 ans	0	0	0	0
Après 5 ans	1		3	0
Total	7	8	9	10

Les montants contractuellement dus sur les dettes de location au 31 décembre étaient les suivants :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Engagements de location :				
Dans un délai d'un an	3	4	4	5
Après 1 an et dans les 2 ans	2	3	2	4
Après 2 ans et dans les 3 ans	1	2	1	2
Après 3 ans et dans les 4 ans	1	0	1	1
Après 4 ans et dans les 5 ans	0	0	1	0
Après 5 ans	2		2	
Total	9	9	11	12
Moins : Escompte de la valeur actuelle	-2	-1	-2	-1
Total des dettes de location	7	8	9	11

Les informations complémentaires sur les flux de trésorerie liés aux contrats de location pour l'exercice clos le 31 décembre sont les suivantes :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2 024	2 023	2 024	2 023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Paiement en espèces pour les montants inclus dans l'évaluation des dettes de location	4	4	4	5

16. Actifs assujettis a un droit d'usage et engagements de location (suite)

Les composantes des charges locatives pour l'exercice clos le 31 décembre sont les suivantes :

Au 31 décembre	Groupe	
	2024	2023
	millions £	millions £
Amortissement		
Terrains et bâtiments	4	4
Machines, équipements et autres	0	0
Amortissement total	4	4
Autres charges		
Charges d'intérêts	0	0
Charges locatives variables		
Revenus de sous-location		0
Charges locatives nettes	4	4

17. Immobilisations incorporelles.**Politique.**

Les immobilisations incorporelles concernent les coûts de développement de logiciels informatiques. Ces coûts sont généralement passés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les coûts qui sont directement associés à des produits logiciels identifiables et uniques contrôlés par FCE et qui sont censés générer des avantages économiques futurs supérieurs aux coûts sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles. Les coûts directs comprennent les frais de personnel de l'équipe de développement des logiciels.

Les dépenses qui améliorent ou étendent de manière significative les performances des logiciels informatiques au-delà de leurs spécifications initiales sont comptabilisées comme des améliorations du capital et sont ajoutées aux coûts initiaux du logiciel. Les coûts de développement des logiciels informatiques comptabilisés à l'actif sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile, qui est de six ans pour les applications PC/réseau et de huit à quinze ans pour les applications centrales. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et des éventuelles charges de dépréciation. La dépréciation est testée à chaque date de rapport. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé dans le compte de résultat dans la rubrique « charges d'exploitation ».

	Société			Groupe		
	Logiciel		Total	Logiciel		Total
	Généré en interne	Acquis en externe		Généré en interne	Acquis en externe	
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Coût						
Au 1er janvier 2023	83	14	97	83	14	97
Ajouts	37		37	37		37
Transferts/cessions	-15	-2	-17	-15	-2	-17
Au 31 décembre 2023 / 1er janvier 2024	105	12	117	105	12	117
Ajouts	21		21	21		21
Transferts/cessions	-3	0	-3	-3	0	-3
Au 31 décembre 2024	123	12	135	123	12	135
Amortissement cumulé et dépréciation						
Au 1er janvier 2023	-38	-13	-51	-38	-13	-51
Charge d'amortissement pour l'exercice	-9		-9	-9		-9
Transferts/cessions	-1	2	1	-1	2	1
Au 31 décembre 2023 / 1er janvier 2024	-48	-11	-59	-48	-11	-59
Charge d'amortissement pour l'exercice	-10	0	-10	-10	0	-10
Transferts/cessions	1	0	1	1	0	1
Au 31 décembre 2024	-57	-11	-68	-57	-11	-68
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	57	1	58	57	1	58
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	66	1	67	66	1	67

18. Impôts sur le revenu à recevoir et à payer.

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Fiscalité britannique	9	17	9	17
Fiscalité outre-mer	23	26	23	27
Impôts sur le revenu à recevoir	32	43	32	44
Fiscalité britannique	-1		-1	
Fiscalité outre-mer	-15	-17	-24	-19
Impôts sur le revenu à payer	-16	-17	-25	-19
Impôts sur le revenu net à recevoir	16	26	7	25
Courant	7	26	-2	25
Non courant	9		9	
Total	16	26	7	25

19. Actifs et passifs d'impôts différés.

	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Au 1er janvier actif/(passif)	32	20	-4	-34
Pension/titres négociables OCI	0		0	
Crédit/(charge) du compte de résultat	-15	12	-3	25
Vente de Ford Bank gmbh			34	4
Écart de conversion des devises étrangères	-1		0	1
Au 31 décembre actif / (passif)	16	32	27	-4

19. Actifs et passifs d'impôts différés (suite)

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Actif d'impôt sur le revenu différé				
Amortissement fiscal accéléré	4	9	4	9
Pertes fiscales	14	18	14	18
Réserves pour pertes et autres écarts temporaires	6	6	17	8
Actif d'impôt sur le revenu différé	24	33	35	35
Passif d'impôt sur le revenu différé				
Amortissement fiscal accéléré	1	0	1	-35
Réserves pour pertes et autres écarts temporaires	-9	-1	-9	-4
Passif d'impôt sur le revenu différé	-8	-1	-8	-39
Au 31 décembre actif / (passif)	16	32	27	-4

L'impôt différé est provisionné en totalité, selon la méthode du report variable, sur les écarts temporaires entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé dans l'état des variations des capitaux propres.

L'impôt différé est déterminé en utilisant les taux d'imposition et les lois qui ont été pratiquement adoptés à la date du rapport et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé correspondant sera réalisé ou que le passif d'impôt différé sera réglé. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les écarts temporaires pourront être imputés.

	Note	Société		Groupe	
		2024	2023	2024	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £
Amortissement fiscal accéléré		-3	-3	-3	-10
Impôts (pertes)/gains		-4	-3	-4	-3
Réserves pour pertes et autres écarts temporaires		-8	18	4	38
Crédit/(charge) du compte de résultat	8	-15	12	-3	25

La loi de finances 2023 introduit le régime du deuxième pilier BEPS de l'OCDE au Royaume-Uni à partir de 2024. La législation du deuxième pilier a également été promulguée ou pratiquement promulguée dans certaines autres juridictions dans lesquelles le Groupe opère. La législation entrera en vigueur pour l'exercice financier du Groupe commençant le 1^{er} janvier 2024. Le Groupe est dans le champ d'application de la législation promulguée ou pratiquement promulguée et évalue actuellement l'exposition potentielle du Groupe aux impôts sur le revenu du deuxième pilier. L'évaluation de l'exposition potentielle aux impôts sur le revenu du deuxième pilier repose sur les déclarations fiscales, les rapports pays par pays et les états financiers les plus récents des entités constitutives du Groupe. Sur la base de cette évaluation, les taux d'imposition effectifs du deuxième pilier dans la plupart des juridictions dans lesquelles le Groupe opère sont supérieurs à 15 %. Toutefois, il existe un nombre limité de juridictions où la sphère de sécurité transitoire ne s'applique pas et où le taux d'imposition effectif du deuxième pilier est proche de 15 %. Le Groupe ne s'attend pas à être exposé de manière significative aux impôts sur le revenu du deuxième pilier dans ces juridictions.

20. Investissements dans d'autres entités.

Les investissements dans les filiales et entreprises du Groupe au 31 décembre sont les suivants :

Au 31 décembre	Société	
	2024	2023
	millions £	millions £
Valeur comptable nette au 1er janvier	1 044	1 044
Réduction des investissements dans les entreprises du Groupe	-802	
Investissement supplémentaire dans les entreprises du Groupe	20	
Valeur comptable nette au 31 décembre	262	1 044
Non courant	262	1 044
Valeur comptable nette au 31 décembre	262	1 044

Le poste « **réduction des investissements dans les entreprises du Groupe** » est principalement liée à la vente de la filiale de FCE, Ford Bank GmbH, à Ford ECO au cours de la période. Pour plus d'informations sur la vente de Ford Bank GmbH, voir la note 40 « Activités abandonnées ».

Le poste « **investissements supplémentaires dans des entreprises du Groupe** » concerne l'augmentation du capital social de Ford Credit Italia S.p.A.

Liste des sociétés consolidées

Filiales				
Entité	Pays de constitution	Activité principale	Date de référence comptable	Participation
Ford Credit Italia S.p.A	Italie	Société de financement	31 décembre	100%
Entités structurées (SE) (*)				
Entité	Pays de constitution	Actifs titrisés ou type de SE	Date de référence comptable	Participation
SE de détail actives				
Globaldrive Auto Receivables UK VFN 2017 Plc	Angleterre	Détaillant au Royaume-Uni	31 décembre	0%
Globaldrive Auto Receivables UK 2020-a Plc	Angleterre	Détaillant au Royaume-Uni	31 décembre	0%
Globaldrive auto Receivables UK 2023-a Plc	Angleterre	Détaillant au Royaume-Uni	31 décembre	0%
Globaldrive Italy Retail VFN 2022 S.R.L	Italie	Détaillant en Italie	31 décembre	0%
SE de gros actives				
Globaldrive Dealer Floorplan UK 2021 Plc	Angleterre	Grossiste au Royaume-Uni	31 décembre	0%
SE de détail inactives (en cours de liquidation) :				
Globaldrive auto Receivables UK 2020-b Plc	Angleterre	Détaillant au Royaume-Uni	En cours de liquidation	
(*) Quasi-filiales de la société telles que reconnues par la norme IFRS 10 et incluses dans la consolidation des comptes du Groupe				

21. Passifs financiers.**Politique.**

Les passifs financiers, qui comprennent principalement les montants dus aux banques et autres institutions financières, les dépôts, les titres de créance émis et les prêts subordonnés, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus.

Les passifs financiers qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont ensuite comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le produit net et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de vie de la dette sous-jacente.

Certains coûts de transaction, qui peuvent être directement associés à l'émission de passifs financiers, sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette et amortis dans les « charges d'intérêts » pendant la durée de la dette correspondante en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction qui ne peuvent pas être directement associés à l'émission de la dette sont comptabilisés en tant que « Charges d'exploitation ». Lorsque des commissions d'engagement sont encourues en

relation avec des facilités de crédit renouvelables et que l'on s'attend à ce que la facilité soit utilisée, les commissions sont initialement comptabilisées comme un actif et amorties linéairement en « charges d'intérêts » sur la durée totale de l'engagement.

Les dettes en devises étrangères sont converties en livres sterling aux taux de change en vigueur à la date du rapport et les gains et pertes sont enregistrés dans la rubrique « (perte)/gain de change » du compte de résultat. Le tableau ci-dessous présente un résumé du total des passifs financiers. Les dettes envers les banques et les institutions financières, dans le tableau ci-dessous, sont principalement constituées d'opérations de titrisation privées et d'un prêt de la BCE. Des détails supplémentaires sur les « Titres de créance émis » et les « Dettes envers la Société mère et les entreprises liées » sont fournis dans les tableaux suivants :

Au 31 décembre	Société				Groupe			
	2024		2023		2024		2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Dettes envers les banques et les institutions financières	534	537	581	584	2 690	2 708	2 855	2 881
Titres de créance émis	0				0		147	147
Dettes envers la Société mère et les entreprises liées	2 644	2 672	2 995	3 037	2 315	2 341	3 578	3 639
Total des passifs financiers	3 178	3 209	3 576	3 621	5 005	5 049	6 580	6 667
Courant	1 307		2 120		1 467		3 155	
Non courant	1 871		1 456		3 538		3 425	
Total des passifs financiers	3 178		3 576		5 005		6 580	

La « dette » est évaluée à sa juste valeur à des fins d'information, en utilisant, dans la mesure du possible, les prix cotés de la dette propre de FCE ayant approximativement les mêmes échéances restantes. Lorsque les prix cotés ne sont pas disponibles, FCE estime la juste valeur en utilisant les flux de trésorerie actualisés et les attentes du marché en matière de taux d'intérêt, de risque de crédit et de conditions contractuelles des instruments de dette. Pour certaines dettes à court terme dont la date d'échéance initiale est d'un an ou moins, elle suppose que la valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur de la dette est classée au niveau 2 de la hiérarchie.

21. Passifs financiers (suite)

— Titres de créance émis :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Dettes cotées :				
Euro Medium Term Notes émis				
Éléments non couverts				
Titres adossés à des actifs	0		0	147
Sous-total de la dette cotée :				147
Total des titres émis				147

En décembre 2024, FCE a renouvelé son programme d'Euro Medium Term Notes (EMTN) coté à la Bourse irlandaise avec une limite d'émission de 6 milliards de livres sterling. Le prospectus de base EMTN contient des informations relatives à tous les billets et est daté du 4 décembre 2024. Bien que FCE n'ait pas émis de dette dans le cadre du nouveau programme, les futurs billets cotés seront disponibles sur la liste officielle de la Bourse irlandaise et admis à la négociation sur le marché réglementé de la Bourse irlandaise.

L'adresse du site Internet de la Bourse irlandaise est fournie à la page 86.

« Titres adossés à des actifs » : pour plus d'informations, voir la note 22 « Titrisation et financements connexes ».

21. Passifs financiers (suite).**— Dettes envers la Société mère et les entreprises liées :**

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Prêts subordonnés :				
Prêts de Ford ECO	248	249	248	370
Dette senior :				
Prêts de Ford ECO	1 915	2 457	1 915	2 457
Prêts de Ford Credit	0		0	521
Dépôts reçus d'entreprises liées	9	16	9	16
Sous-total de la dette senior :	1 924	2 473	1 924	2 994
Produit net en espèces du financement structuré	346	76		
Dettes commerciales et autres dettes :				
Comptes créditeurs des entreprises liées	116	183	133	196
Intérêts courus	10	14	10	18
Sous-total dettes commerciales et autres dettes	126	197	143	214
Total des dettes à la Société mère et aux entreprises liées	2 644	2 995	2 315	3 578

Les « **prêts subordonnés** » énumérés ci-dessus sont des prêts qui remplissent les conditions d'éligibilité en tant qu'instruments de fonds propres de catégorie 2 et qui sont inclus dans le calcul des « fonds propres ». Les droits au paiement et aux intérêts relatifs à tous les prêts subordonnés seront, en cas de liquidation de la société/du Groupe, subordonnés aux droits de tous les créanciers non subordonnés de la société/du Groupe en ce qui concerne leurs créances seniors. Pour plus de détails, se référer aux « Informations du pilier 3 » non auditées.

La « **dette senior** » comprend les prêts accordés à des parties liées.

Le « **produit net en espèces du financement structuré** » représente le produit reçu lors du transfert de prêts à des SE. Ce passif est présenté net des intérêts conservés et ne constitue pas une obligation légale de la Société. Il n'est remboursable qu'à partir des recouvrements des prêts sous-jacents transférés au prestataire de financement ou des intérêts conservés.

22. Titrisation et financement connexe.

Les sources de financement de FCE comprennent des programmes de titrisation ainsi que d'autres opérations de financement garanties qui incluent généralement le transfert de « Prêts et avances aux clients » (titres adossés à des actifs) par le biais d'une variété de programmes et de structures.

Ces titres adossés à des actifs sont grevés par l'utilisation de ces programmes et ne peuvent donc pas être cédés, nantis ou transférés dans le cadre de ces programmes.

— Intérêts conservés :

La société conserve des droits de billets de second rang dans toutes ses opérations de titrisation. Pour les programmes de titrisation privés, la société détient également des droits conservés de premier rang dans plusieurs de ses programmes afin d'offrir une plus grande souplesse dans l'utilisation de sa capacité de titrisation engagée. Dans le cadre de ces programmes, les contreparties de financement sont légalement obligées, au choix de FCE, d'effectuer des avances en vertu des titres adossés à des actifs, réduisant ainsi le droit de premier rang de FCE et générant des produits de financement.

La société détient également des droits de premier rang dans certaines de ses structures publiques de titrisation à terme en tant que garantie éligible, principalement pour accéder aux facilités de liquidité des banques centrales. Pour les besoins de l'information réglementaire, les actifs sous-jacents à ces transactions sont considérés comme non grevés s'ils ne sont pas utilisés comme garantie (à l'exception des actifs relevant de la facilité du guichet d'escompte de la Banque d'Angleterre).

La société conserve le risque de crédit dans les opérations de titrisation par le biais de ses droits conservés de second rang qui fournissent diverses formes de rehaussement de crédit. Il s'agit notamment du surdimensionnement, des fonds de réserve ségrégués, des titres subordonnés et des marges excédentaires. En fournissant ces améliorations, FCE a conclu des transferts (tels que décrits dans la norme IFRS 9 « Instruments financiers ») qui ne remplissent pas les conditions requises pour la décomptabilisation des actifs sous-jacents. FCE continue donc à comptabiliser la valeur comptable de tous les actifs titrisés dans ses états de la situation financière.

Pour l'information réglementaire, à l'exception des actifs sous-jacents des transactions impliquant des facilités de liquidité de la Banque centrale mentionnées ci-dessus, ces actifs sont également déclarés comme étant grevés.

La société détient le droit à tout flux de trésorerie excédentaire généré par ces droits conservés. La capacité de la société à réaliser la valeur de ses droits conservés dépend des pertes de crédit réelles et du taux de remboursement anticipé des actifs titrisés.

La trésorerie disponible pour soutenir les obligations des SE au 31 décembre 2024, soit 187 millions de livres sterling (31 décembre 2023 : 256 millions de livres sterling), est incluse dans l'état de la situation financière de FCE à la note 9 « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

— Obligations permanentes :

La société n'a généralement aucune obligation de racheter ou de remplacer un actif titrisé qui devient par la suite en retard de paiement ou qui est autrement en défaut. En général, les investisseurs en titrisation n'ont aucun recours contre la société ou les autres actifs de la société pour les pertes de crédit sur les actifs titrisés et n'ont pas le droit d'exiger de la société qu'elle rachète leurs investissements. La société ne garantit aucun titre adossé à des actifs et n'a aucune obligation de fournir des liquidités ou d'apporter des contributions monétaires ou de faire des apports d'actifs supplémentaires aux SE, que ce soit en raison de la performance des actifs titrisés ou de la notation de la dette à court ou à long terme de la société. Toutefois, en tant que vendeur et gestionnaire des actifs titrisés, la société est censée apporter son soutien aux opérations de titrisation, ce qui est habituel dans le secteur de la titrisation.

Ces obligations comprennent des indemnisations, des obligations de rachat sur des actifs qui ne répondent pas aux critères d'éligibilité ou qui ont été matériellement modifiés, et, dans certains cas, des avances de service de certains montants.

Le tableau ci-dessous fournit des détails sur la juste valeur des actifs transférés qui ne sont pas décomptabilisés et des passifs associés :

Au 31 décembre	Groupe							
	2024				2023			
	Public	Privé	Valeur comptable	Juste valeur	Public	Privé	Valeur comptable	Juste valeur
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs financiers	1 310	3 433	4 743	4 788	2 066	4 501	6 567	6 556
Passifs financiers	0	-2 360	-2 360	-2 377	-147	-2 855	-3 002	-3 027
Droits conservés	1 310	1 073	2 383	2 411	1 919	1 646	3 565	3 529

22. Titrisation et financements connexes (suite).

Structures de transaction.

La société utilise à la fois des structures amortissables et renouvelables, et dans tous les cas, les programmes prévoient un financement apparié des prêts et des avances, la dette de titrisation ayant un profil d'échéance similaire à celui du prêt correspondant. La majorité de ses programmes comprennent également un engagement contractuel à financer les prêts et avances existants et futurs sous réserve de conditions décrites plus en détail ci-dessous.

Capacité de la structure renouvelable	Millions £
Solde au 1er janvier 2024	3 116
Capacité engagée arrivée à échéance en 2024	-2 294
Capacité engagée renouvelée et ajoutée en 2024	2 294
Action d'augmentation nette de la capacité	348
Action de réduction nette de la capacité	-0
Restructuration en Allemagne	-521
Écarts de change	-91
Solde au 31 décembre 2024	2 852

Dans les structures amortissables, qui impliquent la vente d'un ensemble statique d'actifs, le financement associé n'est remboursé que par la liquidation du prêt titrisé et, par conséquent, son profil d'échéance est similaire à celui des actifs connexes.

Dans les structures renouvelables, la société peut continuer à vendre de nouveaux actifs éligibles créés au cours d'une période convenue appelée période renouvelable, et obtenir un financement de la part des investisseurs de la transaction. Dans le cas où un engagement contractuel n'est pas renouvelé à la fin de la période renouvelable, tous les prêts titrisés au moment du non-renouvellement restent financés, et la dette correspondante est remboursée au fur et à mesure de la liquidation des prêts.

Au 31 décembre 2024, les structures renouvelables privées totalisaient 2,8 milliards de livres sterling de capacité engagée (2023 : 3,1 milliards de livres sterling), dont 2,2 milliards de livres sterling arrivent à échéance en 2025, le solde restant arrivant à échéance en 2026. Au 30 décembre 2024, 2,3 milliards de livres sterling (2023 : 2,4 milliards de livres sterling) de la capacité engagée renouvelable privée étaient utilisés.

Les transactions renouvelables contiennent chacune certaines caractéristiques qui pourraient empêcher la société de vendre des groupes d'actifs supplémentaires et entraîner l'amortissement de tout financement existant. Il s'agit, entre autres, de l'insolvabilité de FCE ou Ford, de pertes de crédit ou de niveaux de défaut sur le groupe d'actifs de détail dépassant les limites spécifiées, de taux de paiement sur les actifs de gros tombant en dessous des seuils convenus, et de rehaussements de crédit non maintenus aux niveaux requis. Aucune de ces opérations de titrisation ne comportait de clauses de défaut croisé.

23. Dépôts :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Dépôts des clients	6 294	6 298	6 294	8 947
Dépôts des concessionnaires	6	15	6	15
Total des dépôts	6 300	6 313	6 300	8 962
Courant	5 412	4 768	5 412	6 769
Non courant	888	1 545	888	2 193
Total des dépôts	6 300	6 313	6 300	8 962
Total de la juste valeur	6 285	6 291	6 285	8 938

« **Dépôts des clients** ». Une gamme de produits d'épargne à durée déterminée et flexible et des ISA (Royaume-Uni) sont proposés. Conformément aux exigences de financement de FCE, les dépôts des particuliers britanniques sont restés constants à 6,3 milliards de livres à la fin de l'exercice 2024.

Les « **dépôts des concessionnaires** » comprennent les montants utilisés pour atténuer les concentrations d'exposition. En cas de défaut de la contrepartie, une partie des dépôts peut être compensée par les montants dus à la société.

Les dépôts des clients constituent une source de financement pour FCE.

Tous les dépôts sont disponibles pour être utilisés dans les opérations quotidiennes.

24. Autres passifs et provisions.

Politique.

Des provisions sont comptabilisées lorsque FCE a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, la provision est actualisée. La comptabilisation d'une provision n'équivaut pas à la reconnaissance d'un passif ou d'une faute.

Aux fins de l'évaluation des positions fiscales incertaines, l'unité de mesure de FCE est l'autorité fiscale. Des provisions pour les positions fiscales incertaines sont constituées lorsqu'il est jugé « plus probable qu'improbable » qu'elles se concrétisent. Lorsqu'une gamme de résultats est possible, FCE applique une seule meilleure estimation sur une base « plus probable qu'improbable » à partir de la gamme de résultats possibles. Dans ce contexte, « plus probable qu'improbable » signifie une probabilité supérieure à 50 % qu'une position prise dans une déclaration fiscale ne soit pas maintenue en fin de compte.

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Autres passifs et provisions				
Intérêts courus sur la dette	92	88	95	98
Dettes commerciales	26	36	35	65
Garanties en espèces reçues		17	15	31
Charges à payer et produits différés	60	57	96	114
Subvention pour les contrats de location simple				18
Provisions légales et réglementaires (voir tableau ci-dessous)	66		72	
Autres provisions (voir tableau ci-dessous)	12	14	12	33
Total des autres passifs et provisions	256	212	325	359
Courant	197	212	266	359
Non courant	59		59	
Total des autres passifs et provisions	256	212	325	359

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des mouvements de provisions au cours de l'exercice.

	Société		Groupe	
	Légales et réglementaires	Restructuration	Légales et réglementaires	Restructuration
	2024	2024	2024	2024
	millions £	millions £	millions £	millions £
Mouvement des provisions				
Au 1er janvier 2024		14		33
Ajouts	67	10	73	17
Utilisé	-1	-11	-1	-17
Non utilisé		-1		-21
Au 31 décembre 2024	66	12	72	12

Le poste « **provisions légales et réglementaires** » comprennent un montant de 61 millions de livres sterling comptabilisé au quatrième trimestre 2024, pour refléter les sorties économiques estimées en relation avec les accords de commission pour couvrir l'éventuel plan de réparation de la FCA, y compris les coûts opérationnels, juridiques et de contentieux estimés. La valeur attendue estimée est basée sur plusieurs scénarios pondérés par des probabilités, y compris une éventuelle réparation basée sur une estimation du préjudice subi par le client. Sur la base de la déclaration de la FCA publiée le 11 mars 2025, les scénarios envisagés reflètent l'indication de la FCA selon laquelle, si elle conclut que les clients du secteur du financement automobile ont été lésés par des manquements généralisés des entreprises, il est probable qu'elle lancera un plan de réparation statutaire à l'échelle du secteur. Les intérêts légaux sont appliqués et inclus dans l'estimation globale de la provision. Toutefois, alors que l'examen de la FCA progresse et dans l'attente de l'issue du recours devant la Cour suprême, il subsiste une grande incertitude quant à l'ampleur des pertes subies par les clients et quant aux conditions d'un éventuel plan de réparation.

Les « **provisions pour restructuration** » résultent de diverses améliorations et ajustements de la structure de l'entreprise annoncés par la société et pour lesquels un programme de séparation a été proposé. Une provision est constituée pour le coût anticipé de la restructuration, y compris les coûts de séparation des employés, lorsqu'une obligation existe. Une obligation existe lorsque FCE dispose d'un plan formel détaillé pour restructurer une opération et qu'elle a suscité des attentes valables chez les personnes concernées par la restructuration en commençant à mettre en œuvre le plan ou en annonçant ses principales caractéristiques.

Les coûts associés ont été imputés aux « charges d'exploitation ».

25. Actions ordinaires et primes d'émission.

Au 31 décembre	Société et Groupe	
	2024	2023
	millions £	millions £
Attribuées, appelées et entièrement libérées au 1er janvier et au 31 décembre		
614 384 050 actions ordinaires de 1 £ chacune (2023 : 614 384 050)	614	614
Prime d'émission au 1er janvier et au 31 décembre	352	352

Capital social.

Il n'y a eu aucun changement dans le capital social émis de FCE au cours de l'exercice. Le compte de primes d'émission est considéré comme le capital permanent de FCE et n'est pas disponible pour la distribution. Aucun administrateur, dirigeant ou employé ne possède ou ne détient d'actions ou ne possède ou ne détient d'options sur des actions de la société ou de ses filiales.

Depuis le 1^{er} janvier 2003, le capital social total émis de FCE s'élève à 614 millions de livres sterling et se compose de 614 384 050 actions ordinaires de 1 livre sterling. Toutes les actions de FCE sont détenues par Ford ECO, une filiale indirecte détenue à 100 % par FMCC.

Convention de soutien.

En vertu d'une convention de soutien entre FMCC et FCE datée du 20 septembre 2004. FMCC a convenu avec FCE de conserver, directement ou indirectement, une participation majoritaire d'au moins 75 % du capital social émis de FCE et de maintenir ou de faire maintenir la valeur nette de FCE à au moins 500 millions de dollars américains.

La convention, d'une durée de cinq ans, prévoit que la date de résiliation est automatiquement reportée au 1^{er} février de chaque année pour une période supplémentaire d'un an se terminant le 31 janvier de l'année suivante. L'une ou l'autre des parties peut donner un préavis d'un mois pour mettre fin à la convention, auquel cas celle-ci prendra fin à la date de résiliation fixée à la dernière date d'extension précédente. Aucune des parties n'ayant donné de préavis écrit, la date de résiliation a été automatiquement prolongée d'un an, jusqu'au 31 janvier 2031.

26. Dividende par action.

FCE a déclaré et versé un dividende final de 500 millions de livres sterling (2023 : néant) à partir des réserves distribuables disponibles, à sa société mère Ford ECO en septembre 2024. Cela équivaut à environ 81,4 pence par action ordinaire.

27. Obligations en matière de prestations de retraite.

Les employés de tous les sites de FCE participent à des régimes de retraite à prestations et à cotisations définies. Les accords à prestations définies les plus importants auxquels participe FCE concernent les régimes de retraite de Ford UK, qui sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » en tant que régimes à prestations définies partageant les risques entre des entités sous contrôle commun. Ces régimes sont des régimes de retraite basés sur le dernier salaire gérés par Ford et la contribution de FCE liée à sa participation à ces régimes est déterminée sur la base d'une allocation du coût des services rendus au cours de l'exercice ; en aucun cas la contribution à payer n'est déterminée sur la base d'une allocation du coût net total des prestations définies, tel qu'il est mesuré en vertu de la norme IAS 19. Il n'y a pas d'accord contractuel ou de politique déclarée pour imputer le coût net des prestations définies du régime à FCE. Par conséquent, conformément à la norme IAS 19, FCE comptabilise ces régimes comme des régimes à cotisations définies en comptabilisant un coût égal à toutes les cotisations à payer pour la période. FCE ne comptabilise pas le passif ou l'actif net associé aux régimes dans l'état de la situation financière de la société ou dans l'état consolidé. Voir page 19 pour plus de détails sur le risque de retraite.

Les régimes auxquels FCE participe sont soumis aux cadres réglementaires du pays concerné, qui exigent généralement des niveaux de financement minimum. La politique de Ford est de contribuer annuellement, au minimum, aux montants requis par les lois et règlements applicables. Tous les régimes auxquels FCE participe ont satisfait aux exigences de financement minimum au 31 décembre 2024. Chaque régime est administré par des fiduciaires et des conseils de retraite, qui sont responsables de l'investissement des actifs du régime.

Au 31 décembre 2024, il n'y avait pas d'autres modifications, réductions ou règlements significatifs reconnus par Ford. Pour FCE, il n'y a pas de risques inhabituels, spécifiques à l'entité ou au régime, liés aux régimes de retraite britanniques. Suite à la vente de Ford Bank GmbH, les données de 2024 dans les tableaux suivants n'incluent pas les plans de retraite allemands, car FCE n'a plus de salariés qui y participent.

27. Obligations en matière de prestations de retraite (suite)

— **Régimes de retraite gérés par Ford auxquels participent les salariés de la société :**

Les détails des régimes sont présentés ci-dessous, avec les informations présentées pour l'ensemble des régimes.

	2024				2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Catégorie d'actifs								
Capitaux propres								
Entreprises américaines	69	0	0	69	1 450			1 450
Entreprises internationales	29	17	0	46	961	6		967
Total des capitaux propres	98	17		115	2 411	6		2 417
Revenus fixes								
Gouvernement des États-Unis	2	11		13	12	12		24
Gouvernement non américain		3 763		3 763		4 488	77	4 565
Obligations d'entreprises		442	22	464		503	27	530
Hypothèques/autres actifs adossés		115	4	119		117	5	122
Fonds communs de placement		58		58		53		53
Instruments financiers dérivés	-0	-4	37	33		10	30	40
Total des revenus fixes	2	4 385	63	4 450	12	5 183	139	5 334
Alternatives								
Fonds de couverture (a)			251	251			269	269

Capital-investissement (b)			101	101			122	122
Immobilier (c)			107	107			106	106
Total des alternatives			459	459			497	497
Trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	-229			-229	-639			-639
Autres (e)	-81		318	237	-74		2 358	2 284
Total des actifs à la juste valeur	-210	4 402	840	5 032	1 710	5 189	2 994	9 893

(a) Portefeuille diversifié de fonds de couverture appliquant des stratégies classées dans les catégories suivantes : « equity long/short », « event driven », « global macro », « relative value » et « multi-strategy ».

(b) Investissements dans des fonds d'investissement privés (fonds de fonds) appliquant des stratégies classées comme capital-risque et rachats.

(c) Investissement dans des fonds immobiliers privés.

(d) Principalement des fonds de placement à court terme pour fournir des liquidités aux gestionnaires de placements des régimes et des liquidités détenues pour payer les prestations.

27. Obligations en matière de prestations de retraite (suite)

Les obligations totales des régimes britanniques pour 2024 s'élevaient à 4 milliards de livres (2023 : 12 milliards de livres).

— Hypothèses.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées par Ford pour déterminer la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les principaux régimes de retraite gérés par Ford auxquels participent les employés de FCE sont présentées ci-dessous.

		2024	2023
Principales hypothèses actuarielles à la date du rapport		%	%
Taux d'actualisation		5,5	2,0
Augmentations salariales futures		3,5	1,7
Augmentations futures des retraites		2,0	1,1
Augmentations futures des retraites (discrétionnaires)		Néant	Néant
L'espérance de vie moyenne en années		Ans	Ans
D'un membre prenant sa retraite à 65 ans	Homme	21,8	20,8
A la date du rapport est la suivante	Femme	23,1	22,9
L'espérance de vie moyenne en années			
D'un membre prenant sa retraite à 65 ans,	Homme	22,8	22,6
20 ans après la date du rapport est la suivante	Femme	24,3	24,7

(ii) Coûts des régimes de retraite :

Le régime de retraite total de FCE, y compris les contributions aux régimes parrainés par Ford, les dépenses encourues pour les régimes à prestations définies de FCE et les contributions aux régimes à cotisations définies s'élevaient à 9 millions de livres sterling (2023 : 11 millions de livres sterling). Les contributions devraient rester à des niveaux similaires en 2025.

(iii) Régimes à prestations définies gérés par l'entreprise :

FCE gère des régimes à prestations définies en Autriche, en France et en Espagne. Le total des dépenses réelles en 2024 était de 92 000 £ (2023 : 2 000 £), et il y avait un déficit total des obligations par rapport aux actifs de 0,5 million de £ (2023 : 0,8 million de £).

(iv) Régimes à cotisations définies :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Total des contributions comptabilisées dans l'année	2	2	3	3

28. Passifs éventuels, garanties financières et engagements.**Politique.**

Les passifs éventuels sont des obligations possibles dont l'existence ne sera confirmée que par des événements futurs incertains ou des obligations actuelles pour lesquelles le transfert d'avantages économiques n'est pas probable ou ne peut être mesuré de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais sont indiqués, sauf s'ils sont éligibles.

Litiges et autres réclamations.

Certaines actions en justice et réclamations, y compris des réclamations relatives à des accords de commission, sont en cours ou pourraient être intentées ou revendiquées dans le futur contre le Groupe concernant des relations financières et autres relations contractuelles. Les litiges sont soumis à de nombreuses incertitudes, et l'issue de chaque litige n'est pas prévisible avec certitude. Le Groupe a constitué des provisions pour certaines actions en justice et réclamations lorsque les pertes sont jugées probables et peuvent être raisonnablement estimées. Il est raisonnablement possible que certaines réclamations pour lesquelles des provisions n'ont pas été constituées fassent l'objet d'une décision défavorable au Groupe et que celui-ci doive payer des dommages-intérêts ou engager d'autres dépenses pour des montants ou une fourchette de montants qui ne peuvent être estimés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le Groupe ne s'attend pas raisonnablement, sur la base d'une analyse interne, à ce que ces questions aient un effet significatif sur les futurs états financiers d'un exercice particulier, bien qu'une telle issue soit possible.

Garanties.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis à la valeur la plus élevée entre la provision pour pertes et le montant initial diminué des produits comptabilisés le cas échéant.

Les contrats de garantie financière exigent de l'émetteur de la garantie qu'il effectue des paiements spécifiques dans le cadre du contrat afin de rembourser le bénéficiaire de la garantie pour une perte que le bénéficiaire subit parce qu'une partie spécifiée ne remplit pas les obligations stipulées à l'échéance, conformément aux termes de l'accord initial.

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Garanties fournies au nom de Ford :				
Ministère espagnol de l'industrie et autorités régionales	1	27	1	27
Autorités douanières, inspection fiscale et agences	11	11	11	11
Atténuation de l'exposition	124	217		
Total des garanties fournies au nom de Ford	136	255	12	38
Fonds de protection des dépôts de FBG		597		
Autres garanties fournies à des tiers	0		0	
Total des garanties	136	852	12	38

Le « **total des garanties fournies au nom de Ford** » comprend les dettes et autres obligations financières de Ford. Ces accords sont contre-garantis par Ford et une commission est payable par Ford pour la garantie.

Le poste « **ministère espagnol de l'industrie et autorités régionales** » concerne les prêts et subventions accordés pour des investissements dans l'usine Ford de Valence. Ces garanties ont été fournies au nom de Ford España SL au ministère espagnol de l'industrie et aux autorités régionales.

28. Passifs éventuels, garanties financières et engagements (suite)

Le poste « **autorités douanières, inspection fiscale et agences** » concerne les droits et taxes d'immatriculation sur les véhicules et éléments importés et autres taxes fournies à diverses autorités douanières et fiscales européennes.

Le poste « **atténuation de l'exposition** » concerne les garanties fournies au nom de Ford Credit Europe à Ford Credit Italia S.p.A, afin d'atténuer le risque de crédit et de continuer à respecter les réglementations européennes limitant les expositions aux groupes liés.

Le poste « **fonds de protection des dépôts de FBG** » concerne les garanties de la contribution de Ford Bank GmbH (FBG) au fonds de protection des dépôts (DPF) afin de soutenir le programme de prise de dépôts de FBG. Le DPF protège les déposants pour les montants qu'ils déposent au-delà de 100 000 €. FCE rembourserait le DPF en cas d'indemnisation des déposants de FBG par le DPF. À la fin de l'exercice 2024, FBG ne fait plus partie du Groupe de FCE et, par conséquent, la société ne fournit plus de garanties relatives au DPF.

Engagements.

FCE fait des offres de prêt à des clients particuliers pour l'achat de véhicules neufs et d'occasion qui peuvent être annulées sans condition et ne sont donc pas classées en tant qu'engagements. Au 31 décembre 2023, FCE a déclaré 443 millions de livres sterling d'engagements qui n'étaient pas annulables sans condition concernant FBG, qui ne faisait plus partie du Groupe à la fin de l'exercice.

29. Risque de crédit.

En tant que prestataire de produits financiers pour l'automobile, la principale source de risque de crédit de FCE est l'éventualité d'une perte due au fait qu'un client ou un concessionnaire n'effectue pas ses paiements conformément aux conditions contractuelles. FCE pourrait subir une perte de crédit en cas de défaut de la contrepartie à un dérivé de taux d'intérêt ou de devises étrangères avec FCE. Ce risque est connu sous le nom de risque de crédit de la contrepartie et, dans le cas des dérivés de taux d'intérêt, il est atténué par les garanties en espèces que FCE échange avec la plupart de ses contreparties dans le cadre d'accords de marge.

29a) Prêts et avances.

Les informations de gestion sur la qualité de crédit des prêts et avances de FCE sont fournies par segment de produit dans les sections suivantes.

— Vente au détail :

Lors de l'origination de contrats de vente au détail et de location-financement, FCE utilise un système de notation exclusif qui mesure la qualité de crédit du prêt proposé à l'aide de plusieurs facteurs tels que les informations du bureau de crédit, les scores de risque de crédit à la consommation, les caractéristiques du client et les caractéristiques du contrat.

Comme l'explique la note 13 « Provision pour pertes de crédit attendues », selon la norme IFRS9, les provisions pour pertes de crédit sont évaluées à chaque date de rapport selon un modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues (ECL) en trois phases. Le modèle ECL calcule la perte de crédit attendue pour chaque période à terme attendue (mensuelle) durant la durée de vie du portefeuille. La somme des pertes de crédit attendues pour les 12 premières périodes à terme représente la perte attendue sur 12 mois (phase 1) ; la somme des pertes de crédit attendues pour toutes les périodes à terme représente la perte attendue sur la durée de vie (phases 2 et 3).

— Vente en gros :

FCE utilise un modèle de notation exclusif pour évaluer la qualité de crédit des concessionnaires. Le modèle prend en compte les informations financières, y compris la rentabilité, le capital et la liquidité à un moment donné, ainsi que d'autres facteurs de performance. Ce modèle est complété par une méthodologie fondée sur le jugement qui fournit un cadre structuré dans lequel des informations financières supplémentaires ainsi que d'autres facteurs clés qualitatifs et non financiers sont évalués. Ces autres facteurs, qui sont considérés comme importants pour prédire la capacité d'un concessionnaire à respecter ses obligations actuelles et futures, comprennent des éléments tels que les tendances financières, la qualité de la gestion, le risque lié à l'activité/au secteur et les passifs éventuels. Le modèle et la méthodologie font l'objet d'une révision afin de confirmer l'importance commerciale et la prévisibilité statistique des facteurs et sont mis à jour pour intégrer de nouveaux facteurs ou d'autres informations qui améliorent leur prévisibilité.

FCE a une politique de limitation des contreparties de gros basée sur les niveaux d'exposition et les notations de risque. Les plus grandes concentrations sont suivies quotidiennement et des rapports par valeurs sont préparés mensuellement et sont régulièrement examinés par le comité de la politique de crédit et du risque de crédit et par le comité des risques du Conseil.

29. Risque de crédit (suite)

À des fins de suivi et de contrôle, chaque concessionnaire se voit attribuer une note de risque (Dealer Risk Rating - DRR) basée sur les résultats du modèle de notation. Ceux-ci ont été regroupés dans le tableau ci-dessous afin de fournir une vue d'ensemble de la composition du risque du portefeuille de concessionnaires de FCE. Les concessionnaires sont affectés à l'un des quatre groupes suivants, en fonction de leur niveau de risque :

- Groupe I - indicateurs forts à supérieurs
- Groupe II - indicateurs justes à favorables
- Groupe III - indicateurs marginaux à faibles
- Groupe IV - indicateurs mauvais, y compris les concessionnaires classés comme irrécouvrables

L'analyse de la qualité de crédit des créances de financement des concessionnaires de FCE pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et 2023 était la suivante :

Au 31 décembre	2024	2023
	Total	Total
	millions £	millions £
Groupe I	3 938	4 257
Groupe II -	750	1 498
Groupe III -	244	169
Groupe IV -	0	29
Total des créances de financement des concessionnaires	4 932	5 953

— Expositions performantes et non performantes :

Les expositions performantes sont des créances qui ne sont pas considérées comme non performantes et qui sont comptabilisées dans les phases 1 et 2 de la norme IFRS9 pour le provisionnement des pertes de crédit.

Les expositions non performantes sont déclarées selon la phase 3 de la norme IFRS9 et sont celles qui répondent à l'un des critères suivants :

- i. les expositions importantes en souffrance depuis plus de 90 jours
- ii. lorsque le client est considéré comme peu susceptible de payer ses obligations de crédit dans leur intégralité sans la réalisation d'une garantie, indépendamment de l'existence d'un montant en souffrance ou du nombre de jours de retard

- iii. les expositions signalées comme étant en cours de renégociation et qui n'ont pas été exécutées, c'est-à-dire que tous les paiements n'ont pas été reçus en totalité et à temps, pendant plus de 12 mois à compter de la date à laquelle l'exposition a été signalée comme étant en cours de renégociation

L'analyse de l'ancienneté des créances de détail, de location-financement et de gros de FCE pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et 2023 est la suivante :

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Expositions performantes				
Retard de paiement inférieur ou égal à 30 jours	8 631	7 908	11 977	15 001
31-90 jours de retard	12	9	23	23
Total des expositions performantes	8 643	7 917	12 000	15 024
Expositions non performantes				
Retard de paiement inférieur ou égal à 90 jours	15	31	19	87
91-180 jours de retard	3	2	5	6
Retard de paiement de plus de 180 jours	4	3	10	15
Total des expositions non performantes	22	36	34	108
Total des expositions	8 665	7 953	12 034	15 132
Ratio des prêts non performants (*)	0,3 %	0,5 %	0,3 %	0,7 %
(*) Ratio des prêts non performants = Total des expositions non performantes / Total des expositions.				

29. Risque de crédit (suite)

Garantie.
Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit au sein des prêts et avances, sans tenir compte des garanties détenues ou d'autres rehaussements de crédit au 31 décembre 2024, est de 12 021 millions de livres sterling (2023 : 15 115 millions de livres sterling), soit la valeur des prêts et avances aux clients, comme indiqué à la note 12 « Prêts et avances aux clients ».

Le risque de crédit maximum est réduit par la garantie détenue qui, pour la majorité des plans de financement de détail, de crédit-bail et de gros, comprend des plans de rétention de titres ou une garantie similaire sur le véhicule sous-jacent.

Les chiffres de la garantie sont estimés sur la base de l'évaluation actuelle du marché des actifs sous-jacents pour le Royaume-Uni, en utilisant des données de guides commerciaux externes réputés, puis en prenant la valeur la plus faible entre le solde impayé et la valeur du guide commercial pour calculer un pourcentage de garantie qui est appliqué au portefeuille respectif. Pour les autres marchés, on utilise l'expérience historique de recouvrement qui tient compte des caractéristiques de chaque marché et des stratégies de recouvrement employées. La mesure interne de l'expérience passée en matière de recouvrement concerne principalement les comptes de pertes, ce qui est, par définition, une approche conservatrice, le pourcentage de recouvrement étant appliqué à l'ensemble du portefeuille pour chaque marché. La seule exception aux approches ci-dessus est lorsque les caractéristiques du marché signifient que la rétention du titre ou d'un droit similaire n'est pas typiquement conservée par FCE, dans ces cas, une valeur de garantie nulle est supposée. Au 31 décembre 2024, la valeur des garanties est de 2 910 millions de livres sterling (2023 : 4 851 millions de livres sterling) en ce qui concerne les contrats de vente au détail et de location-financement et de 4 842 millions de livres sterling pour la vente en gros (2023 : 5 853 millions de livres sterling).

La valeur des prêts et avances de FCE considérés comme dépréciés à la date du rapport est de 34 millions de livres sterling (2023 : 108 millions de livres sterling) et le montant des garanties détenues sur les créances dépréciées au 30 décembre 2024 est de 19 millions de livres sterling (2023 : 83 millions de livres sterling).

Renégociation et modification des prêts.
Les mesures de renégociation consistent en des concessions accordées à un emprunteur (client ou concessionnaire) qui éprouve ou est sur le point d'éprouver des difficultés à honorer ses engagements financiers. Il peut s'agir, par exemple, de congés de paiement ou de paiements réduits pour une durée convenue, dans l'espoir que le client règle l'intégralité du prêt. Le nombre de jours d'arriérés pour les clients des contrats de vente au détail et de location-financement renégociés est déterminé sur la base des conditions de concession révisées.

Le total des expositions renégociées pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

Au 31 décembre	2024	2023
	millions £	millions £
Ventes au détail		
Expositions performantes	2	7
Expositions non performantes	6	16
Total des expositions de détail renégociées	8	23
Ventes en gros		
Expositions performantes		
Expositions non performantes	13	46
Total des expositions de gros renégociées	13	46
Total des expositions renégociées	21	69

29. Risque de crédit (suite)

29b) ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTAT

Instruments financiers dérivés.

La majorité des produits dérivés de FCE font l'objet d'une compensation centrale avec des contreparties centrales qualifiées (QCCP) ou d'une compensation bilatérale avec des institutions financières bénéficiant d'une notation de qualité. En outre, FCE effectue des transactions avec une partie liée à Ford, une entité non cotée. FCE fixe des limites pour ses expositions aux institutions financières qui sont basées sur les notations de crédit des institutions.

La juste valeur globale des produits dérivés en position d'actifs qui ne font pas l'objet d'une compensation centrale ou bilatérale au 31 décembre 2024 est de 73 millions de livres sterling (2023 : 42 millions de livres sterling), ce qui représente la perte potentielle maximale à cette date si toutes les contreparties ne respectaient pas les engagements pris dans le cadre du contrat. Pour plus de détails, voir la note 10 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

Pour plus de détails sur l'évaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur, voir la note 10 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

30. Valeurs résiduelles des véhicules.

Le tableau suivant présente le portefeuille existant de contrats de vente au détail et de location-financement de FCE, au 31 décembre 2024, pour lequel FCE détient le principal risque de valeur résiduelle. Ces valeurs sont incluses dans les « Prêts et avances aux clients » dans l'état de la situation financière. Le tableau ci-dessous présente les chiffres du Groupe.

Au 31 décembre	Groupe	
	2024	2023
	millions £	millions £
Exercice au cours duquel la valeur résiduelle sera récupérée		
Dans un délai d'un an	887	594
Entre 1 et 2 ans	876	1 223
Entre 2 et 5 ans	1 050	1 076
Plus de 5 ans		
Total des valeurs résiduelles	2 813	2 893

Le risque de valeur résiduelle des véhicules est la possibilité que le montant que FCE obtient des véhicules restitués soit inférieur à l'estimation de la valeur résiduelle attendue pour le véhicule.

Les provisions pour valeur résiduelle sont maintenues pour refléter le niveau de risque lié à la valeur résiduelle des véhicules dans les états financiers. Pour plus de détails, voir la note 14 « Provision pour pertes de valeur résiduelle des véhicules ».

Valeurs résiduelles des contrats de vente au détail et de location-financement.

Les chiffres relatifs à la valeur résiduelle des contrats de vente au détail et de location-financement inclus dans le tableau ci-dessus supposent que tous les véhicules pour lesquels FCE est soumise au risque de valeur résiduelle seront restitués. Les valeurs résiduelles sont établies par référence à diverses sources de connaissances indépendantes et exclusives.

FCE est soumise au risque de valeur résiduelle des véhicules sur certains produits de vente au détail ou de location-financement à paiement forfaitaire lorsque le client peut choisir de restituer le véhicule financé à FCE à la fin du contrat. Les paiements finaux facultatifs (ci-après « OFP ») sur ces plans de financement de détail sont fixés en dessous de la valeur de marché future afin de protéger les capitaux des clients et de promouvoir les produits de gestion du cycle commercial. La politique habituelle de FCE est que les OFP doivent être inférieurs à la valeur de marché future et ce tampon est augmenté pour les durées inférieures à 24 mois. Cette politique est un facteur clé qui explique que le taux de rendement annuel (pour les véhicules financés dans le cadre de

plans de financement de détail où FCE est soumise au risque de valeur résiduelle) soit de 0,17 % (2023 : 0,00 %) du portefeuille arrivant à échéance.

Analyse de sensibilité.

Si les valeurs résiduelles du portefeuille existant de contrats de vente au détail et de location-financement de FCE, au 31 décembre 2024, arrivant à échéance en 2025, devaient diminuer de 1 % du prix catalogue initial en dessous des valeurs provisionnelles actuelles dans le cadre d'un scénario de crise, on estime que l'impact négatif sur le bénéfice du Groupe serait d'environ 1,3 million de livres sterling et que le taux de rendement estimé sur les contrats de gestion du cycle commercial pourrait augmenter jusqu'à 3,7 %. Dans le cas d'une réduction de 5 %, l'impact négatif sur les bénéfices augmenterait de 10,9 millions de livres (12,2 millions de livres au total) et le taux de rendement prévu passerait à 6,6 %.

Dans l'hypothèse d'une récession durable, la réduction de 5 % du prix catalogue par rapport aux valeurs provisionnelles actuelles, appliquée aux contrats de vente au détail et de location-financement existants arrivant à échéance en 2026, aurait un impact supplémentaire estimé à 7,2 millions de livres sterling.

31. Risque de marché.

L'objectif de la gestion du risque de marché de FCE est de limiter l'impact des variations des taux d'intérêt et des taux de change sur la marge et la rentabilité de FCE. Le suivi et la gestion des risques de taux d'intérêt et de change, effectués par FCE, font partie intégrante de son programme global de gestion des risques, dans lequel l'imprévisibilité des marchés financiers est prise en compte, et dont le but est de réduire les effets préjudiciables potentiels sur les résultats d'exploitation.

Politique en matière de produits dérivés.

L'exposition au risque de marché est réduite par le recours à des produits dérivés de taux d'intérêt et de change. La stratégie de FCE en matière de produits dérivés est conçue pour atténuer les risques ; les produits dérivés ne sont pas utilisés à des fins spéculatives.

Les principales politiques en matière de produits dérivés sont les suivantes :

- Interdiction de l'utilisation à des fins spéculatives
- Interdiction d'utiliser des positions à effet de levier
- Exigence d'une analyse régulière et approfondie de l'exposition
- Établir et documenter le traitement comptable au début de la transaction
- Compensation de certains produits dérivés avec des contreparties centrales de compensation, comme l'exige la réglementation EMIR
- Dépôt d'une garantie auprès de la contrepartie lorsque les produits dérivés ne sont pas compensés de manière centralisée
- Limites d'exposition établies (y compris les dépôts en espèces) avec les contreparties pour les produits dérivés non compensés de manière centralisée
- La rémunération des employés du Trésor n'est pas liée à la performance commerciale des individus

Contrôle des produits dérivés.

Les politiques et les contrôles de la société sont en place pour gérer ces risques, y compris les tests d'efficacité des produits dérivés pour les produits dérivés désignés dans une relation de couverture.

Les contrôles clés des produits dérivés sont :

- Examens réguliers par la direction des politiques, des positions et des actions prévues
- Contrôles transactionnels, y compris la séparation des tâches, les pouvoirs d'approbation, les devis concurrentiels et les procédures de confirmation
- Examen régulier des évaluations du portefeuille à la valeur de marché et des expositions potentielles futures
- Surveillance de la solvabilité des contreparties
- Audits internes pour évaluer les contrôles et le respect des politiques
- Déclaration de tous les produits dérivés aux référentiels approuvés par la FCA ou l'ESMA (le cas échéant)
- Rapprochements réguliers des portefeuilles avec toutes les contreparties
- Confirmation en temps utile de tous les produits dérivés de gré à gré (OTC).

Le tableau suivant donne des exemples de certaines activités entreprises, des risques connexes associés à ces activités et des types de produits dérivés utilisés pour gérer ces risques.

Note	Activité	Risque	Type de produit dérivé
32a)	Investissement et financement en devises étrangères	Sensibilité à l'évolution des taux de change en devises étrangères	Contrats de change à terme
32b)	Financement d'actifs à taux variable ou à plus court terme avec une dette à taux fixe à plus long terme	Sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt découlant des caractéristiques de la réévaluation des actifs ne correspondant pas à la réévaluation du passif	Payer un taux variable et recevoir des swaps de taux d'intérêt fixe
	Financement d'actifs à taux fixe à plus long terme avec une dette à taux variable ou à plus court terme	Sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt découlant des caractéristiques de la réévaluation des actifs ne correspondant pas à la réévaluation du passif	Payer un taux fixe et recevoir des swaps de taux d'intérêt variable
	Financement des actifs à indices différents de passif	Sensibilité des actifs à prix fixés sur la base d'indices avec des durées différentes pour les passifs	Swaps de base

32a) Risque de change.

Outre le Royaume-Uni, la société exploite des succursales actives dans trois autres pays européens et possède une filiale en Italie qui fournit une variété de financements de gros et de détail (voir la note 20 « Investissements dans d'autres entités »). La monnaie fonctionnelle des activités du Groupe et de la société en dehors du Royaume-Uni est l'euro.

Les principales monnaies fonctionnelles sont donc l'euro et la livre sterling. Comme FCE présente ses états financiers du Groupe et de la société en livres sterling, ceux-ci seront affectés par les fluctuations des taux de change entre l'euro et la livre sterling. La société ne couvre pas les investissements structurels en devises étrangères dans les opérations à l'étranger, car chaque investissement est considéré comme étant de nature à long terme. L'effet des variations des devises étrangères sur ces investissements est comptabilisé dans les capitaux propres par le biais de la réserve de conversion. La politique de FCE consiste à détenir des actions dans ses succursales et filiales à l'étranger afin de couvrir ses ratios de capital contre les fluctuations des taux de change.

FCE utilise la livre sterling comme monnaie de présentation dans ses états financiers parce qu'elle est principalement enregistrée et réglementée en tant que banque au Royaume-Uni et que son siège social est situé dans le même pays.

La politique de FCE est de minimiser l'exposition des résultats d'exploitation aux variations des taux de change. Des contrôles sont en place pour limiter l'importance des risques de change transactionnel. Pour atteindre ses objectifs de financement, la société emprunte en euros et en livres sterling. Le risque de taux de change se produit s'il existe un décalage entre la devise des créances et la devise de la dette finançant ces créances.

Dans la mesure du possible, FCE finance les prêts et les avances avec des dettes dans la même devise, ce qui minimise le risque lié aux fluctuations des taux de change. Lorsqu'une autre devise est utilisée, la société a pour politique d'utiliser des produits dérivés sur devises pour convertir la quasi-totalité des obligations de la dette en devises étrangères dans la devise locale du pays de l'emprunt.

La couverture du risque de change transactionnel de FCE limite les gains et les pertes dus aux variations des taux de change comptabilisés dans le compte de résultat.

Les actifs nets des opérations étrangères qui donnent lieu au gain ou à la perte non réalisé(e) comptabilisé(e) dans les réserves de conversion de FCE sont détaillés ci-dessous avec les réserves associées.

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs nets des opérations étrangères				
Euro	511	394	854	1 624
Autres devises autres que l'euro		4		4

Au 31 décembre	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023 (Retraité)(*)
	millions £	millions £	millions £	millions £
Réserve de conversion				
Euro	154	350	145	344
Autres devises autres que l'euro	30	32	28	32
Total	184	382	173	376

(*) Les écarts de conversion (FCTA) historiques d'une ancienne filiale cédée avant 2023 n'ont pas été recyclés à l'époque dans la réserve de profits et pertes. Ce montant a été reclassé en tant qu'ajustement de la période précédente, de la réserve de conversion à la réserve de profits et pertes. Le total des capitaux propres du Groupe n'a pas changé à la suite de cette reclassification.

32b) Risque de taux d'intérêt.

La base d'actifs de FCE se compose principalement de contrats de vente à tempérament au détail à taux fixe, d'une durée de vie moyenne d'environ trois ans, et de prêts de financement de gros à taux variable, d'une durée de vie moyenne d'environ trois mois. Les sources de financement sont principalement les dépôts de détail, la titrisation et la dette à terme non garantie, y compris les prêts interentreprises. FCE utilise une couverture naturelle du risque de taux d'intérêt, en faisant correspondre ses actifs de détail avec ses passifs de dépôts de détail, en utilisant les conditions contractuelles des dépôts à taux fixe et le comportement des dépôts flexibles. Après avoir pris en compte la couverture naturelle, FCE a pour politique d'exécuter des swaps de taux d'intérêt pour combler les disparités restantes entre les caractéristiques des taux d'intérêt des actifs et des passifs, à l'intérieur d'une fourchette de tolérance. Cette politique d'appariement vise à maintenir les marges et à réduire la volatilité des bénéfices.

En raison des processus de gestion du risque de taux d'intérêt de FCE (y compris la couverture par des produits dérivés) et du fait qu'une partie des actifs est financée par des fonds propres, le niveau total de réévaluation des actifs est supérieur au niveau de réévaluation de la dette. Toutes choses étant égales par ailleurs, cela signifie que pendant une période de hausse des taux d'intérêt, les produits d'intérêts perçus sur les actifs de FCE augmenteront plus rapidement que les charges d'intérêts payées sur

sa dette, augmentant ainsi les produits nets d'intérêts avant impôt. De même, pendant une période de baisse des taux d'intérêt, FCE s'attendrait à ce que ses produits nets d'intérêts avant impôt diminuent initialement.

L'ALCO de FCE examine mensuellement les écarts de réévaluation et les écarts de base, ainsi que les swaps de taux d'intérêt conclus chaque mois afin de maintenir l'exposition dans les seuils approuvés.

Pour fournir une mesure quantitative de la sensibilité des produits nets d'intérêts avant impôt aux variations des taux d'intérêt, FCE utilise des scénarios de taux d'intérêt. Ces scénarios supposent une augmentation ou une diminution hypothétique et instantanée des taux d'intérêt de cent points de base pour toutes les échéances (un « glissement parallèle »), ayant un impact à la fois sur l'actif et le passif, ainsi qu'un scénario de base qui suppose que les taux d'intérêt restent constants aux niveaux existants. Ces scénarios de taux d'intérêt ne représentent pas une anticipation des mouvements futurs des taux d'intérêt. Les différences de produits nets d'intérêts avant impôt entre ces scénarios et le scénario de base sur une période de douze mois représentent une estimation de la sensibilité des produits nets d'intérêts avant impôt de FCE. La sensibilité des produits d'intérêt aux variations des taux d'intérêts dans les 12 mois suivant l'exercice clos le 31 décembre 2024 et 2023 est détaillée ci-dessous. Ces chiffres ne comprennent pas les gains ou les pertes résultant des ajustements de la juste valeur des produits dérivés.

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessous suppose une variation de 100 points de base de la courbe des taux en fin d'exercice, qui est à la fois instantanée et parallèle et qui a un impact sur la réévaluation des actifs et des passifs. En réalité, les changements de taux d'intérêt sont rarement instantanés ou parallèles et les taux peuvent évoluer plus ou moins que le point de pourcentage supposé. En outre, la direction dispose d'un pouvoir discrétionnaire sur la fixation du prix de ses nouveaux actifs, et peut modifier le prix des actifs dans une mesure plus ou moins grande que celle du prix de ses passifs. Par conséquent, l'impact réel sur les produits nets d'intérêts avant impôt pourrait être supérieur ou inférieur aux résultats détaillés ci-dessous.

	Groupe	
	2024	2023
	millions £	millions £
Impact d'un changement de taux de 100 points de base sur les produits nets d'intérêts		
Euro	8	10
Livre sterling	10	8
Autre		
Augmentation	18	18
Euro	-8	-10
Livre sterling	-10	-8
Autre		
Diminution	-18	-18

Bien que l'analyse de sensibilité présentée soit la meilleure estimation de FCE des impacts des scénarios de taux d'intérêt supposés spécifiés, les résultats réels pourraient différer de ceux projetés. Le modèle utilisé pour effectuer cette analyse dépend fortement d'hypothèses. Le modèle comprend des hypothèses concernant le réinvestissement du capital des actifs arrivant à échéance, le refinancement de la dette arrivant à échéance et le remboursement prévu des contrats de location et de vente à tempérament de détail avant la date d'échéance du contrat. Les projections de remboursement avant l'échéance contractuelle sont basées sur l'expérience historique. Si les taux d'intérêt ou d'autres facteurs changent, l'expérience réelle de remboursement anticipé pourrait être différente de celle prévue. FCE a présenté son analyse de sensibilité sur une base avant impôt plutôt qu'après impôt, afin d'exclure l'impact potentiellement distorsif des taux d'imposition supposés.

33. Risque de liquidité.

Le risque de liquidité est la possibilité de ne pas être en mesure de faire face à ses obligations financières présentes et futures lorsqu'elles deviennent exigibles. Pour plus de détails sur la stratégie et le processus de FCE visant à atténuer le risque de liquidité, voir le rapport stratégique en page **Erreur ! Signet non défini.**

Base de l'analyse du risque de liquidité.

Les tableaux suivants présentent l'échéance contractuelle des actifs et des passifs de FCE et sont présentés hors ajustements comportementaux.

Les chiffres supposent que les entrées liées aux plans de financement de détail, de crédit-bail et de gros et les sorties liées au remboursement des passifs financiers se produisent toutes aux dates d'échéance contractuelles. Les sorties relatives aux dépôts sont comptabilisées sur la base de leur date d'échéance contractuelle la plus proche possible. Il s'agit de dépôts flexibles de clients qui sont remboursables sur demande sur une base contractuelle, avec des échéances comportementales généralement plus longues que leur échéance contractuelle. En outre, les soldes des comptes ISA à terme fixe sont déclarés comme étant à la demande en fonction de la date la plus proche à laquelle FCE pourrait être tenue de transférer le solde à un autre prestataire. Dans la pratique, leur maturité comportementale correspond généralement à leur durée de vie.

En conséquence, la position de liquidité attendue de FCE sur la base des entrées et sorties de trésorerie est plus favorable que celle présentée dans cette note.

Les « éléments non comptabilisés » comprennent les facilités de crédit non garanties pouvant être utilisées, la capacité de titrisation engagée pouvant être utilisée et les garanties pouvant être appelées. Voir la note 28 « Passifs éventuels, garanties financières et engagements » pour plus de détails sur les garanties.

33. Risque de liquidité (suite)

Groupe Au 31 décembre 2024	Note	0-3 mois	4-12 mois	1-5 ans	+5 ans	Total
		millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs :						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	1 253				1 253
Instruments financiers dérivés	E	37	61	16		114
Vente au détail/Location		554	2 053	5 396	1	8 004
Vente en gros		993	4 251			5 244
Prêts et avances aux clients	B	1 547	6 304	5 396	1	13 248
Location simple	B					
Autres actifs	D	182	50		42	274
Total des entrées d'actifs		3 019	6 415	5 412	43	14 889
Passifs :						
Passifs financiers	C	763	1 520	2 841	252	5 376
Dépôts	C	4 078	1 752	670		6 500
Instruments financiers dérivés	E	15	29	28		72
Autres passifs	D	56	6	14		76
Total des sorties de passifs		4 912	3 307	3 553	252	12 024
Écart de liquidité net, hors éléments non comptabilisés		-1 893	3 108	1 859	-209	2 865
Écart de liquidité net cumulé, hors éléments non comptabilisés		-1 893	1 215	3 074	2 865	
Facilités de crédit disponibles :						
Accordées par des institutions financières au Groupe		£ 399	-51	-348		
Accordées par la société (note 28)						
Total des facilités de crédit disponibles		£ 399	-51	-348		
Garanties appelables		£ -12				
Écart de liquidité net cumulé, y compris les éléments non comptabilisés		£ -1 506	£ 1 551	£ 3 062	£ 2 853	

33. Risque de liquidité (suite) :

Groupe Au 31 décembre 2023	Note	0-3 mois	4-12 mois	1-5 ans	+5 ans	Total
		millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	2 557				2 557
Instruments financiers dérivés	E	30	68	21		119
Vente au détail/Location		728	2 527	6 856	4	10 115
Vente en gros		819	5 336			6 155
Prêts et avances aux clients	B	1 547	7 863	6 856	4	16 270
Location simple	B	69	52	93		214
Autres actifs	D	264	56		101	421
Total des entrées d'actifs		4 467	8 039	6 970	105	19 581
Passifs						
Passifs financiers	C	1 239	2 552	3 121	270	7 182
Dépôts	C	5 183	1 943	2 133		9 259
Instruments financiers dérivés	E	13	30	44		87
Autres passifs	D	98	2	15		115
Total des sorties de passifs		6 533	4 527	5 313	270	16 643
Écart de liquidité net, hors éléments non comptabilisés		-2 066	3 512	1 657	-165	2 938
Écart de liquidité net cumulé, hors éléments non comptabilisés		-2 066	1 446	3 103	2 938	
Facilités de crédit disponibles :						
Accordées par des institutions financières au Groupe		£ 1 258		-185	-1 073	
Accordées par la société (note 28)						
Total des facilités de crédit disponibles		£ 1 258		-185	-1 073	
Garanties appelables		£ -38				
Écart de liquidité net cumulé, y compris les éléments non comptabilisés		£ -846		£ 2 481	£ 3 065	£ 2 900

33. Risque de liquidité (suite)

Société Au 31 décembre 2024	Note	0-3 mois	4-12 mois	1-5 ans	+5 ans	Total
		millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	1 063				1 063
Instruments financiers dérivés	E	27	42	6		75
Vente au détail/Location		350	1 474	3 228	-0	5 052
Vente en gros		893	3 560			4 453
Prêts et avances aux clients	B	1 243	5 034	3 228	-0	9 505
Location simple	B					
Autres actifs	D	1 020	268	311	31	1 630
Total des entrées d'actifs		3 353	5 344	3 545	31	12 273
Passifs						
Passifs financiers	C	544	945	1 723	252	3 464
Dépôts	C	4 078	1 752	670		6 500
Instruments financiers dérivés	E	15	19	19		53
Autres passifs	D	27	1	14		42
Total des sorties de passifs		4 664	2 717	2 426	252	10 059
Écart de liquidité net, hors éléments non comptabilisés		-1 311	2 627	1 119	-221	2 214
Écart de liquidité net cumulé, hors éléments non comptabilisés		-1 311	1 316	2 435	2 214	
Facilités de crédit disponibles :						
Accordées par des institutions financières au Groupe		£ 399	-51	-348		
Accordées par la société (note 28)						
Total des facilités de crédit disponibles		£ 399	-51	-348		
Garanties appelables		£ -136				
Écart de liquidité net cumulé, y compris les éléments non comptabilisés		£ -1 048	£ 1 528	£ 2 299	£ 2 078	

33. Risque de liquidité (suite)

Société Au 31 décembre 2023	Note	0-3 mois	4-12 mois	1-5 ans	+5 ans	Total
		millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	1 503				1 503
Instruments financiers dérivés	E	12	35	6		53
Vente au détail/Location		287	1 224	3 237	0	4 748
Vente en gros		730	3 022	0		3 752
Prêts et avances aux clients	B	1 017	4 246	3 237	0	8 500
Location simple	B					
Autres actifs	D	195	1 060	559	61	1 875
Total des entrées d'actifs		2 727	5 341	3 802	61	11 931
Passifs						
Passifs financiers	C	877	1 518	1 359	268	4 022
Dépôts	C	3 674	1 438	1 491		6 603
Instruments financiers dérivés	E	13	21	28		62
Autres passifs	D	54	1	15		70
Total des sorties de passifs		4 618	2 978	2 893	268	10 757
Écart de liquidité net, hors éléments non comptabilisés		-1 891	2 363	909	-207	1 174
Écart de liquidité net cumulé, hors éléments non comptabilisés		-1 891	472	1 381	1 174	
Facilités de crédit disponibles :						
Accordées par des institutions financières au Groupe		£ 1 076	-185	-891		
Accordées par la société (note 28)						
Total des facilités de crédit disponibles		£ 1 076	-185	-891		
Garanties appelables		£ -852				
Écart de liquidité net cumulé, y compris les éléments non comptabilisés		£ -1 667	£ 511	£ 529	£ 322	

33. Risque de liquidité (suite)

Les tableaux ci-dessus analysent les flux de trésorerie contractuels bruts non actualisés provenant des actifs et des passifs, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont réglés en valeur nette, en groupes d'échéances pertinents sur la base des critères détaillés dans le tableau ci-dessous.

Note	Les flux de trésorerie provenant des actifs et des passifs sont affectés aux tranches de temps appropriées comme suit :
A	Sur la base de la disponibilité de la « trésorerie et des équivalents de trésorerie » comme suit (note 9) : La « trésorerie et les équivalents de trésorerie » sont classés par date d'échéance contractuelle
B	Les paiements des clients sont supposés avoir lieu à la dernière date contractuelle et aucun ajustement comportemental n'est effectué pour les règlements anticipés des clients : Les contrats de vente au détail et de location-financement et les véhicules en location simple (présentés à la note 15 « immobilisations corporelles ») exigent généralement des clients qu'ils paient des mensualités égales pendant la durée du contrat Le financement de gros pour les véhicules neufs et d'occasion détenus dans les stocks des concessionnaires - Un calendrier de remboursement in fine est utilisé car le principal est généralement remboursé en une seule fois à la fin de la période de financement
C	Classés en fonction de la date d'échéance contractuelle la plus proche possible
D	Classés en fonction de la période restante jusqu'à l'échéance, y compris l'« en caisse affectée » qui sont supposés être des montants généralement non disponibles pour une utilisation dans les opérations quotidiennes, classés sur la base de la dernière date de remboursement possible
E	Les contrats de change à terme, les swaps de taux d'intérêt en devises croisées et les swaps de taux d'intérêt sont présentés comme réglés sur une base nette

Facilités de crédit disponibles

Facilités de crédit non garanties accordées par des institutions financières au Groupe et à la société.

Au 31 décembre 2024, le Groupe disposait de 685 millions de livres sterling (2023 : 867 millions de livres sterling) de facilités de crédit non garanties contractuellement engagées auprès d'institutions financières, dont 325 millions de livres sterling (2023 : 0 million de livres sterling) ont été utilisés. Les montants non tirés restants, d'un montant total de 360 millions de livres sterling (2023 : 867 millions de livres sterling), peuvent être utilisés. La société disposait de 685 millions de livres sterling (2023 : 685 millions de livres sterling) de facilités de crédit non garanties contractuellement engagées auprès d'institutions financières, dont 325 millions de livres sterling (2023 : 0 million de livres sterling) ont été utilisés, laissant 360 millions de livres sterling pouvant être utilisés (2023 : 685 millions de livres sterling).

Capacité de titrisation engagée disponible pour le Groupe et la société.

FCE maintient une capacité de titrisation engagée consistant en des accords avec des banques et des structures de papiers commerciaux adossés à des actifs, en vertu desquels ces parties sont contractuellement obligées, au choix de FCE, d'acheter des créances éligibles, ou de faire des avances dans le cadre de titres adossés à des actifs. Au 31 décembre 2024, le Groupe disposait de 38 millions de livres sterling (2023 : 464 millions de livres sterling) de capacité de titrisation engagée renouvelable privée. Pour la société, une capacité de titrisation engagée renouvelable privée de 38 millions de livres sterling (2023 : 464 millions de livres sterling) était disponible.

Financement de la Banque centrale au Groupe et à la société.

FCE détient des intérêts de premier rang dans certaines de ses structures de titrisation à terme publiques en tant que garantie éligible pour accéder aux liquidités de la Banque centrale. Au 31 décembre 2024, le Groupe et la société ont reconnu des liquidités disponibles de 199 millions de livres sterling (2023 : 0 million de livres sterling) auprès de la BoE. En outre, la société détient des garanties éligibles supplémentaires pour la participation à la facilité du guichet d'escompte (DWF) de la BoE, qui peut constituer une source supplémentaire de liquidités.

Liquidités du Groupe et de la société.

« La trésorerie et les équivalents de trésorerie » détenus par le Groupe sont principalement des dépôts éligibles au titre de la définition réglementaire des actifs liquides de haute qualité d'un montant de 925 millions de livres sterling (2023 : 2 231 millions de livres sterling). La société détient des dépôts éligibles au titre de la définition réglementaire des actifs liquides de haute qualité d'un montant de 925 millions de livres sterling (2023 : 1 450 millions de livres sterling). Ces liquidités sont détenues pour répondre à la fois aux exigences réglementaires et pour fournir des liquidités pour les besoins de financement à court terme et une flexibilité dans l'utilisation d'autres programmes de financement.

Autres actifs du Groupe et de la société.

Les autres actifs de la société comprennent des effets à recevoir de sociétés affiliées pour un montant de 1 367 millions de livres sterling (2023 : 1 599 millions de livres sterling). Ceux-ci sont éliminés dans la vue Groupe.

34. Transactions avec les parties liées.

Les parties sont considérées comme liées si elles sont sous contrôle commun et si une partie a la capacité de contrôler l'autre partie ou d'exercer une influence significative sur l'autre partie dans la prise de décisions financières ou opérationnelles.

Un certain nombre de transactions sont conclues avec des parties liées dans le cours normal des affaires. La société et ses filiales sont des sociétés séparées, juridiquement distinctes de Ford et des filiales automobiles de Ford et les transactions sont effectuées à des conditions commerciales et aux taux du marché et sont appliquées par FCE d'une manière commercialement raisonnable. Outre sa participation à des régimes de prestations de retraite parrainés par des filiales de Ford (voir la note 27 « Obligations au titre des prestations de retraite »), la société a conclu un accord de soutien avec Ford Credit en ce qui concerne les fonds des actionnaires (voir la note 25 « Actions ordinaires et primes d'émission »).

Suite à la vente par FCE de sa filiale allemande Ford Bank GmbH au cours de l'exercice, pour les besoins de cette information, Ford Bank GmbH est désormais classée comme une entité sous contrôle commun (anciennement une filiale).

Parties liées.

FCE a des transactions entre parties liées avec les catégories suivantes, décrites ci-dessous :

Entreprises mères - il s'agit de Ford ECO, FMCC et Ford. Pour plus de détails, voir la note 37 « FCE et autres informations sur les parties liées ».

Administrateurs et dirigeants - voir la note 6 « Transactions avec les administrateurs et dirigeants ».

Entités sous contrôle commun - qui comprend toutes les filiales de Ford, à l'exception des entités déjà mentionnées dans les rubriques « Filiales de la société » et « Entreprises mères ». Les transactions indiquées dans cette catégorie comprennent :

- Octroi de lignes de crédit approuvées aux concessionnaires dans lesquels Ford détient une participation majoritaire.
- La réception de produits d'intérêts de la part de Ford et de ses sociétés liées, provenant de prêts, de suppléments d'intérêts et d'autres coûts de soutien relatifs à divers plans de financement de détail, de location et de gros
- Garanties fournies pour le compte d'autres parties liées, dont les détails figurent à la note 28 Passifs éventuels, garanties financières et engagements
- Produits dérivés de change négociés avec Ford Global Trading (FGT)

Certains montants relatifs aux impôts britanniques, y compris les intérêts le cas échéant, sont payables à Ford Motor Company UK en vertu d'accords de dégrèvement de groupe. Les montants à payer sont enregistrés dans les « Comptes créditeurs des entreprises liées ». Pour plus de détails, voir la note 21 « Passifs financiers ».

34. Transactions avec les parties liées (suite)

La valeur des transactions entre parties liées, les soldes en cours au 31 décembre, ainsi que les charges et les produits correspondants pour l'exercice sont les suivants :

Société	Filiales de la société		Entreprises mères		Entités sous contrôle commun	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Comptes débiteurs						
Comptes débiteurs au 1er janvier	32	26	1	1	45	31
Comptes débiteurs au 31 décembre	26	32		1	61	45
Prêts						
Prêts en cours au 1er janvier	1 599	1 642			641	738
Prêts en cours au 31 décembre	1 367	1 599			828	641
Investissements dans les entreprises du Groupe (Note 20)						
Coût au 1er janvier	1 044	1 044				
Coût au 31 décembre	262	1 044				
Comptes créditeurs et intérêts courus						
Comptes créditeurs au 1er janvier	14	13	18	12	165	127
Comptes créditeurs au 31 décembre	12	14	13	18	101	165
Dettes senior et prêts subordonnés						
Dettes senior et prêts subordonnés au 1er janvier			2 706	2 784	16	16
Dettes senior et prêts subordonnés au 31 décembre			2 163	2 706	9	16
Produit net en espèces de la vente de créances						
Produit net en espèces de la vente de créances au 1er janvier	76	580				
Produit net en espèces de la vente de créances au 31 décembre	346	76				

Les prêts aux filiales, d'un montant de 1,4 milliard de livres sterling, représentent un portefeuille de billets interentreprises émis par Ford Credit Italia S.p.A. dans le cadre de son programme de billets (détenus par FCE) et un seul prêt renouvelable interentreprises. Tous les instruments sont porteurs d'intérêts et non garantis. Les billets et les prêts fournissent tous un financement à Ford Credit Italia S.p.A. et les billets à taux fixe fournissent une couverture de son risque de taux d'intérêt. Les intérêts sont payés mensuellement sur tous les instruments dont les dates d'échéance sont variables.

Les prêts aux entités sous contrôle commun, d'un montant de 828 millions de livres sterling, représentent des prêts aux concessionnaires contrôlés par Ford pour l'achat de nouveaux véhicules. Ils sont fournis sans intérêt pendant 90 jours, ce qui est financé par un supplément d'intérêt de Ford Motor Company. Ces prêts sont à court terme, la majorité étant remboursée dans les 90 jours et le reste dans les 12 mois.

La dette senior et les prêts subordonnés des entreprises mères ont été fournis par Ford ECO à FCE comme source de financement, et ils sont porteurs d'intérêts et non garantis. Les prêts de premier rang sont utilisés par FCE pour atténuer le risque de crédit (avec des accords de garantie et de compensation avec Ford ECO). Les prêts subordonnés sont comptabilisés dans les fonds propres de catégorie 2 de FCE.

34. Transactions avec les parties liées (suite)

Société	Filiales de la société		Entreprises mères		Entités sous contrôle commun	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Revenus						
Suppléments d'intérêts perçus sur les prêts et avances					415	361
Produits d'intérêts des parties liées	64	51			11	10
Charges						
Charges d'intérêts	1	13	156	154		
Frais de service (reçus)/payés (*)	-42	-47	23	27	1	1
Garanties						
Garanties fournies (Note 28)					136	255
Dividendes versés						
Dividendes reçus (**)	171		500			
Produits dérivés						
Juste valeur positive des produits dérivés en fin d'exercice					48	9
Juste valeur négative des produits dérivés en fin d'exercice						1
(*) Frais de service reçus ou payés - FCE reçoit des conseils et des services techniques et administratifs de Ford et de ses sociétés liées, occupe des bureaux meublés et mis à disposition par Ford et ses sociétés liées et utilise des installations de traitement de données gérées par Ford et ses sociétés liées. Les coûts de ces services sont imputés aux « Charges d'exploitation ».						
(**) Dividendes reçus - de Ford Bank GmbH lorsqu'elle était encore une filiale de FCE avant la vente à Ford ECO.						

Groupe	Entreprises mères		Entités sous contrôle commun	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Comptes débiteurs				
Comptes débiteurs au 1er janvier	2	1	110	105
Comptes débiteurs au 31 décembre	0	2	80	110
Prêts à recevoir				
Prêts à recevoir au 1er janvier			641	738
Prêts à recevoir au 31 décembre			828	641
Comptes créditeurs et intérêts courus				
Comptes créditeurs au 1er janvier	24	15	190	183
Comptes à payer au 31 décembre	13	24	130	190

34. Transactions avec les parties liées (suite)

Groupe	Entreprises mères		Entités sous contrôle commun	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Dette senior et prêts subordonnés				
Dette senior et prêts subordonnés au 1er janvier	3 348	3 262	16	16
Dette senior et prêts subordonnés au 31 décembre	2 163	3 348	9	16
Revenus				
Suppléments d'intérêts perçus sur les prêts et avances			505	419
Produits d'intérêts des parties liées			13	12
Suppléments relatifs aux contrats de location simple				
Charges				
Charges d'intérêts	156	154		
Frais de service payés*	24	27	3	3
Garanties				
Garanties fournies (Note 28)			12	38
Dividendes versés	500			
Produits dérivés				
Juste valeur positive des produits dérivés en fin d'exercice			48	9
Juste valeur négative des produits dérivés en fin d'exercice				1
(*) Frais de service reçus ou payés - FCE reçoit des conseils et des services techniques et administratifs de Ford et de ses sociétés liées, occupe des bureaux meublés et mis à disposition par Ford et ses sociétés liées et utilise des installations de traitement de données gérées par Ford et ses sociétés liées. Les coûts de ces services sont imputés aux « Charges d'exploitation ».				

La dette senior et les prêts subordonnés des entreprises mères ont été fournis par Ford ECO et consistent en ceux décrits ci-dessus pour la société.

35. Information sectorielle.**Politique.**

Les secteurs opérationnels sont les composantes d'une entité que la direction utilise pour prendre des décisions en matière d'exploitation. Ceux-ci sont identifiés sur la base des rapports internes qui sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin d'allouer des ressources au secteur et d'en évaluer la performance. Un secteur opérationnel s'engage dans des activités commerciales dont il peut tirer des revenus et encourir des dépenses pour lesquelles des informations financières distinctes sont disponibles.

Aux fins des présents états financiers et conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels à présenter de FCE sont basés sur une structure d'unités d'affaires regroupées dans les différents lieux géographiques de ses activités.

Répartition des coûts : Les principaux coûts qui doivent être répartis entre les secteurs opérationnels et la base de répartition sont les suivants :

- Les coûts du personnel central sont analysés par département et par type de coût et sont alloués à l'emplacement bénéficiant du service. Diverses méthodes d'allocation sont utilisées pour assurer une répartition équitable des coûts du personnel central entre les différents sites.
- Dans certaines succursales et filiales de FCE, le financement est obtenu par une combinaison de dotations locales et centrales. Les coûts du financement central, y compris les coûts des produits dérivés, sont, dans la mesure du possible, directement affectés aux lieux où les transactions peuvent être spécifiquement identifiées.

Les produits et les charges résultant de la répartition des transactions intra et interentreprises sont éliminés lors de la consolidation.

35a) Chiffres de la mesure de la performance :

	Royaume-Uni	Italie	Espagne	France	Autre	Activités abandonnées	Total
	2024	2024	2024	2024	2024	2024	2024
	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$
Revenu du marché	570	281	81	139	46	235	1 352
Coûts d'emprunt	-339	-153	-39	-61	-7	-99	-698
Charges d'exploitation	-114	-52	-24	-30	-15	-85	-320
Pertes de crédit attendues	-4	-16	-5	1	0	-5	-29
Tous les autres	-2	-0	-0	-0		-10	-12
Bénéfice avant impôt (PBT)	111	60	13	49	24	36	293
Créances nettes	7 715	4 370	1 262	1 785	476		15 608

	Royaume-Uni	Italie	Espagne	France	Autre	Activités abandonnées	Total
	2023	2023	2023	2023	2023	2023	2023
	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$	millions \$
Revenu du marché	453	220	62	123	42	308	1 208
Coûts d'emprunt	-253	-111	-23	-48	-5	-95	-535
Charges d'exploitation	-91	-51	-39	-25	-35	-124	-365
Pertes de crédit attendues	-1	-6		-1	0	-1	-9
Tous les autres	-3	-0	-0	0		-17	-20
Bénéfice avant impôt (PBT)	105	52	0	49	2	71	279
Créances nettes	6 929	4 232	1 168	1 823	544	5 393	20 089

Conformément à l'objectif de l'examen de la direction et aux exigences de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les performances des quatre principaux marchés géographiques (Royaume-Uni, Italie, Espagne et France) font l'objet d'un rapport distinct. Les performances des quatre principaux marchés (« secteurs à déclarer ») représentent 96 % des recettes externes, tous les autres marchés et opérations étant regroupés sous la rubrique « Autres », comme indiqué ci-dessous.

Le poste « **Autres** » représente les opérations qui ne sont pas considérées comme un marché géographique principal et qui contribuent individuellement à moins de 10 % des recettes externes. Il comprend Central, WWTF, l'Irlande et les succursales en liquidation de FCE en Allemagne et en Autriche, ainsi que ses succursales en liquidation en Pologne et au Portugal.

Les « **activités abandonnées** » sont décrites à la note 40 pour plus d'informations.

35. Information sectorielle (suite)

Les données sectorielles sont basées sur le compte de résultat consolidé et autres éléments du résultat global et sur l'état de la situation financière tels qu'ils sont présentés au comité exécutif (ci-après « EC ») en dollars américains conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (ci-après « GAAP »), à l'exclusion des ajustements de la juste valeur des instruments financiers et des ajustements des taux de change.

L'EC évalue les performances des succursales et des filiales de FCE d'un point de vue géographique et alloue les ressources sur la base de ces informations. Les chiffres de la mesure de la performance sont les suivants :

Le « **revenu du marché** » représente les intérêts perçus sur les créances financières de détail et de gros, les loyers perçus pour les véhicules en location simple moins l'amortissement des véhicules automobiles détenus pour être utilisés dans le cadre de contrats de location simple et les revenus nets des honoraires et commissions.

Les « **coûts d'emprunt** » représentent les coûts associés aux financements locaux et centraux (non garantis et titrisés). Le financement central et les coûts des produits dérivés, y compris les coûts de détention d'un tampon de liquidité, sont attribués aux sites.

Les « **charges d'exploitation** » sont généralement les mêmes que celles rapportées pour la mesure de la performance et les normes IFRS.

Les « **pertes de crédit attendues** » sont présentées selon les US GAAP, sur la base de la perte de crédit attendue actuelle (ci-après « CECL ») sur la durée de vie des créances financières.

Le poste « **tous les autres** » représente les gains ou les pertes sur les valeurs résiduelles et les ajustements de la réserve de valeur résiduelle. Cela inclut les contrats de location simple en Allemagne, où Ford indemnise la majorité de toute perte de valeur résiduelle. Le revenu reçu de cet arrangement est inclus dans le revenu du marché.

Le « **bénéfice avant impôt (PBT)** » est calculé selon les US GAAP, à l'exclusion des ajustements de la juste valeur des instruments financiers et des ajustements de change.

Les « **créances nettes** » sont gérées sur la base des US GAAP, à l'exclusion de la « provision pour pertes encourues » et des « suppléments d'intérêts non acquis provenant de parties liées », et y compris l'investissement net de FCE dans des véhicules à moteur détenus pour être utilisés par FCE en tant que bailleur dans le cadre de contrats de location simple.

35. Information sectorielle (suite)

35b) Base IFRS :

	Note	Royaume-Uni	Italie	Espagne	France	Autre	Activités abandonnées	Total
		2024	2024	2024	2024	2024	2024	2024
		millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Compte de résultat								
Produits de détail		239	155	32	31	0	87	544
Produits de gros		175	57	29	66	30	83	440
Autres produits		5	3	5	0	55	161	229
Produits d'honoraires et de commissions	3	30	6	1	21	0	3	61
Produits des contrats de location simple	4						39	39
Total des produits		449	221	67	118	85	373	1 313
Amortissement des immobilisations corporelles	15/16	-0	-0	-0	-0	-4	-35	-39
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	17	-5	-0			-5		-10
Bénéfice avant impôt		4	36	10	37	30	167	284
Actifs								
Prêts et avances nets aux clients	12	5 881	3 365	1 002	1 393	380		12 021
Immobilisations corporelles	15/16	1	1	1	0	8		11
Total des actifs		6 608	3 554	1 324	1 433	918		13 837

35. Information sectorielle (suite)**35b) Base IFRS :**

	Note	Royaume-Uni	Italie	Espagne	France	Autre	Activités abandonnées	Total
		2023	2023	2023	2023	2023	2023	2023
		millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Compte de résultat								
Produits de détail		184	117	23	20	2	115	461
Produits de gros		144	55	26	68	34	110	437
Autres produits		3	3	0	0	44	27	77
Produits d'honoraires et de commissions	3	33	5	1	17	-0	5	61
Produits des contrats de location simple	4						52	52
Total des produits		364	180	50	105	80	309	1 088
Amortissement des immobilisations corporelles	15/16	-0	-0	-0	-0	0	-50	-50
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	17					-9	-0	-9
Bénéfice avant impôt		44	32	1	41	-21	24	121
Actifs								
Prêts et avances nets aux clients	12	5 479	3 248	915	1 405	143	3 925	15 115
Immobilisations corporelles	15/16	9	2	1	0	0	216	228
Total des actifs		6 404	3 417	971	1 448	1 193	5 197	18 630

— Base IFRS :

Le tableau ci-dessus fournit des informations sectorielles supplémentaires sur la base des normes IFRS, qui incluent les ajustements de la juste valeur des instruments financiers et les ajustements de change. Les informations produites en 35b sont produites sur la base décrite car il est jugé impossible de produire des informations supplémentaires au titre de la norme IFRS 8 sur une base cohérente avec les résultats de mesure de la performance divulgués à l'EC.

— Prix de transfert :

L'entreprise utilise la méthodologie des prix de transfert conformément aux lignes directrices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cela n'affecte pas le bénéfice global avant impôt de la société et est exclu des résultats de la mesure de la performance. Le bénéfice avant impôt des secteurs opérationnels individuels, tel que présenté sur une base IFRS en 35b, reflète la méthode des prix de transfert.

35. Information sectorielle (suite)**35c) Rapprochement entre les chiffres de la mesure de la performance et les chiffres IFRS :**

		Revenu du marché	Coûts d'emprunt	Charges d'exploitation	Pertes de crédit attendues	Bénéfice/ (perte) avant impôt	Créances nettes
		2024	2024	2024	2024	2024	2024
		millions	millions	millions	millions	millions	millions
Secteurs à présenter	\$	1 306	-691	-305	-29	269	15 132
Opérations centrales / autres	\$	46	-7	-15	0	24	476
Total	\$	1 352	-698	-320	-29	293	15 608
Converti en GBP		1 061	-546	-251	-22	232	12 448
Différences de présentation							
Suppléments d'intérêts non acquis	£						-408
Provision pour pertes encourues	£				1	1	-13
Frais d'honoraires et de commissions	£						
Gains / pertes / réserves résiduels	£						-6
Différence de modélisation	£	113	-79	12			
Provisions	£			-61		-61	
Bénéfices comptabilisés selon les IFRS uniquement	£	139				139	
Ajustements	£						
Ajustements de la juste valeur	£			42		42	
(Perte) de change	£			-69		-69	
Rapprochement total avec les normes IFRS	£	1 313	-625	-327	-21	284	12 021

Chiffres de la mesure de la performance		Revenu du marché	Coûts d'emprunt	Charges d'exploitation	Pertes de crédit attendues	Bénéfice/ (perte) avant impôt	Créances nettes
		2023	2023	2023	2023	2023	2023
		millions	millions	millions	millions	millions	millions
Secteurs à présenter	\$	1 158	-542	-324	-10	261	19 437
Opérations centrales / autres	\$	50	8	-40		18	652
Total	\$	1 208	-534	-364	-10	279	20 089
Converti en GBP	£	971	-430	-293	-8	223	15 791
Différences de présentation							
Contrats de location simple	£	36					-214
Suppléments d'intérêts non acquis	£						-442
Provision pour pertes encourues	£				5	5	-17
Contrats de location au titre de la norme IFRS 16	£		0				
Frais d'honoraires et de commissions	£	7	0	2			
Gains / pertes / réserves résiduels	£						-3
Différence de modélisation	£	74	-77	0			
Autres	£					2	0
Ajustements							
Ajustements de la juste valeur	£		2			-97	
(Perte) de change	£					-12	
Rapprochement total avec les normes IFRS	£	1 088	-505	-291	-3	121	15 115

35c) Rapprochement entre les mesures de la performance et les chiffres IFRS (suite)

Cette section commence par les chiffres de la mesure de la performance pour les secteurs à présenter de FCE et les « autres » opérations détaillées à la section 35a et convertit les montants en dollars américains en livres sterling sur la base des taux de change tels qu'ils ont été engagés et les « créances nettes » au taux de change en vigueur à la date du rapport. Elle fournit ensuite un rapprochement entre les chiffres de la mesure de la performance et la vue des états financiers selon les normes IFRS, comme indiqué au point 35b.

Résumé des principales différences

Les « **différences de présentation** » représentent les différences de présentation dans les états financiers IFRS par rapport à la vue de la mesure de la performance, ainsi que les différences de présentation dans les US GAAP. Les « **bénéfices comptabilisés selon les normes IFRS uniquement** » concernent principalement la vente de Ford Bank GmbH à Ford ECO.

« **Ajustements** ». Les coûts sont ajustés par rapport à ceux déclarés selon les normes IFRS, afin de refléter l'impact sur les coûts des variations du niveau d'endettement qui serait nécessaire pour répondre aux exigences révisées en matière de fonds propres. Ces ajustements permettent d'évaluer le rapport risque/rendement des différents sites.

36. Notes au tableau des flux de trésorerie.

	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation				
Bénéfice avant impôt	379	108	284	121
Ajustements pour :				
Charges d'amortissement des immobilisations corporelles		1		1
Charges d'amortissement des actifs assujettis à un droit d'usage	4	4	4	5
Amortissement des véhicules en location simple			29	36
Cession des véhicules en location simple			6	13
Effets de la conversion des devises étrangères	69	11	69	12
Monnaies étrangères recyclées et autres plus-values réalisées sur la vente de filiales	-113		-148	
Dividende reçu d'une filiale	-171			
Pertes/(gains) dépréciés bruts sur les prêts et avances	5	-10	21	-27
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	10	9	10	9
Ajustements de la juste valeur des instruments financiers	-79	8	-42	98
Charges d'intérêts	466	359	625	505
Produits d'intérêts	-720	-596	-1 065	-974
Autres produits d'exploitation	-0		-39	-52
Variations des actifs et passifs d'exploitation :				
(Augmentation)/diminution nette des charges à payer et des produits différés	66	11	72	29
Diminution nette des charges différées et des frais payés d'avance	3	1	3	2
Augmentation nette des créances financières	-846	-709	-1 133	-1 103
Achat de véhicules pour les contrats de location simple			-180	-276
Produit net de la vente de véhicules en location simple	0		107	107
Augmentation nette des véhicules en attente de revente	-34	-11	-28	-46
Diminution/(augmentation) nette des créances	-6	-1	-6	5
Augmentation nette des comptes créditeurs	-26	-102	-16	-135
(Augmentation)/diminution nette des comptes créditeurs des entreprises liées	-63	39	7	9
Trésorerie (utilisée) dans les activités d'exploitation	-1 056	-878	-1 420	-1 661

36. Notes au tableau des flux de trésorerie (suite)

	Société		Groupe	
	2024	2023	2024	2023
	millions £	millions £	millions £	millions £
Au début de la période :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 503	1 346	2 557	2 536
Solde au 1er janvier	1 503	1 346	2 557	2 536
A la fin de la période :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 063	1 503	1 253	2 557
Solde aux 31 décembre 2024 et 2023	1 063	1 503	1 253	2 557
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 503	1 346	2 557	2 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 063	1 503	1 253	2 557
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-440	157	-1 304	21

— **Rapprochement des passifs découlant des activités de financement :**

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Société						
	2023	Variations hors trésorerie					2024
		Flux de trésorerie	Variations de change	Variations de la juste valeur	Gain / Perte	Autre	
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Titres de créance et prêts fournis par les banques et autres institutions financières	581	-366	-6				209
Fonds fournis par les entreprises mères et liées	2 995	-237	-114				2 644
Emprunts à court terme		325	-0				325
Dépôts	6 313	-13					6 300
Total du passif des activités de financement	9 889	-291	-120				9 478

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Groupe						
	2023	Variations hors trésorerie					2024
		Flux de trésorerie	Variations de change	Variations de la juste valeur	Gain / Perte	Activités abandonnées	
	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £	millions £
Titres de créance et prêts fournis par les banques et autres institutions financières	3 002	-148	-87			-407	2 360
Fonds fournis par les entreprises mères et liées	3 578	-440	-136			-687	2 315
Emprunts à court terme		343	-0			-13	330
Dépôts	8 962	517	-94			-3 085	6 300
Total du passif des activités de financement	15 542	272	-317			-4 192	11 305

37. Informations sur FCE et les autres parties liées.

Domicile : Royaume-Uni (UK).

Forme juridique : La société est une banque réglementée, autorisée en tant qu'entreprise de collecte de dépôts, de crédit à la consommation et d'intermédiation d'assurance en vertu de la loi de 2000 sur les services et marchés financiers et conformément à la loi de 2012 sur les services financiers, et est autorisée par la PRA et réglementée par la FCA et la PRA.

Pays d'immatriculation : La société est une société anonyme constituée et immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles.

Siège social : Central Office - Arterial Road, Laindon , Essex SS15 6EE. Immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 00772784.

La société possède une filiale en Italie (voir la note 20 « Investissements dans d'autres entités »).

Nature des opérations et activités principales : L'activité principale de FCE consiste à soutenir la vente de véhicules Ford en Europe par le biais des réseaux de concessionnaires respectifs. Une variété de plans de financement de détail, de crédit-bail et de gros est proposée sur les marchés où FCE opère. Par ailleurs, FCE fournit des produits d'épargne à environ 146 000 clients au Royaume-Uni sous la marque Ford Money.

FCE offre la plupart de ses produits et services sous les marques Ford Credit ou Ford Money - voir « Sites d'exploitation européens » à la page 83 pour plus de détails. La société, par l'intermédiaire de sa division Worldwide Trade Finance (WWTF), fournit des financements aux importateurs et aux distributeurs dans des pays où Ford n'est généralement pas présente. WWTF fournit actuellement des financements dans une soixantaine de pays. En outre, il existe des opérations de marque privée sur certains marchés européens.

Entreprise mère immédiate : La totalité des 614 384 050 actions ordinaires de 1 £ de FCE est détenue par Ford ECO. Ford ECO ne produit pas de comptes consolidés, car elle est détenue à 100 % par FMCC et consolidée dans ses comptes. Pour plus de détails, voir la note 25 « Actions ordinaires et prime d'émission ».

Entreprise mère ultime : L'entreprise mère ultime et la partie contrôlante est Ford Motor Company (Ford), Ford Credit International LLC (FCI) et FMCC sont toutes constituées aux États-Unis d'Amérique. Ford ECO est constituée en Suisse.

Des copies des comptes consolidés de FMCC et Ford peuvent être obtenues auprès de Ford Motor Company (US), One American Road, Dearborn, Michigan 48126, États-Unis d'Amérique.

38 PAYS PAR PAYS

Le tableau suivant est divulgué conformément au règlement de 2013 sur les exigences de fonds propres (rapport pays par pays) (texte réglementaire 2013 n° 3118). Le Groupe n'a reçu aucune subvention publique en 2024 (2023 : néant).

Pour les comparaisons avec l'exercice précédent, voir la page 136 du rapport annuel 2023 de FCE.

Nom de la succursale ou de la filiale	Activité principale	Nombre moyen d'employés à temps plein	Total des produits / (charges) (a) millions £	Bénéfice ou (perte) avant impôt (b) millions £	Impôt sur les sociétés payé (en millions de livres sterling)
FCE Bank Plc Austria	Banque		8	8	-0,3
FCE Bank Plc France	Banque	60	61	37	9,5
FCE Bank Plc Germany	Banque		0	-1	-4,9
FCE Bank Plc Ireland	Banque	3	4	3	0,6
FCE Bank Plc Italy	Banque		0	0	
FCE Bank Plc Portugal	Banque	1	6	6	
FCE Bank Plc Spain	Banque	66	33	10	0,1
FCE Bank Plc UK	Banque	665	467	313	17,6
FCE Bank SA Oddzial w Polsce	Banque		2	2	
Ford Credit Italia S.p.A	Société de financement	62	99	52	11,7
(a) Le total des produits/(charges) est présenté ci-dessus sur une base IFRS au niveau de chaque entité et n'inclut pas le total des produits des entités structurées. Il comprend les produits nets d'intérêts, les produits nets d'honoraires et de commissions et les autres produits d'exploitation.					
(b) Le bénéfice ou (la perte) avant impôt est présenté ci-dessus sur une base IFRS au niveau de chaque entité et n'inclut pas les bénéfices ou les pertes des entités structurées.					

FCE Bank Plc UK comprend le marché britannique (cf. note 35 « Information sectorielle ») ainsi que le bureau central. Pour plus de détails sur le pays de constitution des banques et des sociétés de financement, voir la rubrique Sites d'exploitation européens.

Pour plus de détails sur les événements postérieurs à la période considérée, voir la note 39 « Événements postérieurs à la période considérée ».

39. Événements postérieurs à la période considérée.

La société a pris en considération la déclaration de la FCA publiée le 11 mars 2025 concernant les accords de commission.

40. Activités abandonnées.

Comme indiqué dans le rapport stratégique, FCE a vendu sa filiale détenue à 100 % Ford Bank GmbH à Ford ECO le 1^{er} septembre 2024.

Les activités abandonnées comprennent Ford Bank GmbH y compris sa succursale et les SE comme indiqué ci-dessous :

Entreprises	Description
Ford Bank gmbh	Filiale de FCE
Ford Bank Austria	Succursale de Ford Bank GmbH
Globaldrive Dealer Floorplan Germany 2018 B.V.	SE d'Allemagne
Globaldrive Germany Retail VFN 2018 B.V.	SE d'Allemagne
Globaldrive Auto Receivables 2021-a B.V.	SE d'Allemagne
Globaldrive Auto Receivables 2023-a B.V.	SE d'Allemagne
Globaldrive Auto Receivables 2024-a B.V.	SE d'Allemagne

La vente de Ford Bank GmbH a entraîné la comptabilisation d'écarts de conversion cumulés de 134 millions de livres sterling, qui étaient auparavant comptabilisés dans « autres éléments du résultat global » et qui ont maintenant été reclassés dans le compte de résultat.

40. Activités abandonnées (suite)

Analyse des montants abandonnés présentés dans le compte de résultat consolidé et autres éléments du résultat global
(les chiffres comparatifs de l'exercice précédent correspondent à l'exercice complet, 2024 correspond à la période allant jusqu'à la date de la vente) :

	Activités abandonnées	
	2024	2023
	millions £	millions £
Produits d'intérêts	191	252
Charges d'intérêts	-98	-102
Produits nets d'intérêts	93	150
Produits nets d'honoraires et de commissions	3	5
Produits nets d'honoraires et de commissions	3	5
Autres produits d'exploitation	39	52
Total des produits	135	207
Provision pour pertes de crédit attendues	-3	-1
Charges d'exploitation	-66	-96
Perte sur la cession de contrats de location simple	-6	-13
Amortissement des immobilisations corporelles	-29	-37
Ajustements de la juste valeur des instruments financiers	-4	-36
Gain/(perte) de change	0	0
Bénéfice avant impôt	27	24
Charge d'impôt sur le revenu	-10	-8
Bénéfice après impôt et bénéfice de la période provenant des activités	17	16
Gain provenant de la vente d'activités abandonnées	6	
Écarts de conversion recyclés	134	
Bénéfice total attribuable aux activités abandonnées	157	16
Éléments pouvant être recyclés par le biais du compte de résultat	-27	-20
Éléments recyclés par le biais du compte de résultat	-134	
Total des écarts de conversion sur les investissements nets en devises étrangères	-161	-20
Résultat global total pour la période provenant des activités abandonnées	-4	-4
Attribuable aux propriétaires de la société mère	-4	-4

40. Activités abandonnées (suite)

Flux de trésorerie nets attribuables aux activités des activités abandonnées :

	Flux de trésorerie des activités abandonnées	
	2024	2023
	millions £	millions £
Flux de trésorerie provenant des/(utilisés pour) les activités d'exploitation	121	36
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	11	37
Flux de trésorerie (utilisés pour)/provenant des activités de financement	-88	-196
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-22	-18
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	22	-141

Informations relatives aux modifications des participations dans les filiales :

	2024
	millions £
Contrepartie totale reçue*	672
Partie de la contrepartie en numéraire	
Ventilation des actifs et des passifs à la date de la vente :	
Catégories d'actifs :	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	873
Instruments financiers dérivés	12
Autres actifs	186
Prêts et avances aux clients	3 699
Immobilisations corporelles	244
Actifs assujettis à un droit d'usage	1
Immobilisations incorporelles	
Impôts sur le revenu à recevoir	10
Actifs d'impôts différés	
Investissement dans d'autres entités	
Catégories de passifs :	
Passifs financiers	-1 109
Dettes de location	-1
Dépôts	-3 085
Instruments financiers dérivés	-12
Autres dettes et provisions	-109
Impôts sur le revenu à payer	
Passifs d'impôts différés	-43
Total de l'actif et du passif	666
Gain avant impôt sur la vente d'activités abandonnées	6
Charges fiscales	
Gain sur la vente d'activités abandonnées	6
(*) Il s'agit d'une transaction sans effet de trésorerie.	

Le tableau suivant détaille les pays dans lesquels FCE opère par le biais d'une succursale ou d'une filiale.

Lieu	Adresse
Les succursales de la société	
Grande-Bretagne	FCE Bank Plc, Arterial Road, Laindon, Essex SS15 6EE
France	FCE Bank Plc, Succursale France, 1 rue du 1er mai - CS 90209 - 92 752 Nanterre, France
Irlande	FCE Bank Plc, Elm Court, Boreenmanna Road, Cork 999937, Irlande
Italie	FCE Bank Plc, Via Del Serafico 89 Palazzina D, Il Piano (deuxième étage) 00142 Rome
Espagne	FCE Bank Plc Sucursal en España, Calle Caléndula, 13, 28109 Alcobendas, Madrid, Espagne
Le Groupe : filiales européennes de FCE	
Italie	Ford Credit Italia S.p.A, (numéro d'immatriculation de la société 1588421003-REA RM - 1632928), Via Del Serafico 89 Palazzina D, Il piano (deuxième étage) 00142 Roma

Autres informations.

APM	Définition	Pertinence de l'utilisation
Prêts et avances nets moyens aux clients	Moyenne sur 12 mois des prêts et avances nets aux clients	Utilisé dans le calcul de certains ratios, pour réduire l'impact des fluctuations périodiques des soldes au cours de l'exercice.
Ratio de marge	Marge totale en pourcentage des prêts et avances nets moyens aux clients.	Indicateur de l'efficacité de FCE à gérer son portefeuille de prêts afin de générer des marges.
Ratio de perte de crédit	Pertes de crédit nettes (total des radiations moins les recouvrements) en pourcentage des prêts et avances nets moyens aux clients.	Indicateur de la qualité de crédit du portefeuille de prêts de FCE.
Rapport coût-efficacité	Charges d'exploitation en pourcentage des prêts et avances nets moyens aux clients.	Indicateur du niveau de coût utilisé pour gérer le portefeuille de prêts de FCE.
Rendement des actifs	Bénéfice avant impôt en pourcentage du total des actifs.	Indicateur de l'efficacité de FCE à gérer ses actifs pour générer un bénéfice.

Rapport annuel 2024. Les états financiers annuels consolidés de FCE au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date.

Prêts et avances nets moyens aux clients. Le solde des prêts et avances nets aux clients à la fin de chaque mois divisé par le nombre de mois de la période considérée.

Fonds propres CET1. Fonds propres de catégorie 1 tels que définis dans le règlement sur les exigences de fonds propres. Il s'agit du niveau de fonds propres de qualité supérieure au sein des fonds propres.

Société. FCE Bank Plc, y compris toutes ses succursales européennes, mais à l'exclusion de ses filiales et de ses SE.

Concessionnaire ou concession. Un grossiste franchisé directement par Ford, qui assure la vente, l'entretien, la réparation et le financement des véhicules.

Défaut. FCE considère qu'il y a défaut à l'égard d'un emprunteur (consommateur ou non) lorsque celui-ci remplit au moins l'un des critères de défaut suivants en ce qui concerne le montant dû par l'emprunteur à FCE :

- Critère principal : Peu susceptible de payer le montant total dû
- Critère secondaire : En retard de paiement de plus de 90 jours pour une somme importante, si le critère principal n'est pas déjà satisfait

EMTN. FCE Bank Plc (ci-après l'« Émetteur » ou « FCE »), sous réserve du respect de l'ensemble des lois, règlements et directives applicables, pourra en tant que de besoin émettre des Euro Medium Term Notes (ci-après les « Billets »). Le montant total des billets en circulation ne dépassera jamais 10 milliards d'euros.

Europe. Les marchés où FCE fournit des services financiers. Au cours de l'exercice 2024 il s'agissait de : Autriche, Grande-Bretagne, France, Allemagne (jusqu'à la date de vente), Irlande, Italie, Pologne, Portugal et Espagne.

FCA. La Financial Conduct Authority est l'organisme statutaire responsable de la réglementation et de la supervision des entreprises agréées au Royaume-Uni (depuis le 1^{er} avril 2013), ainsi que le régulateur prudentiel pour les entreprises de services financiers qui ne sont pas réglementées par la PRA.

FCI. Ford Credit International LLC, une société constituée en vertu des lois du Delaware (États-Unis) et une filiale directe de Ford Credit.

FCTA. Écart de conversion des devises étrangères (FCTA). Le compte cumulé des autres éléments du résultat global (composante des capitaux propres) où est enregistré l'effet des variations des taux de change lors de la conversion de l'état de la situation financière d'une entité dans la devise de présentation.

Ford ECO. Ford ECO GmbH est une société à responsabilité limitée de droit suisse et une filiale directe de FCI.

Ford Credit ou FMCC. Ford Motor Credit Company LLC, une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Delaware (États-Unis) et une filiale indirecte détenue à 100 % par Ford.

Ford. Ford Motor Company, une société constituée en vertu des lois du Delaware (États-Unis) et la société mère ultime du Groupe. Dans certains cas, ce terme peut désigner Ford Motor Company et la totalité ou une partie de ses filiales.

Ford Blue. Division de Ford axée sur les véhicules traditionnels à moteur à combustion interne (ICE). Elle englobe la gamme de produits conventionnels de Ford, y compris les voitures à essence et les SUV.

Ford Model e. Division de Ford responsable du développement et de la production de la gamme de véhicules électrifiés de Ford, y compris les modèles entièrement électriques et hybrides rechargeables.

Ford Pro. Division de Ford qui s'adresse aux clients commerciaux et aux entreprises. Cela comprend les véhicules commerciaux, ainsi que des solutions intégrées telles que la télématique, la gestion de flotte et les services d'entretien.

Location longue durée (Full Service Leasing ou FSL). Location mensuelle fixe d'un véhicule pour les clients, y compris l'entretien courant et la mise au rebut du véhicule à la fin de la période de location. En règle générale, FCE conserve la responsabilité du marketing et des ventes, pour lesquels elle perçoit des honoraires, et externalise les services de financement, de location, d'entretien et de réparation pour les portefeuilles actuels et futurs de contrats de location commerciale à un tiers privilégié sous la marque « Ford Lease » ou « Ford Business Partner ».

Prêts et avances bruts aux clients. Total des paiements restant à percevoir sur les prêts et avances aux clients (voir note 12 « Prêts et avances aux clients »).

Groupe ou FCE. La société et ses filiales et SE.

IAS. Normes comptables internationales.

ICAAP. Processus d'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres. Le processus annuel de FCE, tel que défini dans la réglementation de la PRA, par lequel elle évalue le niveau de fonds propres adéquat pour couvrir les risques auxquels elle est ou pourrait être exposée, en incorporant des tests de stress, des analyses de scénarios et en cohérence avec son appétit pour le risque.

IFRS. Normes internationales d'information financière.

ILAAP. Processus interne d'évaluation de l'adéquation des liquidités. Le processus annuel de FCE, tel que défini dans la réglementation de la PRA, par lequel elle identifie, mesure, gère et surveille les risques de liquidité et de financement dans des scénarios de stress et sur différents horizons temporels, conformément à son appétit pour le risque.

Prêts et avances nets aux clients. Les prêts et avances aux clients tels qu'ils figurent dans l'état de la situation financière représentent les « prêts et avances bruts aux clients », y compris les coûts/frais différés et moins les provisions, les produits financiers non acquis et les suppléments d'intérêts non acquis provenant de parties liées.

Location simple. Contrats dans lesquels les actifs ne sont pas entièrement amortis au cours de la période primaire et dans lesquels le bailleur ne peut pas compter sur les loyers pour réaliser ses bénéfices, mais peut chercher à récupérer le solde de ses coûts et de ses bénéfices sur la vente de l'actif récupéré à la fin du contrat de location. La location contractuelle est une variante de la location simple.

Fonds propres. Les fonds propres d'une institution correspondent à la somme de ses fonds propres de catégorie 1 et 2.

En souffrance. Il s'agit d'un montant de capital, d'intérêts ou de frais qui n'a pas été payé à la date d'échéance. La valeur d'exposition est la totalité de la valeur comptable.

Pilier 1. La partie du cadre de Bâle qui fixe les exigences minimales en matière de fonds propres que les institutions doivent détenir.

Pilier 2. Processus de surveillance prudentielle dans le cadre duquel les régulateurs évaluent les activités et les profils de risque des institutions individuelles afin de déterminer si elles doivent détenir des niveaux de fonds propres supérieurs aux exigences minimales de fonds propres du pilier 1.

Pilier 3. Le pilier du cadre de Bâle qui se concentre sur les informations publiques des institutions dans le but d'améliorer la transparence pour toutes les parties prenantes.

PRA. La Prudential Regulation Authority est l'organisme statutaire responsable de la réglementation prudentielle des banques, des sociétés de crédit immobilier, des coopératives de crédit, des assureurs et des principales sociétés d'investissement au Royaume-Uni (depuis le 1^{er} avril 2013). La PRA est une filiale de la Banque d'Angleterre.

Titrisation publique / privée. Les transactions publiques concernent les titres adossés à des actifs qui sont cotés en bourse et les transactions privées concernent les ventes directes à un investisseur individuel ou à un petit nombre d'investisseurs.

Vente au détail. La partie de l'activité de FCE qui offre des produits et des services de financement et de location de véhicules aux consommateurs individuels, aux entreprises individuelles et aux entreprises introduites par l'intermédiaire d'un concessionnaire ou d'une concession qui a une relation établie avec FCE.

Montant total des expositions pondérées. L'exposition globale au risque calculée dans le cadre du premier pilier des règles britanniques en matière de fonds propres fixées par la PRA. Pour FCE, les expositions pondérées comprennent principalement les expositions au risque de crédit calculées en appliquant des pondérations de risque aux actifs dans le cadre de l'approche standard. Le total des expositions pondérées comprend également les expositions au risque de marché et au risque d'exploitation. Pour plus de détails, voir le rapport de FCE sur le troisième pilier.

Titrisation. Technique permettant de collecter des fonds à partir d'actifs générateurs de revenus, tels que des prêts, en réorientant leurs flux de trésorerie pour soutenir les paiements de titres adossés à ces actifs sous-jacents. Juridiquement, les actifs titrisés sont généralement transférés et détenus par une SE à l'abri de la faillite. Normalement, FCE devrait être engagée en tant que gestionnaire pour continuer à collecter et à gérer les actifs titrisés. FCE s'engage également dans d'autres opérations de financement structurel et d'affacturage qui présentent des caractéristiques similaires à la titrisation et qui sont également désignées comme « titrisation » dans le présent rapport.

Entités structurées ou SE. Une entité à l'abri de la faillite dont les opérations sont limitées à l'acquisition et au financement d'actifs spécifiques (ce qui peut inclure l'émission de titres adossés à des actifs et le paiement de ces titres) et dans laquelle FCE n'a généralement pas de propriété juridique ni de contrôle de gestion.

Fonds propres de catégorie 1. FCE n'ayant pas de fonds propres supplémentaires de catégorie 1, ses fonds propres de catégorie 1 sont identiques à ses fonds propres CET1 et comprennent les fonds d'actionnaires nets de certaines déductions.

Fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres de catégorie 2 de FCE sont constitués de dettes subordonnées.

Ratio de capital total. Fonds propres de FCE divisés par le montant total des expositions pondérées en fin de période.

Vente en gros. La partie de l'activité de FCE qui offre le financement du stock de véhicules neufs et d'occasion, de pièces et d'accessoires d'un grossiste. Peut également être connue comme « programme de financement du stock du concessionnaire » ou « financement du stock ». Peut également inclure d'autres formes de financement fournies à un grossiste par FCE, telles que des prêts d'équipement ou de propriété, des améliorations des installations de la concession et des découverts de fonds de roulement.

WWTF. La division Worldwide Trade Finance de FCE, qui fournit des financements aux distributeurs et aux importateurs dans les pays où Ford n'a pas de société de vente nationale.

Des données et des ressources Web supplémentaires, y compris celles énumérées ci-dessous, peuvent être obtenues aux adresses Web suivantes :

Données supplémentaires	Adresses de sites Web
FCE Bank Plc	
Rapport annuel Déclaration de gestion semestrielle Rapports sur le troisième pilier Autres informations sur les relations avec les investisseurs	https://www.fcebank.com/investor-center.html
Ford Motor Company (Société mère ultime), incluant : « Rapports trimestriels » « Rapports annuels » « Dépôts à la SEC » Notes de bas de page 1 et 2	https://shareholder.ford.com/Investors/Home/default.aspx Pour y accéder à partir du lien ci-dessus, cliquez sur « Reports and Filings » dans le menu « Investors ».
Ford Motor Credit Company incluant : « Rapports de l'entreprise » Note de bas de page 2 « Événements de l'entreprise » « Titrisation adossées à des actifs » Note de bas de page 3	https://www.fcebank.com/investor-center.html
La Bourse irlandaise qui comprend Prospectus de base EMTN (voir note 21 « Passifs financiers »)	https://www.centralbank.ie/regulation/industry-market-sectors/securities-markets/prospectus-regulation/prospectuses Pour y accéder, recherchez « FCE »
Conseil d'information financière Le Code britannique de gouvernance des entreprises	https://www.frc.org.uk/library/standards-codes-policy/corporate-governance/uk-corporate-governance-code/

Informations complémentaires.

Note de bas de page 1 : Commission des opérations de bourse (SEC)

Note de bas de page 2 : Les documents déposés auprès de la SEC comprennent le Formulaire 10-K du rapport annuel de la SEC et le Formulaire 10-Q des rapports trimestriels de la SEC

Note de bas de page 3 : La « Titrisation adossée à des actifs » comprend des données sur la titrisation publique de détail en Europe, y compris les types de rapports suivants :

- Prospectus
- Rapports mensuels aux investisseurs

